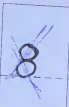
ENRICO CERNUSCHI

MECCANICA
DEGLI SCAMBI

« Ceux qui aiment à entrer dans le
« détail des sciences méprisent les
« récherches abstraites et générales,
« et ceux qui approfondissent les
« principes entrent rarement dans
« les particolarités. — Pour moi,
« j'éstime également l'un et l'autre.

LEIBNITZ.

TRADUZIONE A CURA DELL'AUTORE

MILANO
FRATELLI RECHIEDEI EDITORI
1871.

Giraud, 29. XII. 19

ENRICO CERNUSCHI

MECCANICA
DEGLI SCAMBI

« Ceux qui aiment à entrer dans le
« détail des sciences méprisent les
« récherches abstraites et générales,
« et ceux qui approfondissent les
« principes entrent rarement dans
« les particolarités. — Pour moi,
« j'éstime également l'un et l'autre.

LEIBINTZ

TRADUZIONE A CURA DELL'AUTORE

MILANO
FRATELLI RECHIEDEI EDITORI
1871.

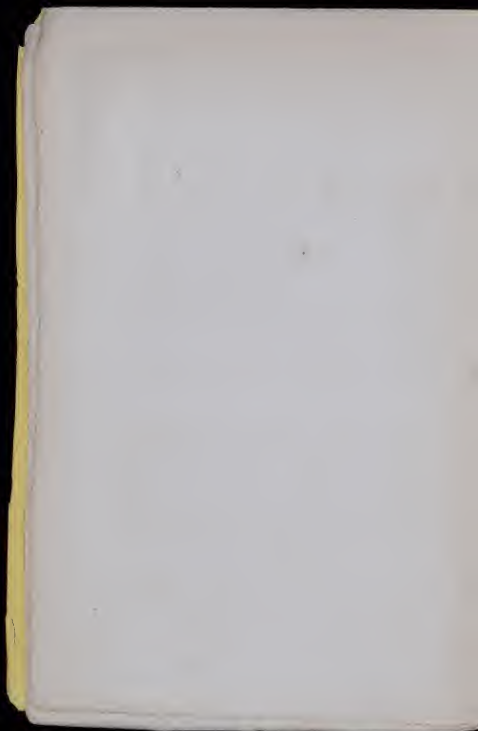
Questo libro non ha prefazione.

Prima di toccare all'ultimo capitolo, l'autore non si ferma mai a riassumere cose che ha dette, o far cenno di quelle che dirà.

Nessuna nota, nessuna citazione, nessun nome proprio nè di persona, nè di luogo. Nessun termine di misura, di peso, di moneta: nessuna data.

Mai l'Autore parla di sè, nè del lettore, non dice mai: io, tu, noi, voi.

Lo scritto è rapido, conciso, impersonale. Libera da ogni vincolo di scuola, di epoca, di paese, la dimostrazione è nuova, astratta, scientifica.

GLI EDITORI.

OPERE DI ENRICO CERNUSCHI

MECCANICA DEGLI SCAMBI.
ILLUSIONE DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.
CONTRE LE BILLET DE BANQUE.
DEVANT LE CONSELL DE GUERRE FRANÇAIS A ROME, SA DÉFENSE.
RÉPONSE A M. DE CAVOUR.
LA LEGION D'HONNEUR.

Voilà l'œuvre d'une intelligence vigoureuse et originale. M. H. Cernuschi, provoqué par les discussions économiques au sein desquelles nous vivons, a voulu remonter aux principes pour donner au problème une solution scientifique par lui-même, en dehors des routes battues, sans tenir compte des travaux dejà faits sur ces matières.

L'entreprise était hardie; mais l'auteur s'y est livré avec une grande résolution appuyée d'éminentes qualités intellectuelles. On trouve rarement un esprit aussi judicieux, et en même temps aussi pénétrant que le sien, une immagination plus vive et plus asservie à la pensée principale, un style plus concis et plus ferme, une démarche plus rapide et plus assurée. Aussi la lecture de la *Mécanique de l'échange* offre de l'intérêt même aux personnes un peu blasées sur des lectures de ce genre.

COURCELLE-SENEUIL, dans le *Temps* du 4 Juillet 1865.

L'opinion qui répudie le billet de banque a été soutenue avec talent par M. Cernuschi dans un en écrit justement remarqué, *Mécanique de l'échange*. En rendant hommage au savoir de M. Cernuschi et à son habilete dans l'art d'exsposer ses idées, nous n'en regardons pas moins sa manière de voir comme profondément empreinte d'exageration.

MICHEL CHEVALIER. *Le Monnaie*, page 665.

M. Cernuschi dans sa *Mécanique de l'échange*, a tracé une œuvre magistrale où sont saisies et rendues avec une inflexibile logique la nature et l'action du capital, du crédit, de la monnaie.

E. FORCADE, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 4 Juillet 1865.

Au premier rang, parmi les adversaires du mouvement coopératif, nous rencontrons un écrivain avec lequel nous n'avons pas l'abitude d'être en dissentiment, économiste remarquable, démocrate sincère autant qu'éclairé, esprit à la fois novateur et pratique, et d'une hardiesse de logique tout à fait rare. C'est M. Cernuschi

M. Cernuschi à été entendu dans l'enquête sur les sociétés de coopération. Sa déposition est remplie de faits, de chiffres, de renseignements acquis par une expérience personnelle, et se distingue par une argumentation des plus serrées. Il n'a par été une seule fois mis dans l'embarras, comme cela est arrivé assez plaisamment à plusieurs autres, par les questions ou observations des hommes d'Etat qui dirigeaient l'interrogatoire. Toutes ses réponses sont d'accord entre elles; elles dérivent toutes d'une même idée très-systématiquement conçue. C'est une attaque à fond de train contre le principe même de la coopération. Rien de plus fort n'a été et ne sera dit contre les sociétés coopératives Si le mouvement coopératif n'en est pas entravé, ce sera bien la preuve que toute question doit être librement débattue, et que la discussion n'ébranle rien de tout ce qui est vraiment rationnel.

Après avoir dit son avis dans la commission d'enquête, M. Cernuschi a voulu le dire devant le public, et il a reproduit sa déposition, en brochure, sous ce titre significatif: *Illusions des Sociétés cooperatives.*

Il n'est pas trace en tout cela du moindre sentiment antidémocratique. M. Cernuschi cherche au contraire à servir la démocratie en la mettant en garde contre ce qu'il considère comme une erreur. C'est de l'opposition loyale et convaicue. et qui, à ce titre, a droit à tous nos égards.

L'attaque est vive, mais est-elle juste? Voilà maintenant la question. Etc........

G. CHAUDEY, dans le journal l'*Association* du 22 Juillet 1866.

Je vous parlais il y a quelques instants de M. Cernuschi. Voilà que l'amour excessif du papier de banque fait naître un ennemi acharné de ce papier! Vous avez entendu M. Cernuschi, et ceux qui ne l'ont pas entendu ont pu lire son travail *Contre le billet de banque*. Je l'ai lu quant à moi, et lu, je le répète, avec beaucoup d'intérêt. Je n'ai pas l'avantage de connaître M. Cernuschi; c'est un homme d'un esprit vif et original; je ne partage pas toutes ses opinions, mais ce qu'il a dit va me servir de theme pour discuter le principe même du crédit, car je m'occuperai d'abord de la théorie et de la pratique ensuite

M. Cernuschi dit: le billet de banque est de l'*or supposé*.

M. Cernuschi a raison d'être l'ennemi de l'*or supposé*; je suis son ennemi moi aussi; mais ce qui fait que je n'ai pas, comme M. Cernuschi, la haine du billet de banque, c'est que je crois qu'on peut disposer les choses de manière que ce ne soit pas de l'*or supposé*, que se soit au contraire de l'or bien réel.

M. Cernuschi, ajoute: « C'est une fraude que cet *or supposé*. Un pays peut avoir etc ...... »

Je crois que je rends à peu près exactement l'opinion de M. Cernuschi et que je ne dépasse pas sa pensée Je fais cas de son esprit, et je trouve qu'il n'est pas mal que, si le papier rencontre de chauds partisan, il rencontre aussi des adverraires qui lui disent son fait.

THIERS *Déposition à l'enquête sur les banques*, 27 Juil. t 1866.

C'est pénétré du sentiment profond de la démocratie moderne que M. Cernuschi a tracé les pages brillantes consacrées à dévoiler les arcanes du mécanisme de l'échange; la même pensée se révèle dans le beau livre de M. Walker, l'économiste éminent des États-Unis d'Amérique. Qu'on ne s'y méprenne point; la démocratie n'a point la figure rébarbative qu'on lui a trop souvent prêtée: elle repousse toute idée de spoliation et de désordre; fille du travail, elle en respecte les résultats, et, gardienne sévère de la justice, elle repousse la fiction captieuse aussi bien que l'arbitraire.

L'or et l'argent sont cautionnés par les limites d'une production régulière: c'est une *valeur* qui n'emprunte rien a la convention, pas plus que le fer, le bois ou le blé; mai c'est une *valeur* dotée des qualités spéciales qui l'appellent à servir de mesure fidèle et de gage assuré aux transaction humaines, parce qu'elle traduit le mieux les lois de la proportionnalité.

M Cernuschi a magistralement décrit la *Mécanique de l'échange*, dont le mouvement des métaux précieux coustitue la *dynamique*. Tout solde dû par les Etats, comme par les particuliers, est payé en or ou en argent, dont le pouvoir d'action etc......

WOLOWSKY. *Journal des Économistes*, Octobre 1868.

M. LE MINISTRE. — Un économiste très-distingué s'est fait entendre dans les réunions publiques; je puis parler de ses connaissances économiques, parce que j'ai en occasion de l'entendre dans les enquêtes importantes qui ont eu lieu au Conseil d'État Cet économiste s'appelle M. Cernuschi.

M. ERNEST PICARD. — C'est un republicain!

M. LE MINISTRE. — Quelles que soiens ses opinions politiques, M. Cernuschi apporte dans les questions économiques une vigueur, une netteté, une sûreté de vues très-remarquables. Il a été dans les réunions publiques, il a dit nettement, carrément aux orateurs que les doctrines qu'ils soutenaient étaient de simples iueptics, qu'elles ne pouvaient s'expliquer que par une ignorance absolue de la constitution vraie des sociétés et de la création des richesses. Il leur a fait un cours d'économie politique, il a été écouté, plus ou moins applaudi.

M. ERNEST PICARD. — Je vous demande pardon, Monsieur le Ministre, il a été très-applaudi.

CORPS LEGISLATIF, Séance du 10 Avril 1869.

Le Mécanique de l'Éhange de M. Cernuschi est l'oeuvre sèvere et forte d'un penseur qui est en même temps un homme pratique, un livre sans précédents qui merite une étude approfoudie de la part de tous ceux qui s'occupent de finances Il renferme les formules les plus simples et les plus fécondes, les idées les plus neuves en matiere d'échange et notamment la veritable teorie de l'intérêt.

(Extrait de la *Liberte*).

EUG. REBOUL.

SOMMARIO

MECCANICA DEGLI SCAMBI

CAPITOLO PRIMO

MATERIA DEGLI SCAMBI

Il Bilancio d'ogni individuo si riassume in tre conti: i beni esistenti, i crediti, i debiti.

Ma se si riuniscono in un solo i Bilanci di tutti gli individui del mondo, i debiti ed i crediti annullandosi a vicenda, non resta più che un sol conto, i beni esistenti.

La totalità dei beni esistenti forma l'inventario generale. Ecco la materia prima degli scambi. I debiti e i crediti ne sono la materia sussidiaria. I debiti ed i crediti sono reciprocamente trasmessi,

come i beni: ma per quanto siano grandi o piccoli, per quanto passino di mano in mano, crediti per gli uni, debiti per gli altri, essi nulla aggiungono e nulla tolgono all'inventario generale.

L'aumento o la diminuzione dell'inventario generale non possono mai risultare da altro che dall'aumento o dalla diminuzione della quantità dei beni realmente esistenti.

CAPITOLO II

ELEMENTI DEL VALORE

È costantemente necessario di nutrirsi, e di vestirsi, e di ricoverarsi, e di comunicare, e di fare degli scambi. — Se non si hanno che viveri, se non si hanno che vestimenta, se non si hanno che abitazioni, se non si hanno che veicoli, se non si ha che oro, l'uomo perisce. Bisogna dunque possedere simultaneamente parecchi dei beni dell'inventario generale. Non solo essi sono utili, cioè necessari o gradevoli, ma l'utilità di ciascuno sarebbe nulla, se non fosse combinata coll' utilità degli altri.

Questo assoluto bisogno di combinare in una sola parecchie utilità, non fa che l'utilità di ciascuno

dei beni, simultaneamente posseduti, abbia la medesima importanza.

Vi sono in seno di questa utilità combinata delle differenze d'utilità, come vi sono nella luce dei raggi differentemente colorati.

Le differenze producono dei confronti. I confronti si esprimono per mezzo dei numeri.

Il numero che esprime il confronto tra l'utilità di un bene, e l'utilità degli altri beni è il valore.

Come indicare numericamente il valore? Che valgono i beni esistenti, che vale l'inventario generale?

Finchè non si dice quante volte una lunghezza è multipla o sub-multipla di un'altra, è impossibile di enunciare una lunghezza qualsiasi. Egualmente, finchè non si dice quante volte un valore è multiplo o sub-multiplo di un altro valore è impossibile indicare un valore qualunque.

Per misurare la più gran lunghezza che l'uomo possa percorrere, la circonferenza della terra, si prende un tantesimo di questa circonferenza, poi si dice ch'essa equivale a tante volte la lunghezza di quel tantesimo. Egualmente per misurare il valore

di tutti i beni esistenti, il valore totale dell'inventario generale, bisogna prenderne un tantesimo, poi annunciare ch'esso è eguale a tante volte il valore di questo tantesimo.

Il ferro, l'oro, il suolo coltivato, ed ogni specie di beni devono valere necessariamente ciascuno un tantesimo dell'inventario generale, tantesimo determinato dall'utilità di ciascuna specie di beni, paragonata all'utilità di tutte le altre specie; e tutti i tantesimi presi insieme devono necessariamente costituire il valore dell'inventario generale.

Qui, come in geometria, non si ponno avere come punto di partenza che dati ipotetici, ma bastevoli a trovare la verità.

Sia, ad un momento dato, cinquanta milioni il peso del ferro esistente. L'utilità del ferro è tale che, comparativamente a tutte le altre utilità, il ferro vale un millesimo dell'inventario generale. L'inventario generale vale per conseguenza mille volte il valore del ferro esistente, vale cinquanta mila milioni di ferro-peso.

Sia allo stesso momento venticinque mila la superficie del suolo coltivato. L'utilità del suolo

è tale che comparativamente a tutte le altre utilità il suolo coltivato vale un quarto dell' inventario generale. L' inventario generale vale per conseguenza quattro volte il valore del suolo coltivato; vale quindi cento mila superfici di suolo coltivato.

Sia ancora: cinque mila il peso dell'oro esistente. L'utilità dell'oro è tale che in confronto di tutte le altre utilità l'oro vale un centesimo dell'inventario generale. L' inventario generale vale per conseguenza cento volte il valore dell' oro esistente; vale cinquecento mila pesi d'oro.

Così ecco tre quantità, l' una di ferro, l' altra di suolo coltivato, la terza d'oro, che, tutte e tre esprimono il valore dell'inventario generale, e che per conseguenza sono eguali di valore fra loro. E siccome i cinquanta mila milioni di ferro pesano centomila volte tanto i cinquecentomila d'oro e che questa massa d'oro è eguale in numero a cinque volte le centomila superfici di suolo coltivato, ne segue che tra centomila unità di ferro, una unità d'oro e il quinto d' una superficie di suolo coltivato vi ha parità di valore.

Il valore dell'inventario generale è una grande

unità, di cui tutte le unità particolari sono delle porzioni. Tutte queste porzioni sono dunque multiple o sub-multiple in valore, le une delle altre e possono valutarsi reciprocamente. L'unità ferro, l'unità suolo coltivato, l' unità oro, l' unità d' un bene qualunque può valutare tutte le altre unità, o farsi valutare da ciascuna di loro.

Il valore di ciascuna unità particolare è formato da due elementi: dapprima il tantesimo, cioè la quantità d'utilità che si riconosce esistere nel bene a cui la unità appartiene, in confronto del quantitativo d'utilità che si riconosce negli altri beni: poi la massa, cioè la quantità che esiste di questo stesso bene. Il valore dei beni è, per conseguenza, in ragione diretta dei tantesimi ed in ragione inversa delle masse.

Ogni massa vale un tantesimo dell' inventario generale ed ogni unità particolare vale un subtantesimo della massa a cui essa appartiene.

Si pigli un pugno di grano: moltiplicandolo per la massa del grano esistente, si otterrà un tantesimo dell' inventario generale, e riducendo questo tantesimo in intiero, si otterrà una quan-

tità di grano, rappresentante il valor totale dell' inventario generale. Questa stessa operazione ideale può farsi pigliando un pezzo di metallo o l'unità di un bene qualunque.

CAPITOLO III

VARIAZIONI DEL VALORE

Se i tantesimi non variassero, se le masse restassero sempre uguali, non vi sarebbero che dei valori fissi. Ma le masse ed i tantesimi sono variabili; quindi varia anche il valore di ogni bene.

Per osservare con profitto, non si deve osservare che un sol fatto per volta, sempre supponendo che tutti i fatti all'infuori di quello osservato restano inalterati. Questa precauzione è di tutto rigore. Senza di essa, nessuna osservazione è possibile, nessun ragionamento può stabilirsi, specialmente in una questione così complessa come quella degli scambi.

Il lino valeva, per esempio, un cento millesimo dell'inventario generale; il cotone entra in scena.

L'utilità del lino diminuisce; il lino non val più che un mezzo centomillesimo, ed il cotone entra in possesso del mezzo centomillesimo perduto dal lino. Allora l'unità lino perde una metà del suo antico valore. È una variazione di valore prodotta da una variazione di tantesimo: la massa del lino non ha variato. Ogni nuovo prodotto forma un nuovo tantesimo, che prende valore sugli altri tantesimi. Al contrario, ogni articolo abbandonato, uscito di moda è un tantesimo che scompare, o che decresce a profitto degli altri tantesimi.

Se il grano viene ad abbondare, l'unità grano vale meno di prima: se il grano divien raro, l'unità grano vale più di prima. È una variazione di valore, prodotta da una variazione di massa il tantesimo grano non ha variato.

Prodotta da una variazione di tantesimo, o da una di massa, ogni variazione di valore determina forzatamente attorno a sè delle variazioni di valore in senso opposto, e così bene che le variazioni essendo esattamente inverse le une delle altre esse si neutralizzano reciprocamente in seno alla grande unità di valore, l'inventario generale. In

altri termini, un bene non può crescere di valore, senza che tutti gli altri, nessuno eccettuato, valgano meno per rapporto a lui: esso non può valere meno, senza che tutti gli altri valgano più. Non si può aumentare da un lato senza scemare dall'altro, e viceversa.

Succede come nella divisione di un'asse ereditario. Si può far variare il numero delle parentele, e il tantesimo devoluto alle diverse parentele, o il numero degli eredi che hanno a suddividere fra loro ciascun tantesimo. Ma siccome la somma di tutte le parti, e qualunque sia il riparto, qualunque sia l'aumento o la diminuizione sopravvenuta nei beni componenti l' eredità, deve sempre riprodurre l'unità di valore dell'asse ereditario è fuor d'ogni dubbio che non si ponno cambiare le quote parti di certi eredi senza alterare il rapporto di valore fra ciascuna di queste quote ed il tutto, fra ciascuna di queste quote e ciascuna delle altre quote.

CAPITOLO IV

VALUTAZIONE MONETARIA

Per le variazioni dei tantesimi e delle masse tutti i beni cambiano ad ogni istante di valore. Ad ogni istante bisogna rendersi conto del nuovo valore di. ciascun bene.

Ora la valutazione diretta di un bene per mezzo di un altro bene, è un' operazione quasi impossibile. Si prendano dei beni diversi, si indichi se si può, quante volte ognuno di questi beni valeva, e quante volte vale attualmente ognuno degli altri beni.

La moneta semplifica tutto: in luogo di valutare un bene con un altro, si valutano tutti i beni con un solo. La moneta è il bene che dà il valore,

è il bene valutante; tutti gli altri sono beni valutati.

Per sapere quanto un bene vale, o valeva di un altro bene, basta confrontare fra loro i valori di questi beni, espressi in moneta.

E la moneta che vale essa?

Ogni confronto esige la presenza di due termini, perchè una cosa non può essere confrontata con sè stessa. Ora ogni valutazione essendo un confronto (confronto fra due utilità) nessun bene può essere valutato su sè stesso. Il grano non può essere valutato col grano, nè il ferro col ferro. E la moneta pure non può essere valutata colla moneta.

Valere non significa solo avere un valore in moneta, ma sì avere un valore in ogni cosa. Ogni bene valendo di ogni cosa, vale dunque anche delle monete, e per contro, la moneta valendo di ogni cosa, il suo valore è dato da ciascuna delle altre cose.

Si ha una nozione esatta del valore del bene moneta se si dimentica ch' esso è moneta. Se non esistesse più nessuna moneta, i beni sarebbero valutati fra loro: si valuterebbe pure con questi

stessi beni quello che avesse cessato d' essere moneta. Ora, precisamente, ogni giorno non si fa che valutare il bene - moneta con ogni altro bene, ogni qual volta si valuta in moneta un altro bene. Quando si dice che un sacco di grano vale venti o trenta di moneta, si dice nel medesimo tempo che uno di moneta vale un ventesimo od un trentesimo di sacco di grano e quando si dice che quattro superfici di suolo coltivato valgono una moneta si dice nell' istesso istante che un quarto di moneta vale uno di suolo coltivato.

In ogni misuramento, il misurato contromisura il misurante, e in ogni valutazione, senza o colla moneta, il bene valutato, qualunque esso sia, controvaluta sempre il bene valutante.

CAPITOLO V

GLI SCAMBI RADDOPPIATI DALLA MONETA

Il bisogno assoluto di possedere simultaneamente parecchi beni fa sì che vengono valutati gli uni cogli altri. Il medesimo bisogno fa sì che si scambino gli uni contro gli altri. Si ha fretta di cedere parte del bene che si ha, per ottenerne di quello che non si possiede. Ma nel modo stesso che la valutazione diretta di un bene con un'altro è quasi impossibile, lo scambio diretto di un bene contro un altro, o il baratto è quasi impraticabile.

Così per esempio; una persona che ha del grano e che desidera scambiarlo contro una casa, deve aspettare che si trovi un' altra persona che ha precisamente bisogno di grano, e che desidera vendere una casa. Poi se la casa vale più o meno

del grano, onde equilibrare la partita bisognerà aggiungere alla casa od al grano altri oggetti come alberi, animali, che saranno probabilmente o ceduti o ricevuti a malincuore dai contraenti.

L'impiego della moneta fa scomparire quest'inconvenienti. Il proprietario del grano comincia collo scambiare il grano contro moneta, poi, altrove, scambia la moneta contro la casa. Sono due scambi invece di uno. Ma grazie a questo raddoppiamento, si possono effettuare innumerevoli scambi senza aspettare il caso di una quasi impossibile coincidenza di bisogni inversi e reciproci: grazie a questo raddoppiamento si può cedere ed acquistare ogni sorta di beni per quantità esattissime, senza che sia mai d' uopo stabilire le equivalenze dell' affare coll'introduzione di oggetti estranei.

Così la moneta entra per metà in ogni scambio. La moneta è quella che fa la scelta, è il bene scegliente. Tutti gli altri sono beni su cui la scelta cade, sono beni scelti.

Se non vi fosse un bene scegliente, l'industriale non potrebbe procurarsi le materie prime e gl'i-

strumenti, se non il giorno in cui coloro che possono fornirglieli, avessero precisamente bisogno del solo bene ch'egli può loro dare in scambio, il suo prodotto. Se non ci fosse bene scegliente, tutti quelli che vivono di stipendi sarebbero retribuiti con beni scelti, di cui dovrebbero disfarsi immediatamente, non importa a qual condizione. Le ore ed i giorni non basterebbero a cercare, a sollecitare, ad offrire, a combinare degli scambi diretti, dei baratti! Qual lavoro, e qual cattivo lavoro!

CAPITOLO VI

I CAPITALI FORMATI DALLA MONETA

L' inventario generale può essere paragonato ad un gran bazar. Esso è pieno di merci: si vede, ma non si sa quanto valga. Per saperlo bisogna procedere alla valutazione. Fatto questo, l'inventario generale ha un valore complessivo; è un capitale, cioè un bene di cui si può dividere e suddividere in frazioni il valore senza toccare materialmente i differenti beni che lo compongono.

Tutte le frazioni del capitale generale sono adunque altrettanti capitali. Un capitale non è nè ferro, nè oro, nè suolo coltivato; un capitale, è una parte, una azione, un lotto del capitale generale: e lo strumento che serve a dar forma ai capitali è la moneta.

Se l'inventario generale valutato in oro dà un capitale di 500,000, è certo che la quantità d'un pesante d'oro vale un cinquecento millesimo del capitale generale.

È questa la base di tutti i prestiti, e del commercio dei capitali. Chi prende a prestito riceve uno d'oro; con questo uno d'oro, può disporre, a sua scelta, d'un cinquecento millesimo del capital generale. Acquista ciò che vuole e fa il suo affare.

Quando il prestito scade, egli deve alienare un cinquecento millesimo qualunque del capital generale per procurarsi e restituire l'uno d'oro avuto in prestito.

Se non vi fosse moneta, vi sarebbero i beni, ma non vi sarebbero capitali. Bisognerebbe prestare i beni in natura. Prestare del legno, del ferro, poi, alla fine del prestito, ridiventare possessore del ferro e del legno, che non si sa come impiegare, e che, quasi sempre, sarebbero del ferro e del legno diversi. E per chi prende a prestito quale imbarazzo? Egli dovrebbe o trovare esattamente a prestito le cose di cui ha bisogno; o prendere a

prestito qualunque cosa per tentar in seguito di barattarla altrove contro quelle ch'egli ricerca. E più tardi, per restituire, come e con quali sagrifizi ritrovare le cose identiche a quelle tolte a prestito ?

CAPITOLO VII

LA CIRCOLAZIONE PER MEZZO DELLE MONETE

Tutti i contratti indistintamente sono scambi. Si scambia beni contro beni.

Colla vendita, si scambia un bene valutato, contro il bene-moneta.

Coll' affitto o col prestito si scambia un bene immobile presente, od un capitale presente, contro lo stesso immobile o contro un capitale eguale nell'avvenire, coll'aggiunta dell'affitto o degli interessi pagabili in bene-moneta.

Coll'affitto industriale, o contratto di lavoro, si scambia per via d' abbonamento i beni valutati che saranno e che potranno essere periodicamente prodotti contro degli onorari periodicamente pagabili in bene-moneta.

Col mandato, e col trasporto di mercanzie si scambia del bene-moneta contro il maggior valore (è ancora un bene) che la gestione od il trasporto aggiungono ad altri beni.

Col contratto di società si scambia un bene, capitale individuale, contro una parte di bene, capitale sociale.

È sempre lo stesso in ogni contratto.

Una volta concluso il contratto, bisogna al momento fissato, eseguirlo, bisogna consegnare, rimettere, ed è per tal modo che si produce la circolazione.

La circolazione d'una strada ferrata non consiste nel va e viene del materiale mobile, delle vetture, ma bensì nel movimento dei passeggieri e delle merci che vanno da un luogo all' altro. Egualmente, sul terreno degli scambi, la circolazione non consiste già nel va e viene del bene spostante, la moneta, ma sì nella trasmissione di tutti i beni valutati, i mobili, gl'immobili, le derrate, i capitali che passan da una mano all'altra.

La vettura è necessaria per la circolazione dei passeggieri e delle merci; e perciò se ne paga

l'uso agli sportelli delle stazioni. La moneta è necessaria per la circolazione di tutti gli altri beni, e quindi se ne paga l'uso, sopportandone la improduttività durante tutto il tempo che la si tiene in possesso, cioè a dire perdendo gl' interessi su tutte le somme che si hanno in mano. La moneta non produce alcun aumento di valore rinumeratore; essa è sterile.

Sterile, ma necessaria, ed è questa combinazione di sterilità e di necessità che dà alla moneta, al materiale-spostante degli scambi, una così gran velocità, e una così grande disponibilità. Si può sempre disfarsene, se la si cede per ciò ch' essa vale, perchè ognuno ne ha bisogno; si può sempre trovarne, dando ciò ch'essa vale, perchè nessuno vuole tenerla in possesso.

CAPITOLO VIII

IL PAGAMENTO ECONOMICO IN LUOGO
CASSE DI DEPOSITO
CHÈQUES — ATTESTATI AL PORTATORE
COMPENSAZIONI

La moneta rende grandi servigi, essa valuta, sceglie, sposta tutti i beni, e essa dà forma ai capitali: ma la sua sterilità la rende dispendiosa; bisogna dunque impiegarne il meno possibile. In questo intento si sono immaginati i pagamenti economici.

Una cassa di depositi riunisce le provviste monetarie di un gran numero di clienti e fa per essi tutti i loro incassi e tutti i loro pagamenti. Quando il cliente ha un pagamento a fare egli presenta un mandato a vista sulla cassa di depo-

sito; egli stesso riceve in pagamento di consimili mandati a vista e li versa in seguito alla cassa di deposito. In questo modo il cliente arriva ad impiegare gli incassi di ciascun giorno a fare i pagamenti della stessa giornata, mentre che prima gli bisognava pagare con danaro preparato in anticipazione. Evidentemente la cassa di deposito fa sì, che ciascun cliente ha bisogno di una provvista monetaria meno considerevole.

Se il cliente deve pagare a qualcuno che è pure cliente della stessa cassa di deposito, invece di fornire il mandato che fa pagare al di fuori, fornisce un chèque-giro egualmente a vista, che fa pagare all'interno: cioè il cliente ordina alla cassa di trasportare in conto dell'altro cliente una parte del suo deposito. Il danaro cambia così di proprietario senza cambiar di luogo.

Le casse di deposito hanno preso un gran sviluppo dall'epoca, ora lontana, in cui si alteravano le monete. A ciascuna alterazione scoppiavano contestazioni tra debitori e creditori. Bisognava pagare in moneta alterata i vecchi debiti, o bisognava tener conto del minor valore di cia-

scun pezzo di moneta? Queste contestazioni diventavano impossibili se al momento del contratto si prendeva la precauzione di stipulare che tutti i pagamenti si sarebbero fatti in metallo puro, senza riguardo alle alterazioni monetarie.

Le casse di deposito tenevano dunque i loro conti in metallo puro. Vi si deponeva questo metallo e se ne disponeva in seguito con dei mandati o dei giri. Deponendo il metallo puro non si poteva ritirare che biglietti al portatore o attestazioni d'oro deposto: i portatori di queste attestazioni erano proprietari dell'oro deposto, oro che era costantemente, realmente e totalmente presente nel tesoro dello stabilimento, tesoro chiamato sacristia, per indicare che i depositi erano sacri.

Chèques-mandati, chèques-giri, attestati di deposito al portatore sono processi che accelerano e concentrano i movimenti monetari. Un gran materiale girante non è più necessario, grazie alle casse di deposito.

Le camere di compensazione sono fondate nell'istesso intento: incassare e pagar molto col minimo di moneta possibile.

Oltre alle transazioni a contante, si fanno sul mercato degli effetti pubblici dei contratti a termine: i titoli che si acquistano o che si vendono si consegnano e si pagano allo spirare della quindicina o del mese. Per acquistare e per vendere si incaricano agenti speciali che sono garanti delle operazioni e che sono riuniti in camera di compensazione. Ciascun agente eseguisce gli ordini dei suoi clienti comperando e vendendo, alcune volte a' suoi altri clienti, più spesso agli altri agenti suoi colleghi.

Allo spirare della quindicina o del mese, bisogna effettuare tutti i pagamenti. È agli agenti che i clienti compratori pagano; è da essi che i clienti venditori ricevono il prezzo dei titoli negoziati. Spesso un cliente ha operato con parecchi agenti. Da uno ha acquistato, all'altro ha venduto. Egli deve dunque versare una somma al primo, riceverne una dal secondo. Il cliente che si trova in questo caso, desideroso di economizzare i pagamenti, si sdebita verso l'uno col pagamento che gli è dovuto dall' altro. A questo scopo egli consegna all'agente suo creditore una delegazione

sull'agente suo debitore, fino a concorrenza delle somme dovute; il soprappiù si salda in denaro, ed ordinariamente con un mandato, o con un giro su una Cassa di deposito.

Gli agenti si riuniscono allora in Camera di compensazione. Ciascuno vi arriva colle delegazioni che i suoi clienti gli hanno versato in pagamento, e che gli altri agenti devono pagare. Tutte le delegazioni si trovano in presenza le une delle altre. Gli agenti hanno tutti, o quasi, a pagare; hanno tutti, o quasi, a ricevere. Tutto ciò al medesimo momento; ed è quello che li mette in misura di stabilire una compensazione reciproca e generale.

In ultima analisi, ciascuno non paga o non riceve materialmente che la differenza tra la somma di tutte le somme ch' egli dovrebbe pagare e la somma di tutte le somme ch'egli dovrebbe ricevere.

Per ogni agente la camera di compensazione rappresenta per un momento tutti gli altri agenti, come se questi non fossero che una sola persona. Tutti i debiti e tutti i crediti si confondono e si

estinguono mutuamente. Non vi restano che dei saldi a versare.

Questo modo di pagamento per compensazione prende un grande sviluppo, se le casse di deposito di una stessa città hanno l'abitudine di riunirsi in camere di compensazione, per rimettersi reciprocamente ciò che equivale alla delegazione, cioè i mandati, e gli ordini di giro, sulle diverse casse, che ciascun cliente ha potuto ricevere in pagamento, e ch' egli ha versato alla sua cassa di deposito.

La compensazione è un modo di pagamento previsto da tutte le legislazioni; ma nè la compensazione, nè i chèques, mandati o giri, nè le delegazioni sono operazioni di credito. Credito a chi? Tutto si fa nella giornata. Non sono che pagamenti economici.

Non si entra nel materiale girante per restarvi; non si vuol possedere la moneta per conservarla, o per trasformarla. E perciò ognuno s'affretta a compensare i pagamenti, quando l'occasione si presenta. L'operazione del resto è facilissima; perchè la moneta dell' uno non differisce in nulla dalla

moneta dell' altro. È tutt' altra cosa per i beni valutati. Il più spesso se ne diventa possessori per conservarli o per distruggerli. L'occasione di una compensazione si presenta raramente : poi come assicurarsi delle identità di qualità, tra i beni che si compenserebbero ? È possibile tuttavia che si abbia nominativamente venduto l'oggetto che si è acquistato. Allora si fa la compensazione cioè si restringono i movimenti, ed il primo compratore ordina al suo venditore di consegnare direttamente al secondo compratore.

Ma vi ha, oltre la moneta, un' altra materia, che si presta alla compensazione : sono i fondi pubblici. I titoli sono identici. Così gli agenti che formano la camera di compensazione sui mercati di fondi pubblici compensano tra loro i titoli consegnabili lo stesso giorno, servendosi degli stessi processi ch' essi usano per le compensazioni monetarie.

CAPITOLO IX

IL PAGAMENTO ECONOMICO A DISTANZA
LA LETTERA DI CAMBIO — LE DIVISE

La compensazione si fa, per così dire, da mano a mano, tra somme pagabili nell'istesso giorno e sull'istesso luogo: ma non è possibile di compensare in tal guisa dei pagamenti che hanno luogo su due piazze diverse.

Da piazza a piazza, non si fanno che delle compensazioni indirette, per mezzo della tratta o lettera di cambio.

Un commerciante del Mezzodì che è creditore del Nord, sia per merci spedite, sia per un prestito ivi negoziato, invece di far venire il denaro dal Nord, fa tratta sul suo debitore e vende la

tratta. Chi la compera? Un altro commerciante del Mezzodì che si trova in debito verso il Nord, e che in luogo di inviarvi il danaro rimette la tratta al suo creditore del Nord. Quest' ultimo è per tal modo pagato in casa sua, e precisamente col danaro che il suo vicino avrebbe dovuto spedire al Mezzodì.

Due carrozze di posta che s'incontrano a metà della strada, staccano e fanno il cambio dei cavalli. Si approfittano dell'incontro per accorciare reciprocamente le due corse. La tratta o lettera di cambio fa più che accorciare, essa sopprime per intero i due trasporti di danaro, che sarebbero stati necessari per estinguere il debito del Nord, verso il Mezzodì, e quello del Mezzodì verso il Nord.

Ma nè il Mezzodì, nè il Nord non si limitano a commerciare fra di loro, essi sono altresì in relazione coll'Oriente e coll'Occidente. Ciascun punto cardinale ha o può avere per creditori e per debitori i tre altri punti cardinali, appunto come nella camera di compensazione ogni agente ha o può avere per debitori e per creditori tutti i suoi colleghi. Si può compensare i debiti ed i crediti

incrociantisi da tutte le parti del mondo? Sì, ed è il lavoro dei banchieri.

Il commerciante del Mezzodì che ha un debitore nel Nord, fa tratta sul Nord. Tuttavia siccome per lui sarebbe una perdita di tempo il mettersi in cerca di un altro commerciante che avendo un credito nel Nord, potrebbe acquistare la tratta, egli si rivolge ad un commerciante speciale, il banchiere, che fa il commercio di acquistare le tratte dagli uni, e venderle agli altri. Il banchiere del Mezzodì acquista dunque la tratta sul Nord, ma non trova sempre un commerciante sulla piazza che ne abbia bisogno. Se il Mezzodì non deve niente al Nord, la tratta sul Nord non ha compratori. Che fa il banchiere? Egli sa che l'Occidente deve denaro al Nord. Senza ritardo egli fa rimessa all'Occidente della tratta sul Nord. Se l'Occidente ha spedito delle merci al Mezzodì, eccolo pagato, e pagato precisamente con una tratta sul Nord, che gli conviene a meraviglia. Ma se l'Occidente non è creditore verso il Mezzodì, esso gli deve un pagamento per la tratta sul Nord da lui ricevuta. È possibile che l'Occi-

dente sia creditore dell' Oriente: esso tira allora una lettera di cambio sull' Oriente, e la spedisce in pagamento al Mezzodì. Se il Mezzodì si trova in debito verso l' Oriente, egli non ha, per tacitarlo, che a rimettergli la lettera di cambio ricevuta dall' Occidente, e tutti i quattro punti cardinali si trovano così indirettamente compensati.

Si classificano le lettere di cambio in divise. Ciò che si chiama una divisa non è altro che il nome della città che deve pagare.

Ciascuna divisa comprende tutte le lettere di cambio tirate, da non importa qual paese sulle città di cui essa porta il nome.

I banchieri scambiano fra loro le divise, come gli agenti scambiano le delegazioni. I banchieri formano come una immensa Camera di compensazione permanente fra tutti i paesi. Per ciascun paese tutti gli altri non ne fanno che uno solo e per tal guisa ogni paese non esporta o non importa di danaro, che le differenze tra il valore di tutte le merci o titoli importati, e il valore di tutte le merci, o titoli esportati. E come l'agente che, nella camera di compensazione non paga che

un solo saldo a tutti i suoi colleghi presi insieme.

Se la lettera di cambio fosse soltanto diretta, fra due paesi, se la divisa non potesse viaggiare in tutti i paesi, ogni paese avrebbe dei saldi numerosi cogli altri, e bisognerebbe o pagarli o riceverli per mezzo di numerose spedizioni di danaro.

Sulla piazza, si compensa istantaneamente; ma è duopo di tempo per percorrere la distanza che separa due paesi. È per questo motivo che generalmente la tratta non è tirata a vista come il mandato, l'ordine di giro, o la delegazione, e ch'essa è pagabile per solito nel periodo di qualche giorno, o di qualche settimana.

Nel periodo dei pochi giorni o delle poche settimane d'esistenza che si dà, la tratta può andare dove il bisogno di compensazione la chiama, essa fa il suo giro, essa appura i conti fra i diversi paesi, essa spegne il dare coll'avere, e per ogni porto di lettera essa guadagna un viaggio di metallo, poi, alla sua ora, essa è tacitata, e dispare. Una esistenza più corta non avrebbe ba-

stato, una esistenza più lunga non avrebbe ragione di essere, poichè non si compensano che le somme a pagare ed a ricevere attualmente, o in un tempo assai prossimo. Per i bisogni ulteriori rinascono nuove tratte.

La lettera di cambio non circola per alimentare il credito ma per sopprimere dei trasporti di moneta, per compensare ciò che i paesi si devono reciprocamente. La lettera di cambio non è che un pagamento economico; e come tale i vantaggi ch'essa assicura sono così importanti, che è stata unanimemente, in ogni paese, circondata da tutte le guarentigie, che la previdenza umana ha saputo immaginare. Tutti quelli che mettono la loro firma su una lettera di cambio ne garantiscono solidamente il pagamento, e lo garantiscono con tutta la loro fortuna e tutto il loro onore. Se non si paga una lettera di cambio, si perde il diritto di tenere cassa, si è perduti. Tutti i legislatori hanno fatto della lettera di cambio una cosa sacra: essa rappresenta l'oro a distanza.

Il trassato, colui che accetta di pagare una lettera di cambio si costituisce cassiere. Si fa as-

segnamento sulla sua fedeltà. Come ogni cassiere egli non è innocente se non nel caso che la cassa sia forzata, se è derubato egli stesso. Ma s'egli non è derubato, è colpevole è bancherottiere.

CAPITOLO X

DEL CAMBIO

La natura dà gratuitamente i suoi tesori, ma bisogna prenderli; è già un trasporto. Il carbon fossile, che nulla costa prima di essere estratto, ha acquistato un prezzo quando è sullo spiazzato della miniera, ne ha uno maggiore quando è arrivato a destinazione. Vi è sempre differenza di valore tra due beni eguali, ma posti a distanza, e che si vogliono avvicinare, perchè il bene che deve essere trasportato viene a costare più quando è arrivato, del bene che non ha cambiato di posto. Succede della moneta come di tutti gli altri beni.

Vi è equivalenza assoluta fra due somme eguali, l'una a pagarsi, l'altra a riceversi lo stesso giorno,

sull'istessa piazza. Ond'è che la compensazione sulla piazza è interamente gratuita da una parte e dall'altra. — È un'altra cosa quando si tratta di compensare due somme pagabili su due piazze diverse, perchè vi ha tra queste una distanza che non si può superare se non con grandi spese di trasporto e di assicurazione.

È vero che la lettera di cambio economizza questa spesa, ma tra il venditore ed il compratore delle lettere di cambio si tratta precisamente di decidere come verrà ripartito il beneficio di questo risparmio. Il più o il meno che si dà o si riceve di questo beneficio, è il prezzo del cambio.

L'elemento definitivo nello stabilire il prezzo del cambio è l'abbondanza o la scarsità delle divise. Se al momento del contratto una divisa è ricercata, il venditore può esitarla più caro, se essa è offerta il compratore la ottiene a miglior mercato, ma ne il caro nè il buon mercato possono produrre un prezzo di cambio che ecceda le spese che bisognerebbe subire facendo la spedizione materiale del danaro.

L'abbondanza o la scarsità di una divisa dipendono da parecchie circostanze. Al Mezzogiorno la divisa Nord può abbondare, senza che il Mezzodì abbia spedita alcuna merce al Nord. Basta che l'Est e l'Ovest abbiano pagati i loro debiti al Sud rimettendogli tratte sul Nord. Egualmente il Sud potrebbe aver vendute molte merci al Nord poi aver pagati i suoi debiti all'Ovest ed all'Est con tratte sul Nord e il mercato del Sud si troverebbe allora sguarnito di tratte sul Nord, quantunque gli avesse spedito una grande quantità di derrate. Quando la divisa Nord abbonda nel Sud e che al contrario la divisa Sud è rara nel Nord si dice che il cambio è sfavorevole al Nord e favorevole al Sud, perchè la tratta sul Sud è quotata ad alto prezzo nel Nord.

Qual sarebbe la situazione del commerciante se non esistesse il cambio? Sarebbe dapprima costretto di lasciar arrivare a destinazione le merci che spedisce, poi lasciar mettere in viaggio la moneta che deve pagare ed aspettarne l'arrivo. Egli trova assai più comodo di fare una tratta e di venderla al cambio del giorno. — Ma se la tratta sop-

prime realmente il viaggio del danaro, essa non sopprime niente affatto il viaggio delle merci. È questi un ritardo inevitabile, che, di necessità, va a carico del commerciante speditore, dunque, se questo commerciante vuol far danaro d'una merce ch'egli spedisce, e la quale non sarà pagata che più tardi, egli deve pagarne il ritardo. Egli lo paga, infatti, sotto forma di sconto e in soprappiù del cambio, quando vende la tratta, ma lo paga, consapevolmente, perchè facendo il prezzo delle merci, ha tenuto conto di tutte le spese, lo sconto compreso, egli se n'è rimborsato anticipatamente: non perde quindi niente per questo titolo. Egli guadagna anzi, poichè rientra in possesso del bene spostante, la moneta; il che gli permette di rinnovare immediatamente la sua operazione commerciale. Il commerciante che possiede cento, fra bene valutante e beni valutati, può mercè il cambio, compier in un anno degli affari per mille; mentre che, senza il cambio, e senza lo sconto, non ne avrebbe forse conchiuso che per due o tre cento.

Pagando il prezzo del cambio, questo commer-

ciante in realtà non ha pagato che una parte delle spese di trasporto del danaro, pagando lo sconto non ha sborsato che ciò ch'egli fa pagare al compratore delle merci. Per mezzo del cambio e dello sconto combinati insieme, egli può compiere le sue operazioni con meno moneta in cassa, e con un capitale più piccolo. Doppio profitto.

CAPITOLO XI

L'INTERESSE

Il lavoro è un'arte. Esso conserva, aumenta e migliora l'inventario generale. Quest'arte procede per via di distruzione. Alimenti, vesti, istromenti, materie d'ogni sorta, il lavoro distrugge dei beni immensi, ma ne produce altri ancora più grandi.

Non v'è distruzione definitiva, diminuzione dell'inventario generale se non nel caso che o non si lavori, o si lavori male. Ora, il genere umano, preso in massa, lavora e lavora bene. È patente che l'opera di produzione la vince sull'opera di distruzione. Le coltivazioni, gli edifici, le vie di comunicazione, le macchine si moltiplicano e si migliorano ogni giorno. Le generazioni che soprag-

giungono, profittano del lavoro delle generazioni che se ne vanno. Esse trovano un inventario ogni giorno maggiore. Il loro lavoro è meno duro, il loro compito meno difficile.

Conservato, migliorato, e trasmesso per mezzo del lavoro, l'inventario generale, a meno di cataclisma, dunque, è perpetuo.

I pesci vivono di pesci, e si perpetuano, i valori vivono di valori, e si perpetuano. Il capitale rinasce dalle sue ceneri.

La terra è creduta perpetua, ma essa non lo è nè più nè meno degli altri beni, poichè la terra, senza lavoro, senza distruzione d'altri beni, non sarebbe che uno spazio eternamente inutile, e per conseguenza senza valore. Per conservare il valore della terra bisogna distruggere gli ingrassi, gli aratri, i bestiami, le sementi, e tutto ciò che è reclamato dall'opera degli agricoltori. La cosa conservata è la terra, ma l'utilità conservata proviene dall'insieme dei beni che si sono affidati alla terra. Non è quindi, materialmente, bene per bene, che l'inventario generale è perpetuo, ma come valore complessivo, come capitale generale.

Perpetuo nella sua totalità, il capitale generale è di necessità perpetuo nelle sue parti. Le due metà, i quattro quarti, i cento centesimi, i mille millesimi del capitale generale sono altrettanti capitali perpetui.

Se i capitali attuali sono perpetui, i capitali futuri lo sono del pari, con questa differenza evidente, che la perpetuità de' capitali attuali comincia oggi, e che la perpetuità dei capitali futuri, comincerà più tardi. Comparativamente ai capitali attuali, i capitali futuri hanno quindi una perpetuità meno lunga. Perpetuità men lunga vuol dire utilità meno lunga, utilità meno lunga vuol dire utilità minore; e siccome è l'utilità che costituisce il valore, siccome è la maggiore e minor utilità che forma il valore maggiore o minore, ne segue che i capitali futuri valgono attualmente meno dei capitali presenti.

Per stabilire la parità di valore tra il capitale futuro, ed il capitale presente, bisogna che il capitale futuro sia più grande del capitale presente. In questo modo, l'inferiorità della durata è corretta dalla superiorità di quantità. Tutto ciò che

occorre in più al capitale futuro, per valere presentemente quanto il capitale attuale, è l'interesse. L'interesse è dunque un valore differenziale tra il valore presente, ed il valore futuro: è il valore di ciò che si trova fra due: è il valore dell'intervallo: *Inter-esset.*

CAPITOLO XII

MISURAMENTO DELL'INTERESSE
IL TASSO ANNUALE

Quanto vale attualmente il capitale futuro? Quanto varrà nell' avvenire il capitale attuale? Come indicare con cifre l' interesse?

Un gregge di pecore può raddoppiarsi in tre anni. Raddoppiato in tre anni, si raddoppia di nuovo in altri tre anni; dunque si quadruplica in sei anni. Facendo astrazione dalle spese generali, si può dunque dire che vi ha presentemente parità di valore fra 100 pecore attuali, 200 pecore fra tre anni, 400 pecore fra sei.

È dunque evidente che se si raddoppia l'intervallo, la differenza di valore tra il presente ed il futuro fa più che raddoppiare. Perchè? Il greggie attuale vale più del greggie futuro; è un

capitale dotato di più lunga perpetuità, ha più utilità: ma l'utilità da risultati ad ogni istante, e questi risultati sono una seconda utilità che s'aggiunge alla prima, per produrne una terza più grande, e così di seguito, fino alla fine dell'intervallo. Greggie o capitale, il processo è il medesimo; la differenza di valore tra il presente ed il futuro va sempre ingrossandosi, l'interesse è progressivo.

Per conoscere il valore attuale di un capitale futuro bisogna dunque dedurne un interesse progressivo. Nell'esempio del greggie, per ottenere il valore attuale delle pecore che si avranno fra tre anni bisogna dedurne la metà, e per ottenere il valore attuale delle pecore che si avranno fra sei anni, bisogna dedurne i tre quarti. Del pari, per conoscere il valore futuro di un capitale presente, bisogna aggiungere un interesse progressivo al suo valore attuale, cento per cento, per conoscere il valore che avrà fra tre anni il greggie attuale, e trecento per cento per il valore in fine de' sei anni.

Ma i dati variano all'infinito; ma le rapidità

dell'accrescimento o la progressione dell'interesse può essere più o meno grande; ma l'intervallo che separa i due capitali può essere più o meno considerevole, e non è un calcolo facile il trovare in un subito, per ogni progressione e per ogni intervallo, la differenza in blocco tra il valore presente ed il valore futuro.

Si evitano queste difficoltà di calcolo col mezzo degl'interessi annuali: in vece di dire che l'accrescimento delle pecore è di 100 per 100 ogni tre anni, o di 300 per 100 ogni sei anni, si dica che questo accrescimento è di 26 per cento all'anno. Non si asserisce con ciò nulla di diverso; perchè in ragione di 26 per cento all'anno (questi 26 per cento riproducendosi alla loro volta), il greggie cresce realmente di 100 per cento in tre anni, e di 300 per cento in sei anni: ma si annuncia una cosa più chiara e più comprensibile.

L'istesso è il metodo, per il calcolo degli interessi di tutti i capitali: in luogo di dire, che un capitale s'accresce in ragione di 100 per cento in dieciotto anni, si dice ch'egli s'accresce in ra-

gione del 4 per cento tutti gli anni: in luogo di dire che s'accresce in ragione di 50 per cento tutti i sette anni si dice che si accresce in ragione di 6 per cento tutti gli anni: in luogo di dire che cresce di 20 per cento tutti i sei anni si dice che cresce in ragione di 3 $^1/_8$ per cento ogni anno.

Il tasso annuale è dunque una ragione apprezzatrice dell'accrescimento dell'interesse: è una moneta, la moneta del tempo.

Come una vera moneta, il tasso annuale riempie una doppia funzione, apprezza e paga. Invece di cambiare dei capitali presenti contro dei capitali futuri più considerevoli, si cambiano dei capitali presenti contro dei capitali futuri identici, e la differenza di valore che è apprezzata dal tasso annuale, si paga ciascun anno.

Sia un capitale di 100,000. A ragione di 100 per cento, varrà 200,000 alla fine di diciotto anni.

Apprezzata col tasso annuale questa progressione dà 4 per cento all' anno, vale a dire un' annualità di 4,000. Il prestatore pagando annual-

mente 4,000, si trova non dovere alla fine dei diciotto anni che 100,000 invece di 200,000; è, come se egli stesso prestasse 4,000 tutti gli anni al suo prestatore, a ragione del 100 per cento per tutti i diciotto anni o di 4 per cento all'anno. Prestando così 4,000 tutti gli anni, diverrebbe, infatti, allo spirare dei diciotto anni, creditore lui stesso di 100,000 di quegli stessi 100,000 che avrebbe a pagare lo stesso giorno, a titolo d'interesse finale, se egli non pagasse gli interessi annuali.

Si vede che l'interesse, sempre progressivo, è ugualmente progressivo per e contro il prestatore, per e contro colui che prende a prestito. Per gl'interessi pagati annualmente si stabilisce tra loro come un conto corrente, nel quale l'interesse è calcolato dalle due parti, seguendo la stessa progressione.

Si vede pure, che è a torto che ora muovonsi lamenti contro l'interesse accumulato, composto o progressivo, ciò che è la stessa cosa, ed ora se ne ammira la potenza ingrossantesi. Ciò che si chiama interesse semplice è esso medesimo inte-

resse accumulato, composto o progressivo. Non ve n'è altro.

Se non si servisse del tasso annuale per stimare la differenza progressiva di valore fra il presente e il futuro, bisognerebbe: o fare a ciascuna transazione dei calcoli algebrici e logaritmitici assai lunghi e complicati; od accontentarsi di qualche calcolo approssimativo. Mezzo di apprezzamento molto semplice e facile, il tasso annuale è vantaggioso, anche come mezzo di liberazione. Pel debitore, il pagamento di una annualità è più comodo che non lo sarebbe un grosso pagamento finale, e pel creditore, è meglio ricevere dei pagamenti periodici che un sol pagamento più considerevole, ma atteso lungo tempo.

L'interesse pagato annualmente ha ancora il vantaggio di non rendere insufficiente, col tempo, il pegno fornito per realizzare un imprestito. Tale immobile ipotecato può bastare a garantire un prestito sul quale si paga annualmente 4 per cento; ma bisognerebbe un immobile più importante per garantire lo stesso prestito se l'interesse non fosse pagato che ogni diciotto anni a ragione del 100 per cento.

CAPITOLO XIII

APPLICAZIONE DELL'INTERESSE
VENDITA — AFFITTO
VENDITA PERPETUA O TEMPORARIA
AMMORTIZZAZIONE
INTERESSE IN DENTRO ED AL IN FUORI

Che lo si dica, che lo si sottintenda, tutte le volte che si cambiano dei beni consegnabili a diverse scadenze si tiene sempre conto dell'interesse. La mercanzia pagabile a termine è più cara che la mercanzia pagata contante. Il lavoro pagato prima, costa meno che il lavoro pagato dopo. È molto facile aumentare il prezzo della mercanzia a termine o di abbassare il prezzo anticipato del lavoro per tener conto dell'interesse. Si evita un calcolo separato, e si ha tanto maggior ragione d'agire così, che in questa sorta di contratti, la dilazione è quasi sempre abbastanza corta.

Ma quando si cambia un bene od un capitale presente contro lo stesso bene o contro un egual capitale futuro, l'interesse non può più confondersi col prezzo, bisogna stipularlo e pagarlo a parte.

Col contratto di affitto si cambia l'immobile attuale contro lo stesso immobile nell'avvenire. Se, alla fine d'affitto, si rendesse un immobile più grande, non si pagherebbe nulla durante la durata dell'affitto: ma siccome si rende lo stesso immobile, si supplisce alla mancanza d'ingrandimento finale coll'affitto annuale. Si potrebbe pertanto, se le parti ne convenissero, sopprimere l'affitto annuale e pagare alla fine questo ingrandimento finale, del quale tien luogo l'affitto. Affittare o prestare 100,000 a 6,000 per anno o a 50,000 per sette anni è la stessa operazione. Giacchè a ragione di 6 per cento l'anno, le 100,000 aumentano di 50,000 in capo a sette anni.

I capitali essendo perpetui, se si vuole prenderli ad imprestito e non renderli mai, si è obbligati di pagare una rendita perpetua. Da una parte, si dà, per esempio un capitale attuale di 100, e

dall'altra si pagherà a perpetuità una somma annuale di 4. La rendita perpetua paga la differenza progressiva di valore che esiste tra un capitale serbato e un capitale perduto.

Alla differenza annuale, che sarebbe perpetua, si può aggiungere una somma annuale, sempre uguale, per farne cessare la perpetuità in capo ad un certo tempo, o in altri termini per rimborsare il capitale.

Sia un capitale prestato di 100 contro una rendita perpetua di 4. Più tardi si stipula che invece di 4 si pagherà un'annualità di 6, a condizione che i 2 aggiunti andranno in deduzione del capitale 100. Naturalmente, in capo ad un certo tempo, i 100 si troveranno rimborsati. Se si pagasse durante 50 anni i 2 aggiunti, si renderebbe assai più, giacchè la restituzione del primo acconto di 2 ha luogo alla fine del primo anno e comincia già a ridurre il capitale. In capo al secondo, non si ha dunque a pagare che 4 per cento su 98, ciò che fa 3 82; ma siccome si continua a pagare un'annualità di 6, il secondo acconto si trova essere più grande del primo; è

di 2 18, resto dell'annualità 6, dopo aver impiegato 3 82 agli interessi.

Ciascun anno, gli interessi 4 per cento non sono dunque pagati che sopra una somma minore, e ogni anno si restituisce un acconto più considerevole. Arrivando alla fine del 27.° anno, si trova non essere dovuto più che un capitale residuo di 5 76. Alla fine del 28.° anno, si rimborsa questo capitale di 5 76, più 0 24, interesse a 4 per cento che maturano nell'annata, in tutto 6, come gli anni precedenti, e l' operazione è terminata.

Pagando 2 per cento, di più dei 4 per cento, durante 28 anni, la somma di 100 è rimborsata e si ha sempre pagato, fino alla fine, 4 per cento d'interesse su ciò che restava dovuto. Questa somma fissa, che si può aggiungere all'interesse per far cessare la perpetuità di una rendita, si chiama ammortizzazione.

Prestito ordinario al 4 per cento all'anno con restituzione integrale di capitale alla fine del prestito, rendita perpetua di 4 per cento all'anno, rendita perpetua di 100 per cento ogni dieciotto

anni, o rendita di 6 per cento durante 28 anni, la durata è ineguale, ma sono operazioni allo stesso prezzo, perchè in tutte la differenza di valore tra il presente ed il futuro è calcolata esattamente sull'istesso piede.

Tutti questi numeri subiscono di necessità dei cambiamenti, secondo che varia la ragione della progressione. Così, per esempio, una rendita perpetua di 100 per cento, tutti i 14 $^1/_5$ anni vale attualmente altrettanto quanto una rendita annua perpetua di 5 per cento, od una rendita temporanea di 5 $^1/_2$ per cento durante 49 anni. Se si dà 100 per acquistare una qualunque di queste tre rendite, si fa un impiego 5 per cento all'anno. Del pari una rendita perpetua di 100 per cento ogni 23 $^1/_2$ anni, oppure una rendita annua perpetua di 3 per cento, oppure una rendita temporanea di 5 per cento durante 31 anni, hanno lo stesso valore; se si dà 100 per acquistare qualunque di queste tre rendite si fa un impiego a ragione di 3 per cento all'anno.

Lo sconto delle lettere di cambio è una delle transazioni che danno origine a calcoli d'interesse

frequentissimi. Lo scontante acquista, per esempio, una lettera di cambio di 100,000, pagabile entro tre mesi, ne deduce 4 per cento all'anno, cioè 1 per cento per tre mesi e paga 99,000 — differenza 1000, ch'egli incasserà allo spirare dei tre mesi, unitamante alle 99,000 sborsate. Si deve rimarcare che lo scontante impiega in questo caso il suo capitale a più di 1 per cento per tre mesi: poichè, le 99,000 ch'egli sborsa diverebbero in tre mesi, a ragione di 1 per cento 99,990, e non già 100,000. Per un impiego esattamente calcolato a 1 per cento, lo scontante dovrebbe sborsare 99,009,90. Ma non si può trovare questa cifra se non con un calcolo molto lungo, calcolo che costerebbe troppo tempo se si dovesse farlo ogni volta che si scontano, e il caso è frequente, parecchi effetti alla volta, tutti di somme e di scadenze diverse. Si ha dunque ragione in pratica, di dedurre lo sconto come si fa; l'interesse così dedotto si chiama interesse in dentro. Lo scontato conosce la piccola differenza ch' esso genera a suo svantaggio, e si regola in conseguenza.

In tutte le transazioni, che non siano lo sconto

delle lettere di cambio, gl' interessi sono sempre calcolati all'infuori. Si da 100,000 presentemente, contro 101,000 fra tre mesi. È ancora 1,000 per l'interesse; 1,000 su 100,000 coll' interesse all'infuori: 1,000 su 99,000 coll'interesse all' indentro.

Il calcolo degli interessi è necessario per un gran numero di scambj, specialmente per le assicurazioni sulla vita, dove si tien sempre un conto esatto del valore del tempo, quantunque il contratto soggiaccia ad un'alea accettata dall'assicurante e dall'assicurato: le probabilità della vita e della morte.

CAPITOLO XIV

SOPPRESSIONE DELL'INTERESSE

Una somma che si fa venire da lontano perde una parte del suo valore. Era, per esempio, un valore di 105 alla partenza, il trasporto costa 5, resta 100, valore al momento dell'arrivo. Egualmente un capitale futuro che si vuol ricondurre, al suo valore attuale perde una parte del suo valore. Sia, per esempio, 105 fra un anno, il valore differenziale dell'intervallo vale 5: resta 100, valore attuale. Distanza di tempo o di spazio, la distanza è sempre una tara, un nonvalore da dedursi, se si vuole stabilire l'equivalenza fra un bene in mano, ed uno lontano.

È, o non evidente, che la persona la quale possiede nell'istesso tempo 100 in mano, e 100 a riceversi entro un anno, possiede due beni ine-

guali? E se i 100 in mano, e i 100 a riceversi, allo spirare di un anno invece di essere posseduti dalla stessa persona sono in possessó di due persone diverse, si può pretendere che i 100 in mano ed i 100 a riceversi fra un anno abbiano presentemente lo stesso valore? Bisognerebbe tuttavia provarlo, per dimostrare la ingiustizia dell' interesse, per dimostrare che restituendo 104, 105, o 106 alla fine d'un anno contro 100 attuali si restituisca più di quello che si riceve.

Vi sono ancora delle religioni che vietano ai loro fedeli di prestare ad interesse. Esse non proibiscono però di prendere a prestito dagli infedeli, e di pagare loro un interesse, per modo che sarebbe un grave imbarazzo pei fedeli, se gl' infedeli si avessero a convertire. Non vi sarebbero più che dei fedeli, ma anche non vi sarebbero più prestatori.

Sopprimere l'interesse è un voler sopprimere la differenza di valore che esiste fra ciò che è, e ciò che sarà, (differenza esistente prima ancora che si dia o si prenda a prestito) è un decretare che la raccolta a fare vale attualmente quanto la raccolta già fatta.

Sopprimere l'interesse è abolire tutti i prestiti, perocchè chi vorrebbe dare 100 attuali per non ricevere che 100 in avvenire?

Sopprimere l'interesse è sopprimere tutte le vendite, con condizione di ricupero. Non si potrà più acquistare soltanto tre, dieci, trent'anni d'un capitale o d'un immobile, bisognerà sempre acquistarne la perpetuità, o non acquistar nulla.

Sopprimere l'interesse è vietare lo scambio del bene presente col bene futuro, è strappare agli uomini tutte le speranze, tutta l'energia che dà loro uno sguardo fiducioso gettato nell'avvenire.

L'interesse non è un attributo, nè un privilegio del capitale: è una differenza fra due capitali, fra ciò che è più grande, il presente, e ciò che è più piccolo, il futuro. Spogliare il capitale presente del maggior valore che gli dà l'attualità, sgravare il capitale futuro del minor valore che gli dà l'aspettativa, è cosa impossibile. Si possono distruggere tutti i capitali, il mondo può sprofondarsi in un caos generale, il pensiero può, a tutto rigore, concepire la soppressione di ogni proprietà individuale colla sostituzione di un solo proprie-

tario; ma esso non può concepire la soppressione dell'interesse, la confusione premeditata fra l'oggi ed il domani.

Quand' anche la società umana durasse parecchie eternità, giammai non si farà perdere al bene che si possiede il vantaggio che ha sul bene che non si possiede ancora.

CAPITOLO XV.

IL FITTO AQUIRENTE

Dopo aver infruttuosamente attaccato l'interesse e l'affitto, si mutò di tattica: si mantengono, ma attribuendo loro una virtù, un potere, che non possono avere. Sostiensi che colui, il quale prende in affitto od a prestito, pagando il fitto o l'interesse deve diventare proprietario dell'immobile o del capitale. Suppongasi un immobile od un capitale di 100,000. Lo si affitta o si presta in ragione di 6,000 all' anno per ventotto anni. In capo ai ventotto anni, il locatario o chi tolse a prestito dovrebbero restituire o l' immobile o il capitale. — Ma suppongasi la legge del fitto aquirente adottata ed eseguita. Il proprietario od il capitalista riceverà il fitto di 6,000 durante i ventotto anni e non

gli verrà più reso l'immobile o il capitale. Che cosa perde il capitalista od il proprietario firmando un tal contratto? Non si può dire che perda 100,000, perocchè se perdesse questa somma, la perderebbe integralmente ed immediatamente, e per conseguenza, non avrebbe a ricevere ventotto annualità di 6,000. Ciò che perde sono i 100,000, che non gli saranno più resi allo spirare dei ventotto anni. Ora, basta ch'egli collochi 19,560, a 6 per cento all' anno, il giorno della firma del contratto per crearsi 100,000, in capo ai ventotto anni, e rientrare così nel suo capitale all'epoca in cui lo riprenderebbe, se le cose succedessero come d'ordinario. Dunque la riforma gli costa realmente una somma di 19,560. In altri termini, ricevendo ventotto annualità di 6,000 è rimborsato coll'interesse a 6 per cento di 80,440, e non più di 100,000, differenza o perdita 19,560.

La perdita può essere valutata in un altro modo. Si può farla cadere sul tasso dell'interesse e lasciare intatti i 100,000. Si sa che mediante 28 annualità di 6 per cento si ammortizza un capitale attuale, sul quale si paghi 4 per cento

d'interesse: si può dunque dire che la perdita del rimborso finale di 100,000, non toglie al proprietario o capitalista nessuna particella del suo capitale, ma sì due per cento, sul tasso annuale degli interessi. Egli non avrà esatto 6 per cento d'interesse, ma solo 4 per cento all'anno.

Lo si vede dunque: capitale, interessi, tutto si confonde e si trasforma reciprocamente, a seconda che si fa variare la ragione progressiva, che misura il valore del tempo. L'assorbimento del capitale operato dall'interesse non ha alcun senso; bisogna ignorare ogni elemento di calcolo per proporlo.

Ogni annualità temporanea contiene forzatamente un capitale e degli interessi, e la soppressione del rimborso finale non è in realtà che una riduzione del tasso dell'interesse. Se il proprietario o capitalista stipulasse una annualità, più forte, tutto si bilancerebbe; se invece di ventotto annualità di 6,000 gli si pagassero ventotto annualità di 7,460, egli ricupererebbe per via di ammortizzamento i 100,000 e incasserebbe 6 per cento all'anno, esattamente come se ricevesse 6,000 all'anno colla restituzione finale di 100,000.

Del resto non è menomamente vietato d'acquistare immobili e capitali pagandoli con annualità temporanee, che comprendano l'ammortizzamento e l'interesse; se contratti simili sono rari fra particolari, dipende da ciò, ch' essi non entrano nelle convenienze reciproche, specialmente per ciò che riguarda le abitazioni.

L' acquisto per annualità non è possibile se non trattandosi di una intera casa. Qual confusione, qual intralciamento di conti e di diritti, se bisognasse divenir proprietarj degli appartamenti separati che si tolgono a fitto in ciascuna casa. Val dunque assai meglio pagare dei semplici fitti, restare liberi, e consacrar annualmente ad altri scopi il capitale d'ammortizzamento, che bisognerebbe aggiungere ogni anno al fitto ordinario per assorbire la proprietà. Questo sistema è tanto più razionale, che in forza della assurda legge del fitto acquirente si sarebbe obbligati, una volta acquistata la casa, di dimorarvi continuamente, onde non perderla alla propria volta, col farvi entrare dei locatari.

La verità è, che non si può acquistare nè mo-

bili, nè stabili, nè capitali senza pagarne il valor totale, sia a contanti, sia a termine, sia con acconti successivi, sia con rendita perpetua, o temporanea. Nessun sotterfugio è possibile. Lo stesso compratore dev'essere contento che sia così, poichè altrimenti si applicherebbe più tardi contro lui stesso la legge, ch' egli avrebbe prima invocato contro gli altri.

CAPITOLO XVI

I PREZZI EMANCIPATI
E IL TARIFFAMENTO DELL'INTERESSE

Il prezzo di costo non ha nulla di comune col valore. Non si domanda al grano quanto ha costato. Val meno, se il raccolto è abbondante; val più se è cattivo. Non si domanda al ferro se la fabbricazione ha dato dei benefici. Non si rimprovera alla perla di non aver forse costato nulla alla mano che l'ha trovata. Il campo che il figlio postumo ha dall'eredità paterna non val meno del campo acquistato a forza di lavoro e d'economia dal trovatello.

L'industria ed il commercio non hanno che una preoccupazione, ottenere un prezzo di costo che sia sempre al disotto del valore del bene prodotto.

Essi fanno adunque la più grande attenzione alle oscillazioni dei tantesimi e delle masse; essi si informano senza posa se il tal bene è domandato o no, se la tal derrata abbonda o difetta.

Il prezzo di costo è una constatazione storica e individuale, mentre che il valore è una constatazione matematica e sociale. Il prezzo di costo è una voce; il valore, è il suffragio di tutti.

Per quanto certo sia il valore, esso non è scritto su alcun oggetto; esso non può esserlo, poichè i tantesimi e le masse variano sempre.

Bisogna pertanto fissarsi reciprocamente quando si fa uno scambio, bisogna fare un prezzo.

Chi deve fare il prezzo? Se si rimonta ad un'epoca lontana, se si studia la famiglia primitiva, si vede che dapprima il lavoro di ciascuno era rimesso al padre di famiglia, aggregato alla massa comune: in cambio ognuno riceveva quello di cui aveva bisogno. Ma tosto che la famiglia divenne numerosa, la parentela si indebolì stendendosi, e la tutela patriarcale cominciò a pesare. Si recava ancora alla massa, ma si voleva ricevere in beni variati un valore proporzionato al valore del bene recato. Si esigeva l'equivalente.

Allora le difficoltà furono gravi. Come valutare i lavori apportati, come valutare i beni da dare in cambio? A poco a poco la famiglia si separò. Ciascun individuo dispose del suo lavoro; invece di recarlo alla massa, lo cede, a chi gli piace, contro un altro bene. Ognuno vuol discutere il suo prezzo da sè stesso.

I prezzi che si ottengono devono essere rimuneratori. Alcune volte possono non esserlo. Si corrono dei rischi, ma sono i rischi dell'indipendenza; si è libero, si sono rotte le catene di una comunanza e di una minorità insopportabili. Se le relazioni della famiglia si allentano, le relazioni sociali si sviluppano di più in più, giacchè il bisogno di barattare non si arresta. Il diritto civile è fondato.

Bisogna ben vendere, dunque bisogna contentarsi di un beneficio modico. Bisogna ben comperare, dnnque bisogna contentarsi di un buon mercato ragionevole. Tutti i prezzi sono dibattuti: si alzano, si abbassano, ma un livello equo, in rapporto col valore, si dichiara, livello che non si può falsare a lungo nè in un senso nè in un altro.

Il mondo non è più amministrato dall' onnipotenza paterna; egli cammina da solo, animato dall'attività e dalla responsabilità di ciascuno. Non vi era che un grand' albero, vi ha ormai una grande foresta, la scienza del bene e del male appartiene a tutti. Si fu emancipando i prezzi che l'uomo emancipò sè stesso.

Ma di tutto l'uomo si pente, talvolta anche del bene. Si rimpiange la protezione paterna, e non si vede più che un disordine, nell' emancipazione dei prezzi. Per ritornare più che si può al passato, si prova il tassamento officiale. Tuttavia, colui che è costretto a vendere a prezzo tassato, e che deve comperare le sue materie prime a prezzi non tassati, si trova davanti a un limite che lo ferma alla vendita, senza alcun limite che lo difenda alla compera. Bisognerebbe dunque, per essere giusto, tassare tutti i prezzi, anche i prezzi degli oggetti non ha guari sconosciuti, e che si inventano tutti i giorni.

Il programma diventa spaventoso. Si sa quanto costi il solo formare delle tariffe di dogana che pure non comprendono, ben ci manca, tutti i

beni possibili, e che non regolano cose tanto delicate, quanto la compera e la vendita. L'impossibilità di tassar tutto è presto riconosciuta; ma prima di riconoscere la verità tutta intiera, si fa ancora uno sforzo: si sottomette alla tassa qualche articolo solamente, per esempio certe derrate alimentari, e per addolcire la situazione dei venditori così tassati per eccezione, loro si accorda il monopolio delle derrate. Di più si fanno variare periodicamente i tassi officiali, a seconda che varia il prezzo ordinario delle materie che i venditori tassati devono comperare.

Non si fa per tal via che seguire, da lungi, impacciandolo, il movimento naturale dei prezzi emancipati: giacchè, senza che la tassa intervenga, i prezzi di vendita variano già a seconda che varia il valore reale degli oggetti messi in vendita. Il commercio, accessibile a tutti, garantisce i compratori molto meglio che non lo faccia la tassa periodica coi suoi monopolii, le sue lentezze e le sue pastoie.

La ragione, ajutata dall'esperienza, è finalmente vittoriosa. I tassamenti officiali se ne vanno;

le eccezioni sono oramai di più in più rare. Una di esse è importante, è quella del tasso dell'interesse mantenuto nei Codici di parecchi paesi. Qui l'emancipazione non è completa. Il maximum conta ancora degli addetti.

Se si riflette che tutti i contratti sono degli scambi, si dura fatica a comprendere che tutti i prezzi dovendo essere discutibili, si proibisca ancora di discutere il prezzo dei capitali futuri; l'interesse. Come! si rinunciò ai tassamenti, anche ai tassamenti periodici, e l'interesse sarà sempre tassato, e sarà interdetto anche di far variare il tasso, e di secolo in secolo i capitali futuri dovrebbero, pel fatto della legge, valere sempre lo stesso? Perchè non tassare il prezzo di tutti gli affitti, se si tassa l'affitto del capitale? Perchè non tassare tutti gli onorari, pel bene dell'operajo e pel bene del padrone? Perchè non sottomettere al tasso tutti i venditori, affine di proteggere tutti i compratori?

Vi ha ancora una ragione decisiva in favore dell'emancipazione del tasso: ed è che se puolsi impedire di prestare al tal tasso, non si può

tuttavia imporre di prestare al tal altro. Ora, in definitivo, non sonvi che i possessori di capitali che possano prestare, vale a dire persone che in vista dell'interesse stipulato, rinunciano ad amministrare esse stesse i loro capitali. Che si abbassi il tasso, che lo si abbassi fino a soddisfare la teoria del ribasso ad ogni costo, che avverrà? Che i prestiti cesseranno, giacchè il prestatore farebbe allora valere egli stesso i suoi capitali.

Perchè non interrogare su questa quistione gli interessati medesimi? Sarebbero i mutuatarii che insisterebbero in favore del prezzo fisso? Non è credibile; i mutuatarii, liberi di non pigliare ad imprestito, ma non padroni d'esigere che loro si presti, hanno tutto il vantaggio all'emancipazione dell'interesse. Non si saprebbe credere nemmeno che i campioni del tasso fisso si trovassero fra i prestatori. Dove si trovano dunque?

Del resto, non si può dire che il tasso emancipato non sia generalmente praticato anche nei paesi ove la legge non lo riconosce. Chi ignora i mille mezzi pei quali si sfugge al tassamento officiale? Chi non sa il numero di eccezioni che si tolle-

rano? Chi non sa che gli Stati che impongono ai particolari il tasso del 5 per cento pigliano a prestito essi medesimi a tassi più elevati, e lasciano prestare continuamente a 6 ed anche a 9 per cento da stabilimenti privilegiati, dai monti di pietà?

Interdire di prestare a più di 5 o di 6 per cento è interdire a quegli che ha preso a prestito a questo tasso di riprestare a prezzo più elevato, ed al caso in cui potesse disporre del capitale preso a prestito prima del giorno del rimborso, è ordinargli di riprestare all'istesso tasso, senza retribuzione nè indennità.

Perchè intervenire, perchè prescrivere agli individui di cambiare reciprocamente i loro beni presenti o futuri a tali condizioni piuttosto che a tali altre? A che prò provocare le trasgressioni? A che prò imbarazzare le transazioni? Perchè fare di una cifra contrattuale una questione d'ordine pubblico?

La società deve simpatia e soccorso ai feriti, ma essa non può armare una parte degli individui con delle armi che prenderebbe ad un'altra

parte, tanto più che quelli che bisognerebbe disarmare non sono costretti di lottare, essi possono lasciare il mercato coi loro capitali e prestarli a sè medesimi.

Che il commercio dei capitali sia come tutti gli altri commerci. Che il tasso dell' interesse si abbassi se il capitale attuale abbonda e se il futuro è ricercato; che il tasso si innalzi se l'attuale è raro ed il futuro offerto. Non è che giustizia.

CAPITOLO XVII

IL CARO PREZZO, E L' INTERESSE A BUON MERCATO

Resta una questione più generale. L' interesse caro è nocivo: si dice. Bisogna desiderare che il tasso dell'interesse ribassi ogni giorno più.

Che cosa è il caro? Che cosa è il buon mercato? Nelle quotidiane abitudini, si dice che una derrata è rara, quando è necessario più oro per pagarla, di quel che ne bisognasse anteriormente. Se l'oro è divenuto abbondante, se la derrata è diventata rara, questo rincaramento è naturalissimo e giustissimo. Si dice pure che un oggetto è caro, quando si crede che il venditore realizza un grande utile: il rimedio, in questo caso, non si fa aspettare; la concorrenza arriva, e cede a prezzo migliore.

Fin là il caro prezzo non è che effimero.

Il caro prezzo reale è ben altro: esso risulta dalla insufficienza delle risorse. Quando le risorse sono insufficienti, nulla mai è a buon mercato; dato pure a metà prezzo, ed a meno ancora, il pane è troppo caro per colui che è nella miseria.

Questo caro prezzo, figlio della miseria, o della quasi miseria, può dar luogo a delle osservazioni, e a delle proposte. Esse verranno a suo tempo e luogo. Sono questioni di diritto civile e di dignità sociale, che non possono essere mescolate qui alle cose tutte meccaniche dello scambio.

Ma, fatta questa riserva, bisogna riconoscere che non si può definire in termini assoluti nè il caro, nè il buon mercato. Ciò che sembrava caro jeri, pare buon mercato oggi, e sembrerà caro di nuovo domani. Quando si dibatte il prezzo, tutto è dichiarato caro dal compratore, tutto dichiarato buon mercato dal venditore, e malgrado tutto, il contratto si conchiude.

A qual prezzo i diamanti o gli stracci sono realmente cari, o buon mercato? Chi potrebbe dirlo? E tuttavia si vuol esprimere con cifre il

buon mercato ed il caro quando si tratta del tasso dell'interesse.

Il segno arabico che s'usa per indicare la ragione progressiva dell'interesse non dice niente per sè stesso; si può aver tolto male a proposito a prestito a 4 e si può aver saggiamente preso a prestito a 6. È l'insieme dell'operazione che deve lasciare un beneficio, non è il tasso dell'imprestito. Il benessere non risulta da ciò che un articolo, o parecchi articoli, e l'interesse pajano buon mercato: il benessere risulta da un buon equilibrio fra le entrate e le spese.

Un paese può essere prospero e non esserlo, qualunque sia il tasso ordinario dell'interesse. Se esistono paesi poco avanzati, dove l'interesse è molto elevato, vi sono altresì popoli attivissimi, intraprendenti, moderni, fra i quali l'interesse è assai alto. Là, lo scambio dei capitali è difficoltato dalla proscrizione religiosa dell'interesse, vi sono pochi prestatori, si resta poprietari, non si diventa capitalisti, l'interesse è naturalmente elevato. Qui, vi è tutto ad un tempo grande abbondanza e gran domande di capitali; il lavoro

sa fare i suoi piani, i suoi preventivi; quando prevede un utile, non guarda al tasso dell'interesse. Sicuro della raccolta, non maledice il prezzo della semente. Mutuanti e mutuatari vi trovano il loro vantaggio.

D'altronde, se vi sono degli argomenti in favore dell'interesse basso, ve ne sono pure in favore dell'interesse alto.

Colui che prende a prestito, per ricco che sia, può benissimo desiderare, se compie una grande intrapresa, che un interesse elevato decida il prestatore a fornirgli un complemento di capitale.

Se si prende a cuore la sorte di tutti coloro che lavorano, perchè non desiderare ch'essi possano investire ad un buon interesse i loro lenti risparmi, i loro fondi di previdenza?

La ragione vuole che si rinunci di perorare sia per il ribasso, sia per il rialzo dell'interesse. Bisogna accettar, senza mormorìo, in fatto d'interesse, come in ogni cosa, il prezzo naturale e variabile, il prezzo emancipato, e riconoscere che non ve n'ha altri nè più equi, nè più profittevoli.

CAPITOLO XVIII

LE BANCHE FONDIARIE

Quello che si deve volere, dal punto di vista dell'interesse, si è che i capitali presenti ed i capitali futuri possano facilmente incontrarsi, non già per favorire nè il ribasso nè il rialzo del tasso; ma acciocchè il tasso corrente sia, fin dove è possibile, l'espressione media del contrasto generale dei bisogni inversi e reciproci. Questo incontro di capitali si avvera per somme importanti nelle sede delle banche fondiarie.

Queste banche forniscono ai proprietari, e contro ipoteca, dei capitali che esse si procurano creando e cedendo delle obbligazioni produttive d'interesse, obbligazioni dette fondiarie, perchè garantite sulle ipoteche, accordate da coloro che prendono a prestito. Così tali Banche sono inter-

mediarie tra coloro che danno e coloro che ricevono a prestito. Gli uni e gli altri ne sono soddisfatti.

Coloro che prestano non hanno più a fare essi stessi le inchieste legali, alle quali danno luogo le operazioni ipotecarie. Risparmiano ogni eventualità di discussione con coloro che prendono a prestito, o coi loro aventi-diritto. Essi sono assicurati che alla scadenza degli interessi il pagamento non sarà mai ritardato neppure di un giorno: essi non hanno altro a fare, per incassarli, che staccare le cedole semestrali delle obbligazioni. Hanno ancora il vantaggio di poter disfare a volontà i loro prestiti ipotecari, e di poter sempre riaver i loro danari, essi non hanno che a vendere a contanti, sul mercato degli effetti pubblici, le obbligazioni di cui sono possessori.

I proprietari di fondi che forniscono le ipoteche possono prendere a prestito a lunghissimo termine, ed estinguere lentamente i loro debiti, con delle annualità tutte eguali, comprendenti l'interesse e l'ammortizzamento. Non hanno più di fronte dei capitalisti difficili, ma una compagnia, alla quale,

mediante una piccola perdita essi possono in ogni tempo rimborsare in anticipazione i prestiti ottenuti.

Intermediarie e garanti, le Banche fondiarie realizzano un legittimo beneficio colla differenza fra il tasso al quale esse prestano ed il tasso al quale esse prendono a prestito: ma questa differenza può essere modica, grazie alla importanza delle loro operazioni. Prestano a miglior mercato o più caro, a seconda che esse stesse prendono a prestito a miglior mercato o più caro.

Una grande animosità si manifestò in certi momenti contro gli intermediari in generale e si vide sorgere la pretesa di sopprimerne un gran numero. Fortunatamente non ne fu nulla: se ne vide anzi sorgere di nuovi. Le Banche fondiarie sono del numero. L'uomo non può bastare a sè stesso, non può provvedere alla simultaneità dei suoi bisogni, nè colla sua intelligenza, nè colle sole sue braccia. La divisione del lavoro è un fatto naturale; essa sarebbe disastrosa se non se ne ritraessero gl'immensi benefici che se ne ritrae per mezzo dello scambio, il quale fa di tutti gli uomini degli intermediari reciproci.

CAPITOLO XIX

GLI EFFETTI ALL' ORDINE

È quasi impossibile che la consegna e il pagamento delle merci vendute si facciano nel medesimo istante. Un intervallo è spesso inevitabile, non fosse che per verificare le consegne. Inoltre, anche il compratore più solido non è sempre materialmente in possesso dei suoi capitali, ed ha ragione di non lasciar sfuggire un buon acquisto, quand' anche pagando a termine egli debba dare un prezzo più alto che pagando a contanti.

Se il venditore potesse evitare di vendere a termine, volontieri l'eviterebbe. Ma, infine, egli si tiene a vendere, crede buoni i suoi compratori, trova degli utili, e preferisce subire di tempo in tempo qualche perdita, moltiplicando gli affari,

piuttosto che di non farne per eccesso di prudenza.

È in tal modo che nasce lo scoperto. Si è fatta la consegna, ma non si ha ancora ricevuto il pagamento. Lo scoperto è il tantesimo pericoloso degli affari, come la moneta è il tantesimo sterile dell'inventario generale. Il rischio dello scoperto, e la sterilità della moneta sono due aumenti di spese generali, che si tenta di diminuire, ma che è impossibile di evitare interamente.

Il venditore prende tuttavia la precauzione suprema di far sottoscrivere al suo compratore degli effetti all'ordine, pagabili dopo qualche settimana, al più tardi. — Il negoziante debitore è allora trasformato in cassiere, come l'accettante della lettera di cambio; la sua carriera sarà rotta, egli sarà disonorato per sempre, se l'effetto non verrà pagato all'ora fissata.

L'effetto all'ordine è pagabile sulle piazze dove è nato: non risparmia alcun viaggio di danaro; così non è questione di prezzo di cambio, quando lo si mette in commercio, il cambio non avendo altra ragione d'essere che l'utile risultante dal

trasporto monetario risparmiato. Quando si vendono degli effetti all'ordine, il dibattimento non è che su di un punto, sul tasso dello sconto.

Spesso non si trovano capitali al tasso limitato dalla legge: allora si toglie la difficoltà aggiungendo una commissione. Il tasso dello sconto ne resta aumentato. È un violare la legge. Ma perchè la legge si arroga il diritto di dettare ai contraenti i prezzi ch'essi devono stipulare?

Il possessore di un effetto all'ordine lo tiene in portafoglio finchè non ha bisogno di capitali. È per lui un investimento momentaneo: quando vorrà venderlo, non gli sarà trattenuto che lo sconto proporzionale al numero dei giorni che l'effetto avrà ancora a percorrere.

Generalmente parlando i negozianti non tengono i loro effetti in portafoglio, pressati come sono di avere capitali, per rinnovare le loro operazioni. Essi li vendono agli scontatori.

CAPITOLO XX.

I CAPITALI FLOTTANTI E LE BANCHE DI SCONTO

Le casse di deposito, funzionanti così bene coi loro chèques-mandati, coi loro chèques-giri, colle loro compensazioni sono naturalmente chiamate ad occuparsi degli sconti. Le somme in deposito possono servire a scontare gli effetti, però ad una condizione; che cioè il depositante acconsenta. Si ottiene facilmente questo consenso, pagandogli degli interessi. Dal momento che vi sono degli inressi pagati, non vi è più deposito: il depositante diventa creditore, il depositario diventa debitore, la cassa di deposito è trasformata in banca di sconto, essa dà mano al commercio dei capitali flottanti.

Il capitale flottante, come ogni capitale, è un

lotto del capital generale, espresso in moneta; frutta interesse, e può essere rapidamente convertito in danaro. Ogni persona che ha incassato una somma, da lei destinata a un pagamento prossimo, può convertire questa somma in capitale flottante. Ogni persona che ha del danaro, e che non è ancora decisa a fare degli acquisti, può convertire questo danaro in capitale flottante, e aspettare una occasione favorevole. Ogni negoziante che desidera avere dei fondi sempre disponibili per gli affari correnti, per gli affari impreveduti e che non vuol perdere gl'interessi può convertir i suoi fondi in capitale flottante.

Versando delle somme in conto corrente alla cassa di una Banca di sconto, si diventa creditore di capitali flottanti, che sono produttivi d'interesse, e che si può sempre ridomandare.

La cosa più importante per una Banca di sconto è d'avere il maggior numero possibile di conti correnti. Essa possiede, è vero, il proprio capitale, il capitale di fondazione; ma se una banca non avesse che questo capitale per scontare, non potrebbe sussistere; perchè essa deve sempre tenerne

una parte in cassa, e lo sconto ch'essa farebbe coll'altra parte darebbe appena di che coprire le spese generali. Ma i conti correnti non fanno difetto alle banche di sconto, che sono bene amministrate, e che rendono frequentemente conto delle loro operazioni al pubblico.

Certe banche di sconto fanno degli affari veramente enormi. Tal banca, che ha un capitale azionario, versato, di 10, ha sempre in mano per 200 o 300 di capitali flottanti. Il movimento delle operazioni quotidiane è immenso; effetti da incassare, effetti da scontare, capitali flottanti ricevuti, capitali flottanti rimborsati. Tutto questo grande movimento di capitali si fa quasi senza danaro. Questa banca non ha comunemente in cassa, fondo monetario e sterile, che un decimo del capitale versato dagli azionisti.

Il commercio delle banche non è un commercio di danaro, ma un commercio di capitali. I capitali arrivano alle banche dei capitalisti: dalle banche essi vanno agli scontati. Gli scontati incassano così il prezzo delle merci ch'essi hanno vendute ai sottoscrittori degli effetti, e in ultima analisi,

i veri detentori dei capitali versati in conto corrente dai capitalisti, sono questi sottoscrittori di effetti.

Fra i detentori dei capitali (coloro che hanno firmato gli effetti) e i capitalisti (i titolari dei conti correnti) si trovano la Banca e gli Scontati.

Il Capitalista non conosce, che la Banca, essa gli deve un capitale.

La Banca conosce i firmatari degli effetti, che devono fra poco pagarsi; e conosce gli scontati ai quali ha fatto i fondi, e che garantiscono i pagamenti degli effetti solidariamente coi firmatari, e cogli altri giratari se ve ne sono.

I detentori dei capitali non li detengono lungo tempo; gli effetti sono a corta scadenza; bisogna pagare. Ma la Banca fa nuove operazioni, arrivano nuovi effetti, e nuovi scontati. E neppure essi i capitalisti non lasciano continuamente alla Banca i loro capitali, ne ritirano sempre, ma sempre ve ne riportano, ed altri capitalisti ve ne portano pure dei nuovi. Si è da questo rinnovamento continuo di capitali versati e di effetti in portafogli, d'attivo e di passivo, che le Banche sono alimentate.

Si vede qui chiaramente che è il capitale, e non il danaro che paga l'interesse. Gl'interessi pagati da una Banca ai suoi conti correnti formano in fine d'un anno una somma assai superiore alla somma di danaro che ha servito durante i dodici mesi a far muovere tutti i capitali che sono entrati e usciti. Chi li paga in ultima analisi, gli interessi beneficati ai correntisti? Il compratore di merci, che detiene un capitale presente, con utilità attuale e che ha promesso di consegnare un capitale futuro, con utilità futura, alla scadenza degli effetti.

Le banche di sconto compiono, a riguardo dei capitali flottanti, la parte di intermediario garante che le banche fondiarie compiono rimpetto ai capitali investiti a lungo termine.

Come le banche fondiarie, le banche di sconto vendono i capitali futuri a prezzo maggiore di quello a cui esse li comperano, o in altri termini, esse prestano ad un tasso superiore di quello da loro pagato ai loro mutuanti.

È per tal modo ch'esse vivono, e ch'esse possono prosperare, pur rendendo degli importanti

servigi ai capitalisti, agli scontati, ed agli scambi in generale.

Le banche di sconto sono eccellenti istituzioni, perchè stabiliscono rapporti numerosi e frequenti, quantunque indiretti, fra coloro che possedono i capitali flottanti e quelli che possedono degli effetti all'ordine da portare allo sconto. Ma non dipende dalle banche di regolare il tasso dello sconto. Esse non possono che seguire le fluttuazioni spontanee del mercato; se i capitali flottanti sono rari, sia che si dirigano altrove, sia che i capitalisti facciano essi stessi degli investimenti definitivi, il tasso dello sconto, e gl'interessi bonificati ai conti correnti sono più alti: se, al contrario, per ragioni inverse, il capital flottante abbonda, se lo sconto è poco domandato, allora l'interesse ribassa, e per gli scontati e pei conti correnti.

Le banche non possono impedire queste fluttuazioni, talvolta favorevoli agli scontati, tal'altra favorevoli ai capitalisti.

Il tasso dell'interesse, bonificato dalle banche ai loro conti correnti è più elevato se il conto corrente s'impegna a non ritirare i suoi capitali

se non dopo un preavviso di alcuni giorni, è invece minore se il conto corrente si riserva la facoltà di disporne sempre a vista. Perchè, per essere in grado di rimborsare a vista, le banche sono costrette di avere una più forte provvista monetaria, e di perdere per conseguenza, esse medesime parte degli interessi.

Una banca di sconto non deve mai immobilizzare i capitali che le vengono affidati, attesochè possono sempre esserle ridomandati. Essa non deve quindi, commanditare nessun affare, nè entrare in alcuna società, nè acquistare nessun valore soggetto a deprezzamento; essa ha in mano dei capitali flottanti, deve quindi farne un impiego flottante, cioè scontare, acquistare capitali a breve scadenza, tali che si possano sempre convertire in numerario, facendo, al bisogno, il riscontro del proprio portafoglio, per mezzo di altre banche, o di altri prenditori.

Se il commercio dei capitali flottanti, potentemente ajutato dalle banche, non avesse luogo, i negozianti ed i particolari avrebbero delle difficoltà a convertire in capitali flottanti le somme

di cui non possono o non vogliono disporre che temporaneamente. Senza le banche di sconto, ci sarebbe in generale, bisogno di una maggior quantità di moneta, di quello che abbisogni essendovi le banche per liquidare gli scambi.

La lettera di cambio combina delle compensazioni fra capitali a darsi o riceversi in luoghi diversi: la banca di sconto combina delle compensazioni fra i capitali a darsi e riceversi sul luogo, a scadenze vicine.

Nei due casi, si eguagliano i valori che si scambiano, valutando la tara delle distanze o col prezzo del cambio, o collo sconto, o con entrambi riuniti.

La moneta, bene valutante, bene spostante, bene che dà forma ai capitali, bene scegliente, è sempre necessaria; ma tutto si è messo in opera per farne a meno nei limiti del possibile, perchè essa è sterile.

Il pagamento economico è vicino alla perfezione: dopo la cassa di deposito, la lettera di cambio: dopo la lettera di cambio la banca di sconto.

CAPITOLO XXI

IL RIPORTO

Vi è, all'infuori delle banche di sconto, un altro impiego assai conveniente pei capitali flottanti: il riporto. Il capitalista si presenta sul mercato degli effetti pubblici: egli acquista a contanti dei titoli al prezzo di 100, per esempio, e li rivende, nell'istesso colpo, a 100 $^1/_2$, consegnabili e pagabili in capo ad un mese. Eccolo riportatore: egli riceve immediatamente consegna dei titoli e paga il prezzo di 100. Alla fine del mese, egli riconsegna questi titoli al riportato e riceve 100 $^1/_2$. Differenza $^1/_2$ per cento per il mese, cioè 6 per cento all'anno. Il riportatore ha dunque impiegato temporaneamente il suo capitale flottante in ragione di 6 per cento all'anno, più o meno, secondo il tasso del riporto, e senza com-

promettere nè la disponibilità, nè l'integralità del suo capitale. Dal suo lato, il riportato avendo un bisogno temporaneo di danaro, ha preso a prestito a 6 per cento o ad un altro tasso; ma non ha voluto alienare dei titoli, ch'egli crede suscettibili di raggiungere corsi più alti, o capaci di produrre un tasso di reddito superiore al tasso di riporto ch'egli paga: poichè il riportatore deve rendere i titoli, quali li ha ricevuti; e se, durante il riporto, furono pagati sui titoli, degli interessi, o dividendi, il riportatore deve renderne conto al riportato.

Il titolo messo in riporto ricorda il bene messo in pegno od ipotecato, ma con questa differenza: che sui pegni od ipoteche non si ha mai l'anticipazione di una somma eguale al loro valore; mentre che si trova pei titoli che si riportano la esatta somma che se ne caverebbe vendendoli al prezzo della giornata. Il riportatore corre dunque dei rischi; poichè se i titoli presi in riporto si deprezzano e se il riportato non versa il 100 $^1/_2$ alla fine del mese, il riportatore non è più garantito che di un valore inferiore al 100 $^1/_2$ che

gli è dovuto. Ma si cerca garanzia contro questa specie di rischi facendo il riporto col mezzo di un agente ben noto, che guadagna una commissione e il quale si rende responsabile dell'operazione.

L' operazione del riporto è assai comoda; essa soddisfa i bisogni inversi e reciproci del riportatore o capitalista, e del riportato o proprietario di titoli. Le banche di sconto fanno dei riporti, è una specie di transazioni che loro conviene assai, inquantochè ogni giorno si può riavere il proprio danaro, disfacendo l'operazione: a questo scopo si fanno riportare da altri riportatori i titoli che si sono presi in riporto, ma non si paga per questo secondo riporto che un prezzo proporzionale alla sua durata, che è più breve. I due riporti verranno a scadere alla fine dello stesso mese, e colui che ha disfatto il riporto farà compensare dagli agenti il rimborso che gli è dovuto, col rimborso che dovrà egli stesso, e la consegna dei titoli ch'egli dovrà fare colla consegna dei titoli che dovrà essere fatta a lui.

CAPITOLO XXII

L'ORO

NUMERARIO E VERGHE

Per rendere l'oro facilmente maneggiabile, lo si converte in numerario. Ciascun pezzo di moneta è una piccola verga d'oro, con aggiunta di una dose di rame che ne aumenta la consistenza. La piccola verga porta un nome legale, che esprime indirettamente quanto essa contiene d'oro puro, e quanto di rame; in luogo di pesare, si numera. — È ciò che rende il numerario così comodo: non si ha che a contare per consegnare dell'oro puro bell'e pesato.

Non è il nome dei pezzi che fa il valore del numerario, nè il conio: è il metallo. La prova se ne ha in ciò che per sapere quanto la moneta di un

paese vale in moneta di un altro paese, si confronta la quantità di metallo puro contenuto in ciascuna. La prova se ne ha in ciò che la moneta di rame o di bronzo, la quale contiene una quantità di metallo assai inferiore a quella che sarebbe necessaria per dargli il valore, pel quale essa circola, non può essere impiegata che per pagar i piccoli residui: nessuno ne riceve al di là, e nessuno è tenuto a riceverne. La prova se ne ha in ciò che l'alterazione delle monete che fu sì lungamente usata, non ha mai ingannato nessuno. La moneta alterata comperava sempre meno, pagava sempre meno della moneta giusta, e non si voleva riceverla che per la quantità di metallo puro ch'essa conteneva realmente.

Si fonde, si lamina la verga, se ne fa dei conii, se ne fa ciò che si vuole; ma, per comperarla, bisogna dare tanto oro puro coniato, quanto oro puro non coniato vi si contiene. V'ha di più: colui che cede una verga contro monete, sa di ricevere monete rôse dall'uso: sa che le spese della Zecca sono pagate da una particella d'oro, che viene trattenuta su ciascun pezzo di moneta: sa che è

assai difficile di fabbricare monete contenenti esattissimamente le quantità legali d'oro e di rame; sa che, per conseguenza, si tollerano dei piccoli errori in questa quantità: sa tutto ciò, e sa in definitiva, che ricevendo delle monete egli riceve una quantità d'oro puro leggermente inferiore alla quantità ch'esse presumono contenere; mentre cedendo la verga, egli dà dell'oro puro in quantità assolutamente esatta.

È per questa ragione che se si domanda una fornitura di verghe, bisogna pagare un premio. Questo premio, però, non può oltrepassare mezzo per cento, poichè, press'a poco con questa differenza, e fatto ogni calcolo, le monete contengono sempre tutto l'oro puro che legalmente devono contenere. Se si pagasse un premio più forte il fornitore potrebbe farsi delle verghe colle monete, e non fornirebbe per tal modo che lo stesso metallo, che gli conta il compratore di verghe. Operazione ed utile eccessivamente facili, e che si ripeterebbero indefinitamente.

Quando si fa l'operazione inversa, quando si vuol far convertire delle verghe in numerario, si

ricevono, è vero, delle monete nuovissime, non erose, ma l' oro della ritenuta monetaria, e l'oro che manca in conseguenza degli errori tollerati nella fabbricazione non si riceve. Nel fatto, è ancora, un premio che si paga. Così premio per convertire il numerario in verghe, e premio per convertire le verghe in numerario. E premio anche per cambiare oro battuto ad un conio, contro oro battuto ad un altro conio. Poichè il cambista si obbliga, o a fondere l'oro che riceve, o a spedirlo in altro paese, se si tratta di monete estere, o a conservarlo improduttivo fino a che non gli venga ridomandato per un cambio in senso inverso. Tutto ciò è naturale e giusto, poichè non si trasforma, non si converte, non si trasporta alcun bene, moneta od altro, senza fare delle spese: ma tuttociò, anzichè indebolire, non fa che mettere in evidenza questa verità assoluta che, numerario o verghe, il valore dell'oro è identico.

Nell' istesso modo che la verga vale quanto il numerario, ogni verga vale quanto ogni altra verga. Non vi può essere una quantità qualunque, pesata, d'oro puro, allo stesso posto e nel medesimo mo-

mento che valga più o meno di una eguale quantità, egualmente pesata, di oro puro. Non è dunque una parte sola dell' oro esistente che è moneta, ma bensì la totalità, ed in ogni epoca sarà sempre così, finchè l'oro sarà moneta. Non si afferma nulla di più certo, dicendo che tutto il carbon fossile che esisterà sarà combustibile, che tutto il grano sarà commestibile.

L'oro che passa per le Zecche non appartiene allo Stato: appartiene interamente ai particolari che convertono le loro vêrghe e i loro giojelli in numerario. Colui che possiede dell'oro, ha diritto di Zecca. Come il mugnajo che, salvo l'utile del mulino, rende in farina tutto il grano che gli si dà a macinare, la Zecca, salvo la ritenuta per le spese, rimette in monete, peso per peso, tutto l'oro puro che le si porta a coniare, e l'integralità di questa restituzione è attestata dall'impronta dello Stato.

Il vero fabbricante di moneta è colui che, a suo rischio e pericolo, cava l'oro dalla terra, oggi con beneficio, domani con perdita. Si vede l' oro nuovo prendere la strada più rapida, per andarsi

a confondere coll'oro antico; una parte di questo oro è fermato per strada dai giojellieri, e dai doratori. Ma tutto, assolutamente tutto ciò che resta, diventa immediatamente provvista monetaria: verghe nelle cantine, numerario nelle casse forti e nelle tasche. Che la terra dia il suo oro: l'assaggiatore, il bilanciere, il punzone aspettano al varco, esso non può sfuggire: dal momento della sua nascita, l'oro è moneta.

CAPITOLO XXIII

IL TANTESIMO MONETARIO

Se vi sono seppellitori d'oro, tanto peggio per loro. L'oro sepolto, come l'oro convertito in giojelli, non conta più come moneta, e fino al giorno in cui ricomparirà, si può considerare come ritornato alla miniera donde era uscito. Si sa a meraviglia che l'oro è sterile: e quindi si ha fretta di disfarsene acquistando altri beni, necessari, piacevoli o produttivi.

Sempre sborsato, e sempre rimborsato, pagato e ripagato all'infinito, l'oro non fa che circolare. Contato, mandatato, trassato, girato, delegato, compensato, lo si fa forzatamente passare di mano in mano, di cassa in cassa: ma esso scotta, non lo si trattiene che un istante, si getta lungi questo funesto tesoro che ruba tutte le gioje, che

rapisce tutti i profitti, i quali non si possono procurare se non cessando di possederlo. Il possesso dell'oro è un sagrificio continuo.

Ma la moneta è il bene valutante, il bene scegliente, il bene spostante, il bene che dà forma ai capitali; essa è altrettanto utile quanto la bilancia, quanto la scrittura, quanto la ruota, quanto il compasso; bisogna sempre possederne, il meno possibile, d'accordo: ma non averne affatto, è cosa insopportabile.

Tra la necessità d'averne, e il vantaggio che si ottiene a non conservarne, si fa un compromesso.

Ricchi o poveri, per i bisogni correnti, per i bisogni impreveduti tutti conservano un fondo di cassa, un fondo di saccoccia. Fondo di cassa, o fondo di saccoccia, tutta la moneta è là, non ve ne ha altrove.

Ognuno cerca di avere un minimum di moneta; il necessario. Ognuno non conserva che un maximum di moneta: soltanto il necessario. Ognuno conserva un fondo monetario, che varia secondo che variano le circostanze ed i bisogni, ma che è abitualmente in ragione della propria fortuna.

Per ciascuno, il fondo di cassa o di saccoccia è tutto ad un tempo un minimum, un maximum, una proporzionale. Ciò che è vero per ogni individuo preso separatamente, è vero per tutti gli individui presi insieme; ed è così che fra tutti i tantesimi componenti l'unità del capital generale si forma e si manifesta il tantesimo monetario.

Tutta la moneta esistente vale un tantesimo del capital generale, il tantesimo che è indispensabile di monetizzare, e che si monetizza, acciò lo scambio di tutti i beni sia praticabile.

Il materiale circolante di una strada ferrata vale un tantesimo razionale di tutta l'intrapresa. Il materiale circolante dello scambio vale un tantesimo razionale del capitale generale.

CAPITOLO XXIV

VARIAZIONI DEL TANTESIMO MONETARIO

Si suppongano soppressi i pagamenti economici: non vi sono più lettere di cambio, più compensazioni, più banche di sconto. Quale spettacolo! La moneta corre le strade e le vie! I pagamenti effettivi s'incontrano, s'incrociano su tutti i punti senza compensarsi. Tutti sono obbligati di raddoppiare, di triplicare forse, le loro provviste monetarie. Ma come raddoppiarle? come triplicarle? Non si può creare dell'oro, di punto in bianco. Dove prendere dunque la nuova provvista? La si prenderebbe indirettamente nell'aumento del tantesimo monetario. La massa dell'oro esistente sarebbe allora più necessaria di quel ch'ella sia oggi, l'oro avrebbe un maggior valore, il tantesimo monetario aumenterebbe.

Come ogni altro, il tantesimo monetario non potrebbe aumentare senza pregiudizio degli altri tantesimi, poichè tutti i tantesimi presi insieme devono sempre formare la grande unità, il capital generale.

Sia coi pagamenti economici: 500,000 in pesante d'oro il valore del capital generale, compreso 5000, d'oro, realmente esistente. Tantesimo monetario, uno per cento.

Sia: da 1 a 2 il cambiamento che deve operarsi in seguito alla soppressione dei pagamenti economici. Perchè il tantesimo monetario possa raddoppiare, bisogna necessariamente che s'innalzi a due per cento del capital generale;. bisogna che questo valga non più cento ma cinquanta volte l'oro esistente. Così il capital generale cesserebbe di valere 500,000 d'oro, e non varrebbe più che 250,000. Nulla è cambiato nel mondo, le colture, gli edifici, gli animali, le vie di comunicazione, le macchine restano ciò che erano, ma tutto vale metà meno di prima in oro, perchè l'oro ha rincarato del doppio. Tutti i beni, confrontati gli uni cogli altri, conservano lo stesso

valore di prima, è vero ; quindi non vi ha in questo alcun danno. Il danno consiste in ciò : che tutti i tantesimi produttivi diminuiscono, e che al contrario, il tantesimo sterile, il tantesimo monetario aumenta.

È per tal guisa che si aumenterebbero le provviste monetarie, senza aumentare la massa dell'oro esistente, se i pagamenti economici non fossero più praticati. Ciascuno avrebbe, in definitiva, la stessa quantità di moneta che prima aveva; ma la fortuna d'ognuno sarebbe ridotta di tutto il maggior valore, che sarebbe acquisita al bene sterile, la moneta, comparativamente al valore degli altri beni da lui posseduti.

Tutto ciò dimostra l'immenso vantaggio dei pagamenti economici. Certo, questi pagamenti economici non possono diminuire la quantità dell'oro esistente, essa resta, con loro, ciò che sarebbe senza di loro; ma è deprezzata, il tantesimo monetario è ridotto, il capital generale contiene meno di bene sterile.

Il tantesimo monetario, fortunatamente ridotto dai pagamenti economici, è intaccato anche dal-

l'aumento progressivo dell' inventario generale. Il ricco ha più moneta del povero, ma proporzionatamente alla loro fortuna rispettiva è il povero che ha più di moneta, ed è il ricco che ne ha meno. Colui che possiede per 200,000 di cui 1000 in danaro, non ha che un mezzo centesimo della sua fortuna in moneta, il resto sono proprietà, titoli, mobili, ogni sorta di beni. Quegli, al contrario, che ha 20 di fortuna, 10 in vestimenta e 10 in danaro possiede in danaro metà de' suoi averi. Ciò che è vero per ciascun individuo preso separatamente, è vero per tutti gli individui presi insieme. Dunque l'aumento della fortuna generale, cioè i campi meglio coltivati, gli edificj più solidi e più numerosi, gli strumenti più perfezionati, le derrate più abbondanti richiedono minor quantità di moneta, e per conseguenza, se nulla è cambiato nel resto, il tantesimo monetario è ridotto. Più la terra s' arricchisce, si mobiglia e si abbella e meno grande diventa la frazione sterilizzata, monetizzata.

La ripartizione della ricchezza opera in senso inverso. Si suppongano delle fortune colossali poco

numerose, pochissime fortune mezzane, un gran numero di gente interamente nella miseria. Se i ricchi, i ricchissimi, abbandonassero anche i due terzi della loro fortuna, bisognerebbe ch'essi conservassero, con poca differenza, la stessa quantità di moneta che avevano. Ma se dei poveri, in gran numero, succedendo ai beni abbandonati dai ricchi, pervenissero nello stesso tempo ad avere delle fortune mezzane, aumenterebbero necessariamente tutti, e in modo sensibile, i loro fondi di cassa e di tasca. Così, quasi nessuna diminuzione di moneta presso alcuni, e aumento indispensabile presso un gran numero. Dunque, considerato ogni cosa, aumento di bisogni monetari. Evidentemente l'epoca delle fortune medie numerose esige un tantesimo monetario più elevato, che l'epoca in cui le fortune medie sono rare, in cui le immense ricchezze di alcuni campeggiano in mezzo ad una vasta e profonda miseria.

Nessun dubbio che coll'assiduo lavoro dell'umanità l'inventario del mondo non vada continuamente aumentando: nessun dubbio, neppure, che in conseguenza della divisione delle eredità e del

l'accrescimento della popolazione, l'inventario generale non vada sempre più dividendosi in fortune medie. Diminuito per una causa, aumentato per l'altra, il tantesimo monetario ha molta stabilità.

D'altronde, l'aumento ed il riparto dell'inventario generale non progrediscono che per gradi. Sono modificazioni organiche, progressive, ma lente. Il tantesimo monetario può essere modificato, ma gli effetti non ne sono sensibili se non confrontando epoche separate da un lungo intervallo.

CAPITOLO XXV

VARIAZIONI DELLA MASSA MONETARIA

Che le miniere d'oro divengano all' improvviso straordinariamente feconde, che fiumi d' oro sieno scoperti, che l'oro abbondi, che la massa raddoppj; l' oro esistente pesava 5000, oggi pesa 10,000. Che fa l' inventario generale? Resta ciò che era, ma l'oro ha raddoppiato; anche la cifra del capital generale raddoppia. Essa si chiamava 500,000: si chiama oggi un milione. L' inventario generale valeva cento volte l'oro che esisteva: 5000: esso vale attualmente cento volte l'oro che esiste: 10,000. L'oro è raddoppiato, tutti i prezzi raddoppiano. Ogni bene vale due volte il peso d'oro che valeva prima; ma il valore di ciascun bene resta lo stesso. Il tantesimo monetario necessario, utile, voluto

dalle cose, voluto dagli uomini, non ha variato; è ancora un centesimo.

Si può anche supporre l'avvenimento opposto. Le miniere sono esauste, si è consumato in doratura, si è seppellito la metà del peso dell'oro. Invece di 5000 l'oro esistente non pesa più che 2500. L'inventario resta lo stesso, ma la sua valutazione in oro sarà 250,000 in luogo di 500,000. Il tantesimo monetario è ancora lo stesso, un centesimo.

Se una mano è posta dietro la lente di una lanterna magica, si produce un ingrandimento, sembra che la mano diventi enorme. Si sa che l'ingrandimento è fittizio, nominale, ma si rimarca tuttavia che nessuna proporzione è cambiata, che, in rapporto alla dimensione della mano, ciascun dito è nè più grande, nè più piccolo di prima. Il capital generale subisce questo ingrandimento, quando il peso del tantesimo monetario, cioè dell'oro esistente, viene ad aumentare. Allora tutti i prezzi s'innalzano; allora i prezzi che, in un tempo ordinario, avrebbero ribassato, sembrano non ribassare, e quelli che già si sarebbero alzati

montano molto più alto. È sempre la lanterna magica.

È proprio il contrario per il valore dell'oro. Con una esistenza di 5000, l'unità d'oro acquistava un cinquecento millesimo dell'inventario generale: se l'oro diventa 10,000, l'inventario generale non mutando, fa d'uopo di due unità d'oro per acquistare questo stesso cinquecentomillesimo. Dunque l'unità d'oro più non vale che la metà. Essa varrebbe, al contrario, il doppio, nel caso opposto di 2500 d'oro succedenti a 5000. L'unità d'oro allora acquisterebbe il doppio, cioè un duecentocinquanta millesimo dell'inventario generale.

Che l'abbondanza o la scarsezza dell'oro facciano montare o ribassare tutti i prezzi è una verità evidente, ammessa dappertutto e già da secoli proclamata. Il ragionamento la dimostra, l'esperienza la constata e la consacra per mezzo di fatti istorici, autentici e memorabili.

Che l'inventario generale si chiami 500,000, 1,000,000 o 250,000, il suo valore è sempre lo stesso: cento volte il valore dell'oro esistente.

Bisognerebbe dunque riconoscere che vi ha sempre oro a sufficienza nel mondo, e che non ve ne ha giammai troppo. Qualunque ne sia la massa, tutta questa massa vale esattamente lo stesso tantesimo dell' inventario generale.

CAPITOLO XXVI

VALORE REALE DELL'ORO

Il provento continuo degli strati auriferi fa sì che la massa dell' oro esistente vada sempre aumentando, ed è questo un vantaggio. Se essa non aumentasse, l' oro antico dovendo bastare a popolazioni più numerose diverrebbe più raro, più prezioso di quello che era. Colui che ha preso a prestito uno d'oro, col quale ha potuto acquistare un cinquecento millesimo dell' inventario generale, non potrebbe più, all'epoca del rimborso dell' imprestito, procurarsi questo uno d'oro da restituire, se non pagandolo molto più caro; cioè cedendo, non più un cinquecento millesimo dell' inventario generale, ma forse due: perdita per chi prese a prestito: 100 per cento.

La massa dell' oro esistente, tuttochè in au-

mento, non cresce oltre misura, ed è questo un altro vantaggio. Se l'aumento fosse troppo forte, l'oro diverrebbe troppo abbondante, troppo poco prezioso. Sarebbe allora il prestatore che subirebbe delle perdite. Egli aveva dato a prestito dell'oro di grande potenza, gli verrebbe reso dell'oro deprezzato, dell'oro di cui sarebbe necessaria una maggiore quantità per ogni acquisto.

Grazie alla moneta d'oro, il mutuatario può prendere a prestito senza timore, il mutuante può prestare con confidenza.

Ogni altra moneta sarebbe esposta, assai più che l'oro non lo sia, ad ineguaglianze di produzione, a variazioni di massa, e, per conseguenza, a variazioni di valore molto più forti e frequenti.

Ogni altra moneta produrrebbe dunque delle ingiustizie continue, ora contro chi dà, ora contro chi prende a prestito. Il commercio dei capitali non sarebbe più che un giuoco d'azzardo. Delle calamità, sarebbero sempre imminenti.

Grazie alle monete d'oro le generazioni posson trattare fra di loro. Si può fare lo scambio di

capitali da un secolo all' altro. L' oro garantisce l'equipollenza dei capitali scambiati.

Eccellente per dar forma i capitali, l'oro è, inoltre, fra tutti i beni, quello che è più proprio a valutare, scegliere, spostare tutti gli altri beni, cioè il più idoneo a compiere tutte le funzioni monetarie.

L'oro è un corpo semplice, sempre identico. Non si presta ad alcuna confusione: non è il grano del tal paese, della tale annata: non è il ferro della tale o tal altra qualità. Quando si dice che il tal bene vale tanto di oro puro, tutto è detto, la valutazione non è dubbia: quando si deve consegnare e si consegna un tanto di oro puro, il pagamento è perfetto.

L' oro puro si pesa facilmente, anche quando è combinato e fuso con altre materie, perchè l'oro può essere assaggiato: basta toccarla su di un punto, per verificare il titolo di tutta una verga, e senza fonderla, nè decomporla, si conosce la quantità esatta di oro puro che essa contiene.

La massa dell' oro esistente è di un volume e di un peso eccezionalmente comodi. Se la massa

monetaria fosse più considerevole, i pezzi di moneta sarebbero pesanti, ingombranti, poco portabili: se la massa fosse meno considerevole, i pezzi di moneta sarebbero troppo leggeri, troppo esili, poco maneggevoli.

L'oro è divisibile, la piccola economia si fa oro, e va alla Cassa di risparmio.

L'oro è fondibile e malleabile: è trasformato in numerario in tutti i regimi e sotto tutte le forme. Al crogiuolo, il Sovrano ridiventa materia bruta: poi, e senza perdite, la materia si trasforma nuovamente in danaro sul bilanciere.

L'oro è solido e resistente: è sterile, ma non si deteriora; si conserva da solo e senza spese, non arrugginisce. Entrando per metà in ogni scambio, sopravvive a tutti i valori. La prima pagliuzza che brillò agli occhi degli uomini, circola forse ancora, e circolerà più di quanto non abbia circolato.

Docile alle impronte, l'oro le conserva. Conservandole l'oro dichiara il proprio peso, il proprio paese e la propria epoca. Il danaro è una medaglia, la croce e l'esergo sono una scienza.

L'oro è facilmente riconoscibile: senza chiedere donde venga, senza vedere la mano che lo paga, un suono vibrante, un colore appariscente, un peso inimitabile, annunciano che l'oro è presente.

Con questo materiale spostante, la circolazione nulla ha a temere. L'oro cammina da un polo all'altro, rivede gli antipodi da lui abbandonati, tutti i mercati gli sono aperti, o piuttosto il globo non è che un solo mercato per lui. Inalterabile, esso traversa gli spazj e il tempo: esso è degno di suscitare la grande mutualità, la mutualità degli scambj.

Tutto l'oro è moneta, e tutto l'oro sarà moneta, ma non vi ha che un produttore d'oro, la natura. Non è dato ad alcuno di aggiungere un solo atomo a questa moneta che esce dalle viscere della terra. Il valore dell'oro non è assolutamente costante, perchè la sua massa può variare, ma la massa e il valore di ogni altra moneta sarebbero assai più variabili, e valeva certamente meglio, per la massa e il valore dell'oro, rimettersene alla forza delle cose che all'arbitrio degli uomini.

L'oro non conosce frontiere, tutti gli idiomi lo conoscono; esso rende socievoli popoli lontani, che nè colle idee, le religioni o la politica si potrebbero avvicinare. Ciò accade perchè gli scambi sono necessari, perchè la moneta è indispensabile per gli scambi, perchè l'oro è la miglior moneta per gli scambi del presente e del futuro, perchè l'oro ha la cauzione dei limiti di una regolare produzione, perchè la natura è garante. L'universo intiero si sente rassicurato.

Ogni moneta sprovveduta di garanzia naturale può circolare in un paese, ma essa vi è come bloccata, essa non può circolare al di fuori. Il mondo la disdegna.

Assai più che tutti gli altri corpi adatto alla parte così importante, così delicata, così necessaria di moneta, fosse desso il meno bello dei metalli, non fosse nè preferito dall'arte, nè cercato dal lusso, l'oro sarebbe ancora prezioso.

Perchè dunque meravigliarsi del valore dell'oro? Perchè dire che non è che un valore di convenzione, un segno rappresentativo del valore, ma senza valore per sè stesso? Il valore dell'oro

non è più misterioso del valore del ferro, del legno, del grano, di ogni altra cosa. Il valore di un bene dipende dalla massa che ne esiste, e dalla sua utilità confrontata colla utilità degli altri beni. L'utilità della moneta e dell' oro come moneta è evidente, assoluta. La misura di questa utilità è data dal bisogno che ciascuno ha di possedere una certa provvista del bene valutante, scegliente e spostante: e questo bisogno è necessariamente proporzionale alla massa dell'oro esistente, al valore dell' inventario di ciascuno, al valore dell' inventario del mondo.

Il valore dell'oro è così razionale, ch' esso valore obbedisce a tutti gli sforzi che si fanno per menomarlo. Si vuol menomare il valore dell' oro perchè l'oro non produce niente, perchè è sterile, perchè si ha interesse ch'esso valga il minimo tantesimo possibile del capital generale. Si arriva a questo deprezzamento mediante i pagamenti economici, i quali diminuiscono le provviste monetarie. Diminuire le provviste monetarie non è già far scomparire delle quantità d'oro: no; non se ne getta punto in mare, la massa resta la stessa, ma il di lei valore è meno grande.

Così, l'oro non è mai nè troppo, nè troppo poco prezioso; esso è sempre giustamente e utilmente prezioso: il suo valore è dettato da una legge di proporzionalità sovrana e benefattrice come la stessa giustizia.

CAPITOLO XXVII.

L' ARGENTO

L'oro è il più nobile, cioè il più raro e il più inalterabile dei metalli. Dopo l'oro viene l'argento. Anche l'argento serve come moneta. Le miniere hanno dato forse ottanta o cento volte più argento che oro. Questa abbondanza permette l'impiego di una quantità enorme d'argento per altro uso che non sia la moneta. Ma questa abbondanza fa sì che l'argento valga molto meno dell'oro, che esso sia meno prezioso.

Certi paesi hanno una sola moneta, gli uni l'oro, gli altri l' argento. I paesi che pagano in oro battono una quantità limitata di pezzi d' argento per i residui di saldo: ma in generale, il metallo argento non è per essi che un bene va-

lutato. L'oro è a sua volta semplice bene valutato nei paesi che pagano in argento.

Vi sono pure dei paesi, dove i due metalli sono impiegati simultaneamente come moneta. In questi paesi, per stabilire due monete fu d'uopo fissare un rapporto di valore fra l'oro e l'argento, fu d'uopo stabilire che una unità di peso d'oro vale invariabilmente un certo numero di unità di peso d'argento. Finchè l'oro e l'argento si mantengono realmente nel rapporto di valore che è stato fissato, le due monete circolano simultaneamente: ma se accade che il rapporto di valore venga a variare, in seguito ad una maggiore importazione o esportazione dell'uno o dell'altro metallo, allora, in questo paese a doppia moneta, non si vede più circolare che il metallo deprezzato; l'altro dispare, viene demonetizzato, fuso, spedito al di fuori, e qualche volta, per eccezione, viene conservato nell'attesa di un maggior valore ancora più grande. Arrivati a questo, nessuno più fa battere moneta col metallo divenuto caro, a meno che la legge non intervenga per fissare un rapporto diverso fra il valore dell'oro e quello dell'argento.

Quanto ai pagamenti fra due paesi, di cui l'uno ha soltauto l'oro per moneta, e l' altro soltanto l'argento, si tien sempre conto delle variazioni di valore che succedono fra i due metalli, assolutamente come si farebbe fra due metalli non monetari.

Il paese a moneta doppia paga sempre colla sola moneta rimasta in circolazione, quella che è deprezzata. È previsto, nessuno ha calcolato di essere pagato coll'altro metallo.

La simultaneità delle due monete è favorevole ai debitori, perchè essi hanno sempre la facoltà di pagare col metallo che ha perduto del suo valore, mentre che il creditore non ha la scelta, e deve sempre accettare il metallo che gli vien consegnato.

Quanto all'istituzione monetaria, considerata dal punto di vista generale, essa non è punto compromessa da questo impiego simultaneo di due monete.

L' argento funziona come oro ingombrante. È d'uopo talvolta un po' più, talvolta uu po' meno d'argento per fornire un valore eguale al valore

di un dato peso d'oro. Ecco tutto: tutti i beni si valutano reciprocamente, e tutte le monete fanno altrettanto fra di loro.

Se l'oro non esistesse, è evidentemente l'argento che diverrebbe moneta unica e generale. L'argento avrebbe sempre un gran difetto; esso è voluminoso e poco portatile. Se l'oro scomparisse, bisognerebbe desiderare che anche l'argento avesse a scomparire in forti proporzioni. Divenuto raro, aumenterebbe di valore; non sarebbe più ingombrante, avrebbe lo stesso merito dell'oro scomparso: ciò che torna quanto dire che se il metallo oro non esistesse vi sarebbe troppo metallo argento.

CAPITOLO XXVIII

GEOGRAFIA MONETARIA

Il tantesimo monetario del mondo non può essere che la media dei tantesimi monetari delle diverse regioni; come un tantesimo monetario regionale non può essere che la media dei tantesimi monetari individuali della regione.

Tal regione dell'Occidente produce la materia moneta. L'oro è necessariamente un tantesimo considerevole nell'inventario di questo paese. Un tantesimo monetario elevato determina ordinariamente dei prezzi poco elevati, ma qui gli effetti del tantesimo elevato sono più che controbilanciati dalla massa enorme e sempre rinnovata, che compone il tantesimo. In questo paese, l'oro ha una debole potenza, è a buon mercato, ne abbisogna molto per acquistare ogni cosa.

Tal regione dell' Oriente assorbe delle quantità di metallo prezioso, ma questo metallo non funziona come moneta, lo si nasconde sotterra. Perchè? Forse perchè il divieto di prestare ad interesse impedisce il commercio dei capitali futuri, e piuttosto che prestare senza interesse si preferisce, ed è naturale, di seppellire l'oro. Quest'oro scompare, non circola più, cessa, per così dire, d'esistere fuorchè nella memoria di colui che lo ha nascosto. Il tantesimo monetario di questo paese resta tuttavia elevato, come in tutti i paesi dove le communicazioni sono difficili e gli scambi poco sviluppati.

Tal regione del Nord è assai ricca, il suo inventario è immenso, le fortune private vi sono molto disuguali, i pagamenti economici praticati su di una grande scala. Il tantesimo monetario vi è, per conseguenza, poco alto. L'oro è meno potente che altrove, tutto pare più caro che altrove. L'abitante di questa regione che va all'estero trova che l'oro ivi compera più che nel suo paese.

Tal regione del Mezzodì è pure molto ricca, il

suo inventario è immenso, ma le fortune vi sono più ripartite, i pagamenti economici meno in uso. Il tantesimo monetario vi è più alto, l'oro è più potente che al Nord, tutto pare miglior mercato. Quando l'abitante di questa regione va nel Nord, trova che l'oro colà acquista meno che nel suo paese.

Non si espatria, non si abbandona il lavoro che fa vivere sul luogo, perchè l'oro acquista di più altrove. È questo che rende permanente la differenza nella potenza dell'oro tra un paese e l'altro. Ogni regione vive col suo tantesimo monetario come vive col suo clima, coi suoi prezzi come colla sua propria lingua.

In ogni paese il tantesimo monetario si forma razionalmente coll'utilità della moneta, confrontata colle altre utilità. Dappertutto il tantesimo monetario indigeno si difende da solo. Nessuna volontà particolare può farlo variare, perchè esso stesso, il tantesimo, è un fatto che esprime l'accordo di tutte le volontà, e di tutti i bisogni.

Come il tantesimo monetario del mondo e salvo alcune lente modificazioni organiche, i tantesimi

monetari regionali possono essere, anch' essi considerati permanenti. Può tuttavia succedere che un tantesimo monetario regionale venga ad essere fortemente scosso. Nel caso, per esempio, di un panico, provocato da grandi avvenimenti politici. Allora si dimentica che l' oro è sterile, e si ricorda che il suo valore è più stabile che il valore degli altri beni; allora si ricorda che egli è inalterabile, poco voluminoso, facile a custodirsi. Tutto si vende per avere dell' oro. La massa dell' oro resta ciò che era, ma ogni cosa vale meno di oro. È il tantesimo monetario che aumenta: se la moneta valeva uno per cento dell' inventario regionale, essa può valerne due per cento in pieno panico. L' inventario regionale cessa di valere 500,000, non vale più che 250,000 quantunque l' oro esistente sia ancora 5,000 pesi.

CAPITOLO XXIX

LE CORRENTI MONETARIE

Il tantesimo monetario del mondo suddiviso in tantesimi monetari regionali costituisce la statica della moneta. Il movimento delle masse monetarie ne costituisce la dinamica. L'oro viaggia e vi sono correnti monetarie.

Quando tutte le compensazioni sono fatte tra i pagamenti che i paesi si devono reciprocamente resta un saldo a pagare od a ricevere. Questi saldi bisogna pagarli in oro, e si pagano in oro. L'oro emigra da un paese all'altro. Il caso si avvera spesso in occasione dei prestiti che un paese negozia all'estero. Il paese che prende a prestito, esporta dei titoli che rimborserà più tardi, ma, intanto bisogna pagargli questi titoli. Se non

si presentano lettere di cambio, o compensazioni dirette o indirette, l'invio dell'oro è inevitabile ed immediato.

L'oro può emigrare, per esempio, da una regione del Mezzodì, e immigrare in una regione del Nord. In questo caso, il Mezzodì si trova con maggior copia di beni valutati che prima, e con minor copia di bene valutante: di moneta. Al Nord è l'inverso: vi sono meno beni valutati, e più moneta che prima.

Che fa il tantesimo monetario al Mezzodì e al nord? Esso resta dovunque ciò che era, ma dei cambiamenti opposti si producono nelle due regioni, relativamente ai prezzi. Il Nord avendo più di moneta che non possedesse prima, si comporta come si comporterebbe il mondo intero se l'oro fosse prodotto in maggior abbondanza. Tutti i prezzi montano. L'oro nuovo e l'oro antico riuniti formano ancora lo stesso tantesimo dell'inventario regionale. Il Mezzodì, avendo minor moneta di prima, si comporta come si comporterebbe il mondo, se si seppellisse una parte dell'oro esistente. Tutti i prezzi ribassano in proporzione

della quantità di oro che si fa emigrare. L' oro che resta forma ancora lo stesso tantesimo dell'inventario regionale.

Il ribasso dei prezzi sarebbe meno forte al mezzodì, se l' oro che ha emigrato, fosse stato dato gratuitamente allo straniero, perchè l'arrivo delle derrate, o dei titoli che questo paga aumenta la massa dei tantesimi non monetari, e l' aumento delle masse non può prodursi senza deprezzare le unità che le compongono. Al Nord, è il rovescio: il rialzo dei prezzi sarebbe meno forte, se le merci od i titoli esportati fossero stati gratuitamente dati, e se l'oro che si è ricevuto, si fosse smarrito in viaggio.

Ordinariamente l'oro non subisce che delle variazioni esterne di valore, cioè, esso non fa che riflettere in senso inverso, e una ad una, le variazioni interne del valore degli altri beni. Così, se il grano abbonda, l' oro vale una maggior quantità di grano. Se il grano è raro, l' oro ne vale una minor quantità. L' oro cambia, qui, di valore, ma solo per riguardo al grano. Esso vale ancora quello che valeva prima, in ferro, in immobili, in ogni cosa.

Ma se è esso stesso, l'oro, che abbonda o che diventa raro, allora il suo valore subisce una variazione interna: l'oro diventa più caro, o miglior mercato in rapporto al grano, al ferro, agli immobili, ad ogni cosa.

La corrente monetaria colpisce le masse monetarie di una regione, vi provoca una variazione interna nel valore dell'oro, vi determina una scossa monetaria, cioè a dire una perturbazione in tutti i prezzi.

CAPITOLO XXX

LE SCOSSE MONETARIE E IL RIALZO DELLO SCONTO

Allorchè una scossa monetaria si produce, la differenza nel valore dell'oro tra un paese e l'altro non è una differenza permanente e irriducibile, come le differenze prodotte dall'ineguaglianze dei tantesimi monetari: è una differenza accidentale, anormale, contraria alla natura delle cose, e che non può durare. L'equilibrio deve ristabilirsi; ognuno vi lavora.

Senza tener consiglio nè al Nord, nè al Mezzodì tutte le volontà sono unanimi. La parola d'ordine è data dal bonsenso. Che fa il Mezzodì, la regione ove l'oro è rincarato, ove i prezzi sono ribassati? Cessa di importare le merci del Nord, merci che dovrebbe pagare con dell'oro divenuto

più prezioso. Si astiene, sopratutto, di prestargli dei fondi. Come mai il Mezzodì, che ha poca moneta, presterebbe al Nord che ne ha molta?

Nello stesso tempo che sospende le sue compere e i suoi prestiti all'estero, il Mezzodì cerca di esportare egli stesso delle merci, e di importare dell'oro, di questo oro che è divenuto a buon mercato al di là delle frontiere. Tutti i negozianti, tutti i banchieri agiscono coll'istesso scopo; ci va dell'interesse di ognuno, ci va dunque della salute pubblica; breve, il paese, tutto quanto, sente che è necessario di arrestare l'uscita dell'oro, o, per meglio dire, sente che farebbe delle cattive compere, che presterebbe a cattive condizioni, se in quel momento acquistasse, o prestasse al paese dove l'oro è abbondante.

Ogni cosa ribassa dunque al Mezzodì: i titoli, gl'immobili, le derrate. Coloro che hanno bisogno di oro sono obbligati di pagarlo più caro; cioè di dare, in compenso, un altro bene in più grande quantità dell'ordinario. Coloro che vendono dei crediti sono obbligati di venderli a miglior mercato del solito. Coloro che fanno scontare le let-

tere di cambio, gli effetti all'ordine, sono obbligati di sopportare uno sconto più forte di quello dei tempi normali. Nulla di più inevitabile.

Un mercante di ferro ha venduto, prima della scossa monetaria, una data quantità di ferro, contro 100 d'oro, in un effetto all'ordine, scadente fra tre mesi. Naturalmente, vendendo a tre mesi, ha fatto pagare il ritardo al suo compratore. Egli avrebbe dato il suo ferro per 99 d'oro, a contanti; l'ha dato invece per 100, a tre mesi, perchè lo sconto corrente è a 4 per cento all'anno, ossia 1 per cento per tre mesi.

Il compratore ha dunque firmato questo effetto di 100 a tre mesi.

Tutt' a un tratto la scossa monetaria si dichiara. Lo sconto si alza ad 8 per cento all'anno, o 2 per cento per tre mesi. Il mercante di ferro non trova più che 98 d'oro, se fa scontare l'effetto di 100. Avrebb'egli ragione di lagnarsi, d'accusare qualcuno? Niente affatto. L'uno per cento di più preteso dallo scontatore non è un aumento d'interesse, è un premio in favore dell'oro attuale che è raro, e in svantaggio dell'oro

differito, che sarà di una abbondanza, probabilmente ordinaria. Per dir tutto, il mercante di ferro, coi 98 d'oro che riceve, potrebbe riacquistare lo stesso ferro ch'egli ha venduto. Il ferro era venduto 100, ciò che costituiva 99 riducendo l'operazione a contanti: ma, presentemente l'oro è rincarato, e l'oro non ha potuto rincarare che deprezzando tutti gli altri beni, il ferro è dunque caduto a 98. Se il mercante avesse venduto a contante, la sua operazione sarebbe stata liquidata a 99: ma egli ha venduto a termine, egli solo deve sopportarne le conseguenze. Vendere del ferro a termine torna appunto lo stesso che comperare dell'oro a termine e acquistando dell'oro a termine, non s'acquista il diritto di rivenderlo, a prezzo fisso, avanti la scadenza.

Forse che il mercante di ferro rende conto dell'utile ch' egli realizza, quando si trova in una situazione opposta? Perochè gli accade anche di vendere del ferro quando l'oro è raro. Quel giorno se lo sconto vale 8, egli fa firmare al suo compratore un effetto di 100 a tre mesi, e gli consegna tal quantità di ferro che vale 98 a contanti. Poi,

se ad un tratto lo sconto cade a 4, e ch'egli fa scontare il suo effetto di 100, egli riceverà 99 e non solo 98, che basterebbero per fargli ricuperare il suo prezzo di vendita.

La verità è che quando si vende a termine, si è ancora soggetti al deprezzamento delle merci vendute, se questo deprezzamento è cagionato dal rincaro dell'oro. Non si cessa di correre rischio se non il giorno in cui l'impegno assunto dal compratore è scaduto e estinto. Quando si possedono degli effetti all'ordine si deve: o aspettare l'oro futuro ch'essi promettono: o, se si vuol vendere questo oro futuro contro oro attuale rincarato, pagare due differenze: 1.° la differenza del tempo, cioè lo sconto ordinario: 2.° la differenza di valore, tra l'oro che è raro, e l'oro che non sarà raro, cioè lo sconto supplementare.

Puolsi, in una annata di cattivo raccolto prendere a prestito del grano, per renderlo l'anno venturo, sacco per sacco, e non pagare, in questo scambio, che degli interessi al tasso ordinario? Certamente no, perchè l'agricoltore darebbe un grano raro, di gran valore, e riceverebbe, in

compenso, un grano d'abbondanza, e d'un valore probabilmente consueto. Gli interessi al tasso ordinario non lo indennizzerebbero della differenza tra il prezzo del grano dato, e il prezzo del grano reso.

Il valore dell' oro non è così mutevole come il valore del grano o degli altri beni, ed è perciò che venne preso l'oro come moneta. Però, malgrado che l'oro sia una moneta insuperabile non ne segue ch'esso sia assolutamente immobile nel suo valore. L'immobilità di valore suppone nello stesso tempo l'immobilità di tantesimo, e l'immobilità di massa; supposizione assurda, fatto impossibile.

Ma non si può dire che il valore dell' oro è soggetto a variazioni senza riconoscere che se in tempo di variazione si scambia dell'oro futuro contro oro presente, bisogna, per stabilire la equivalenza, tener conto non solo dell'interesse, ma altresì della differenza tra il valore dell' oro che si cede, e quello dell' oro che si riceve.

Non si garantisce più, oramai, il prezzo del pane ai poveri: devesi garantire il prezzo dell'oro ai ricchi?

Felici, tuttavia, gli scontati quando una scossa monetaria si manifesta. Il deprezzamento è generale, rovinoso. Non si possono vendere nè titoli nè derrate, senza perdite enormi. Si vendono, invece, le lettere di cambio, e gli effetti all'ordine, senz'altro danno che alcune settimane di sconto, calcolate a un tasso annuale più alto. Se tutti potessero traversare la scossa monetaria a simile condizione bisognerebbe esserne arcicontenti.

Il rialzo dello sconto, durante la scossa, è un fatto spontaneo, altrettanto spontaneo, quanto la scossa stessa. Esso è una manifestazione naturale della correlazione d'equilibrio, che esiste fra tutti i valori; esso è nell'istesso tempo una domanda di soccorso monetario, che i paesi dell'estero intendono sempre.

Nel Mezzodì i prezzi si abbassano, e rialza lo sconto: tosto, gli occhi sono volti e le braccia sono tese verso il Mezzodì. Il Mezzodì vende a buon mercato le sue derrate, dà a basso prezzo i suoi propri titoli, e i titoli stranieri che ha in portafoglio: si compera da lui. La divisa Mezzodì (lettera di cambio, o biglietto all'ordine) è sotto-

messa ad uno sconto assai lucroso, l'estero si fa scontatore del mezzodì, e per conseguenza suo debitore immediato. Ma l'estero non trova come pagare il suo debito per via di compensazione, attesochè il mezzodì, attaccato dalla scossa monetaria ha rallentato tutte le sue importazioni, e nulla deve all'estero. L'estero non può liberarsi che mandando denaro o divise estere. Ma queste divise sono esse pure danaro pronto, perchè il Mezzodì, non avendo alcun pagamento da fare all'estero, non può che spedirle ai paesi che devono pagarle: esso ve li manda infatti, ve le fa scontare, e si fa rimettere il numerario. L'oro arriva, l'equilibrio generale si ristabilisce, e la scossa passa.

E se qualche imprudente volesse impedire il rialzo naturale e salutare dello sconto, gli bisognerebbe offrire dell'oro rincarato, al basso prezzo che valeva prima del rincaro. Allora tutti i portafogli si vuoterebbero, tutti i detentori di lettere di cambio si presenterebbero in folla allo sconto.

Se egli continua a fornire dell'oro a basso prezzo,

lo scontatore sarà ben presto a secco. Ma la vertigine lo domina; egli ha promesso di scontare a buon mercato, vuol persistere: egli paga in biglietti di banca. Questi biglietti sono rimborsabili in oro e a vista. Lo scontato va al rimborso. Egli conosce a meraviglia la situazione: il danaro essendo caro, egli sospendeva i suoi acquisti all'estero: ma gli si dà dell'oro a buon mercato, ed egli ne approfitta, continua le sue compere e i suoi prestiti all'estero. Il paese mancava di oro, ed ecco che l'oro continua ad emigrare.

Lo scontatore aumenta il suo capitale, vende i titoli, le rendite di cui è proprietario, egli ne aveva perfino venduto in anticipazione, prevedendo la scossa; egli vende ancora, sempre; ma che? L'oro che gli arriva non aumenta per nulla le risorse monetarie del paese; è dell'oro che entra in una cassa, ma che esce dall'altra o che passa semplicemente da un conto all'altro: la penuria generale è ancora la stessa con questo aggravamento, che l'oro viene a trovarsi nel posto più pericoloso, nelle mani di un prodigo, che lo dà troppo buon mercato, e che spinge così ad una nuova esportazione.

L'imprudente scontatore incomincia a dubitare di sè stesso, vorrebbe sceverare gli effetti che gli vengono presentati per lo sconto, non prenderne che una parte, rifiutare gli altri col pretesto che sono cattivi. Se ne faranno di buoni, le case più potenti dell'estero trarranno sulle case più potenti dell' interno. L'utile è certo: si è aperto un granajo d'abbondanza, vi si vende l'oro a ribasso: si ha bene il diritto di comperarne, se lo si paga il prezzo stabilito.

Con questo lavoro, le provviste monetarie del paese sono presto intaccate. L'allarme è dato. La folla accorre, e, biglietti alla mano, essa ridomanda imperiosamente, essa esige il suo oro. Lo scontatore è costretto di confessarsi impotente: Sta per cadere: ma la sua caduta schiaccerebbe troppa gente; sarà tenuto in piedi sulla gruccia vergognosa del corso forzato.

La scossa monetaria non si manifesta quasi mai in un sol paese. Ordinariamente parecchi paesi vicini la subiscono nell'istesso tempo, sotto l' influenza di una forte esportazione di metallo prezioso, che viene trasportato in una regione lon-

tana. Allora questi paesi non ne costituiscono che uno, al punto di vista monetario. Il ribasso dei prezzi vi è comune a tutti, tutti i listini, segnalano dei corsi discendenti, le lettere di cambio subiscono in tutti questi paesi contemporaneamente uno sconto più elevato, perchè l'oro vi è dappertutto rarissimo e preziosissimo. Tutto ciò è inevitabile. Il fenomeno contrario si produrrà in tutti questi paesi, quando l'oro vi ritornerà, non importa da quale parte del mondo. Rialzo generale di tutti i prezzi, deprezzamento dell'oro, ribasso dello sconto.

Evidentemente se un paese pretendesse scontare a buon mercato quando più regioni subiscono la medesima scossa per mancanza d'oro, non andrebbe molto lontano. Esso sarebbe solo, contro tutti; solo, contro la gravitazione universale. Tutto il suo oro partirebbe con una velocità spaventosa. Ebbene, il paese che perde il suo oro; che non ha più per moneta che della carta, discende ben basso. Le transazioni soffrono all'interno: ed ogni potenza d'acquisto, ogni facilità di prendere a prestito, ogni possibilità di prestare sono compromesse al-'estero.

Le scosse monetarie sono accidenti di forza maggiore ed i rimedj che vengono contro di esse suggeriti non sono rimedj. Che si aumenti il capitale delle Banche; ch'esse realizzino tutti i loro titoli; che ricevano un insperato soccorso per la scoperta di qualche gran tesoro sepolto; ogni cosa è vana se lo sconto rimane stazionario. Non è versando dell'acqua in un canale, dove delle fughe si sono manifestate, che si ristabilisce il livello: ma bensì chiudendo subito le fughe d'acqua. Se il danaro continua ad uscire, sili ripieni d'oro sarebbero inghiottiti. Scontare al disotto del tasso naturale, è sfidare la tempesta, è gettarsi nell'abisso, e trascinarvi gli altri tutti.

Dovunque, e sempre il principio del tantesimo monetario governa i prezzi, col rigore della regola del tre.

Esportazione d'oro, importazione di derrate, o di titoli, è il ribasso dei prezzi. Importazione d'oro, esportazione di merci, o di titoli, è il rialzo di tutti i prezzi.

Soli i popoli civili sanno cosa sia una scossa monetaria e possono studiarla. Le nazioni rozze

non dubitano menomamente che l'oro, viaggiando, produca effetti così considerevoli: esse non sanno neppur che sia una esplosione di gaz, un disguido di locomotiva, un telegrafo infranto.

Le variazioni nella massa dell'oro, le perturbazioni nei prezzi, i soprassalti nel tasso dello sconto cagionano delle sventure, è vero: ma bisogna saperle sopportare, perchè sono inevitabili, e serbare i mezzi d'azione per lottare contro dei mali che si ponno prevenire, o che si ponno riparare.

Le scosse monetarie sarebbero sconosciute se il commercio fosse ristretto, timido, ermeticamente bloccato in ciascuna regione da dogane insormontabili, che nulla lasciassero entrare, e nulla uscire, nè oro, nè merci. Le scosse monetarie sono invece più frequenti dopo che il commercio tra i popoli è meno contrariato dalla ragion di Stato, dopo che i mezzi di comunicazione più sicuri e più rapidi hanno fatto nascere degli scambj più numerosi e più importanti fra i paesi separati da grandi distanze.

Non si potrebbe prevedere la scomparsa delle

scosse monetarie, senza prevedere dapprima come possibile una estrema intensità delle cause stesse che le provocano. Bisognerebbe che le comunicazioni fra tutte le parti del mondo divenissero infinitamente più rapide di quello che sono. La velocità avendo il sopravento sullo spazio, sarebbe come se la sfera terrestre fosse divenuta più piccola. Tutti i popoli si troverebbero col fatto assai più riavvicinati di quello che oggi siano. Allora, non vi sarebbero più scosse monetarie in un universo, che non sarebbe se non una città. L'oro cesserebbe di viaggiare.

Che accadrebbe se, per ipotesi, l'oro uscito da una regione, o da più regioni adjacenti non fosse sostituito da oro novello? Dopo un certo tempo si abituerebbe al tantesimo monetario composto da una massa ridotta di oro, e si conserverebbero i bassi prezzi, imposti dalla emigrazione dell'oro. Ma lo sconto ritornerebbe al suo tasso ordinario; perchè, cessando di prevedere il ritorno dell'oro, si cesserebbe di considerare l'oro presente come più raro e più prezioso dell'oro futuro.

CAPITOLO XXXI

LE BANCHE DI SCAMBIO E LA SOPPRESSIONE DELLA MONETA

Dal momento che l'uomo scambia delle parole, egli non può a meno di farsi un dizionario e delle regole grammaticali. Dal momento che l'uomo scambia dei beni, egli non può a meno di farsi una moneta, e delle regole di valutazione.

Non si è mai scoperto un paese che non avesse un sistema monetario, stabilito da tempo antichissimo.

L'istituzione monetaria è ammirabile. Un solo bene, il bene-moneta serve a valutare, scegliere, spostare tutti gli altri: e questo stesso bene fa dell'inventario generale un insieme di capitali.

Tuttavia l'istituzione monetaria ebbe degli av-

versari. Il desiderio di portar rimedio ai mali, di cui soffre l'umanità, ha provocato delle ricerche sui meriti di tutte le istituzioni. La moneta è divenuta sospetta. Si è studiata la miseria ed il lavoro; e si attaccò una piccola porzione dell'inventario generale, la moneta, quasi che ella c'entrasse per qualche cosa nel riparto dell'inventario generale e nelle condizioni del lavoro. La moneta fu accusata di nascondere delle ingiustizie; la felicità suprema doveva consistere nel farne a meno.

Là è l'origine delle Banche di Scambio.

Ministri, i quali erano illustri dotti, accordarono il loro patrocinio alla fondazione di uno stabilimento destinato a sviluppare lo scambio diretto dei beni senza raddoppiare l'operazione coll'intromissione della moneta. Questo stabilimento venne chiamato Banca d'intervenzione. Mezzo secolo dopo si videro apparire degli stabilimenti analoghi, sotto la denominazione di Banche di scambio.

Codesti stabilimenti fanno appello ai beni non monetari, che si vogliono scambiare gli uni contro gli altri. L'appello non è mai ascoltato, perchè se si

dà in scambio il bene che si possiede, è per avere moneta, cioè il bene che permette immediatamente di scegliere a volontà fra tutti i beni quel bene che si cerca, e di sceglierlo in ogni mano, in ogni luogo e in ogni tempo: non è già per limitarsi ad acquistare solo alcune derrate, esposte da alcuni venditori in alcuni stabilimenti; derrate, di cui non si sa qual uso fare, e di cui bisognerebbe ancora disfarsene. Se alcune merci si presentano, nessuno ne vuole: sono merci in ritardo, fabbricate mal a proposito.

Tale è la sorte delle Banche di scambio. Sarebbe meglio confessare che se vi sono articoli invenduti, non è mai perchè la moneta manchi sul mercato, è perchè essi non sono convenienti per nessuno. Si potrebbe raddoppiare o triplicare la moneta esistente, o sopprimerla, che questi articoli rimarrebbero sempre in magazzeno.

Suppongasi scomparsa la moneta, e la banca di scambio in pieno qɔerederec esercizio. Èa si faranno gli scambj in modo migliore, che si faranno maggiori scambj? che i bisogni inversi e reciproci saranno meglio soddisfatti? Illusione

profonda. La scomparsa della moneta è l'apparizione del baratto, cioè lo scambio diretto, informe, difficile, avventuroso, ribelle alle valutazioni, ribelle alle suddivisioni, scambio respinto con ragione perfino dai barbari.

Nulla vieta del resto di barattare quando la rara occasione si presenti, e nulla vieta di sdegnare questo grande stromento degli scambi, la moneta. E neppure nulla vieta di sdegnare il vapore o la elettricità.

È buona cosa essere l'avvocato di tutti gli sfortunati, e nemico di tutte le iniquità: non si è però di alcun soccorso ad alcuno, e non si spande alcuna luce attaccando ciò che il genio umano ha fondato di più utile, di più imparziale, la moneta.

CAPITOLO XXXII.

LA MONETA TERRITORIALE
E IL BIGLIETTO FRUTTIFERO

Più di una volta si è pensato a sostituire l'oro con una nuova moneta.

Fra le altre invenzioni, si è immaginato di monetizzare il bene meno atto a valutare e a pagare gli altri beni: la terra.

Valutare coll'oro è facile: non vi è che un oro, sempre eguale a sè stesso, sempre identico in tutte le sue molecole. Si ha, al contrario, una innumerevole varietà di terra, le une differenti dalle altre, le une valenti molto più o molto meno delle altre, e le une e le altre mutevoli spesso di valore. La terra-tipo capace di valutare gli altri beni non esiste.

Pagare coll'oro è assai semplice. Si fa passare da una mano a un'altra il metallo, per quantità esattissime, e tutto è fatto: la liberazione è compiuta, lo scambio è veramente consumato. È, al contrario, una operazione ben lunga, quella di trasmettersi una terra. E poi, la terra non è molto divisibile. Poi, bisogna coltivare, amministrare. Insomma, la terra non può servir di moneta.

Ma, si dice, non si pagherà colla terra effettiva, si pagherà con un titolo rappresentante la terra, con una carta territoriale. Che può dire questa carta? Se dice: « Buono per una superficie di terra della tal dimensione » la difficoltà resta la stessa. Bisogna valutare gli altri beni con delle superfici di terra sconosciuta, bisogna ad ogni momento, accettare in pagamento della terra, che non s'è mai vista, che è più o men bene situata. Se la carta dice: « Buono per la tal somma, garantita dalla terra » e allora non è più la terra che fa ufficio di moneta, è l'oro, e questa carta altro non è che un titolo di credito.

La terra dà dei prodotti. A chi devono essi appartenere? Se appartengono a chi emette la

carta, egli godrà di due capitali, invece di uno solo che possedeva: perchè avrà i prodotti della terra, e avrà i prodotti di tutti i beni che acquisterà coll'emissione della carta. È inammissibile. Se il pubblico accettasse questa moneta, l'emittente non avrebbe che a continuare le sue emissioni per acquistare gratuitamente tutti i beni esistenti. Sarebbe la confisca generale. E se i prodotti sono devoluti al portatore della carta, allora questa diverrebbe una vera obbligazione fondiaria. Può essere un titolo eccellente, ma non è una moneta.

Si può dir altrettanto di tutti i biglietti fruttiferi, che furono proposti come moneta. Il biglietto fruttifero produce degli interessi, degli interessi che non possono essere staccati e percetti che a certi giorni, più o meno lontani. Di più, questo biglietto aspetta degli interessi periodici, dei veri godimenti annuali o semestrali, più o meno rimuneratori, e assicurati per un tempo più o meno lungo. Ciascun giorno, e a ciascun pagamento bisogna cominciare dall'apprezzare, e calcolare, ciò che vale il doppio accessorio: gli interessi acqui-

siti, ma non scaduti, e il diritto agli ulteriori interessi. Essa ha dunque bisogno di farsi essa stessa valutare questa pretesa moneta, questa elastica misura, di farsi valutare dalla moneta sterile, dalla misura fissa, dall'oro, ch'essa pretende rimpiazzare.

Emesso dalle banche di sconto, e facilmente convertibile in moneta, il biglietto fruttifero può assai bene convenire ai capitali flottanti. Tra l'acquistare questo biglietto o versare delle somme in conto corrente alle banche di sconto non vi ha alcuna differenza, se non se che col biglietto si possiede un credito indivisibile, e che col conto corrente si può a volontà staccare dei chèques mandat giri, fino a concorrenza del credito.

Moneta territoriale o biglietto fruttifero, rendita temporaria, o rendita perpetua, per quanto solido sia il pegno, non sono che titoli di credito, e come tali sprovvisti di ogni capacità valutatrice, e pagant L'oro non è un credito, è un bene per sè stesso, e trasporta con sè tutto intero il suo valore.

Ogni macchina è una combinazione dell'intelli-

genza. Per costrurla abbisognano dei materiali che entrano nella combinazione, ma che non sono la combinazione medesima. È lo stesso colla istituzione monetaria, combinazione che consiste nel prendere un bene per valutare e pagare tutti gli altri. Questo bene non si può crearlo, bisogna prenderlo, e là solo dove si trova; nell'inventario generale; non già nei libri d'un debitore e nell'immaginazione di un contabile.

CAPITOLO XXXIII

LA SPESA MONETARIA

Quanto costa alla comunità il servizio monetario? Contando a 5 per cento all'anno l'interesse perduto sulla moneta, e supponendo che la moneta esistente valga pure anche un centesimo del capitale generale, la spesa annua di 5 si ripartisce su 10,000, di capitale, ciò che fa uno su 2000. Ma se l' inventario generale, cioè, l' insieme di tutti i beni esistenti vale, per ipotesi, 500,000, pesi d' oro, il bilancio generale, che comprende tutti i debiti e tutti i crediti, presenta una cifra assai più elevata. — I debiti e i crediti, enorme massa di promesse, di obbligazioni, di cartelle, di ipoteche, di lettere di cambio, e di titoli di ogni sorta, non aumentano per nulla, è vero, il valore

dell'inventario generale, essi non constituiscono che una specie di cadastro personale del valore di esso inventario. Avviene di tutti questi titoli quello che succede delle azioni di una ferrovia; si possono vendere, cedere, dare in pegno; si può riunirle in una cassa con altre obbligazioni, ed emettere, in compenso, delle nuove azioni: tutto ciò riguarda i proprietari; ma la proprietà, la strada ferrata resta ciò che era. Nondimeno e quantunque i debiti e i crediti non aumentino l'inventario generale, essi danno luogo a degli scambi innumerevoli, dove la moneta entra ancora per metà. E se si fa una sola somma della somma di tutti i beni, e della somma di tutti i debiti e crediti che si scambiano annualmente, e se si ripartisce prorata sul valore di tutti questi scambi la spesa monetaria prodotta nell'annata dalla perdita degli interessi su tutto il valore di tutta la moneta esistente, si trova sicuramente che la spesa monetaria afferente a ciascuno scambio è affatto insignificante.

Bisogna dunque affermarlo; nessuna invenzione umana è più utile che la moneta, nessuna istituzione sociale impone minor spesa che la moneta.

Non si chiegga alla istituzione monetaria ciò ch'essa non può, nè deve dare. Il suo cómpito è di rendere praticabili, perfetti, poco costosi gli scambi, grandi o piccoli, ma essa non dà a nessuno nè la ricchezza, nè la miseria. Che si sopprima la moneta, o che se ne aumenti la quantità quanto si vorrà: nè i ricchi, nè i poveri non se ne troveranno nè meglio, nè peggio, gli uni comparativamente agli altri; imperocchè l'inventario generale resterà lo stesso, e non è la moneta che decide del suo riparto.

CAPITOLO XXXIV

IL CREDITO

Lo scambio è un fatto tanto antico quanto il mondo. Il credito è una parola, relativamente nuova. Ma quali successi non gli vennero creati, qual concerto di acclamazioni? Il credito opera prodigi: non vi ha che diffonderlo, organizzarlo, ed esso ne produrrà di immensamente più grandi. Questo è quel che dicono.

Che cosa è il credito? È la possibilità di prendere capitali a prestito per la fiducia che si inspira. Ebbene, questa possibilità è rara, assai rara. Che si esaminino davvicino le operazioni oggi qualificate operazioni di credito, e si vedrà ch'esse sono generalmente dei semplici scambi. Il credito, la fiducia, nella maggior parte dei casi, non c'entrano per nulla.

L' istituzione monetaria ha fatto dell' inventario generale un gran capitale, ed ha fatto dei capitalisti, cioè delle persone che non vogliono possedere un bene speciale, ma bensì un lotto del capital generale. Che fanno questi capitalisti? Essi prestano su ipoteca. L'immobile è più che bastevole per garantire il capitale prestato. Basta tanto, che il capitalista non ha nemmeno bisogno di fare inchiesta sulla moralità di colui che prende a prestito.

Vendere un immobile e non ricevere che una parte del prezzo è una operazione che si pratica assai sovente, perchè si ha privilegio di venditore sull' immobile per tutta la somma che resta dovuta. Ebbene, il capitalista che presta su ipoteca ha lo stesso privilegio, ha privilegio di venditore. Costituendosi creditore sotto questa forma, egli non si fida che all'immobile, ed anche in questa operazione egli apporta una grande riserva, perchè non anticipa che la metà, o i tre quarti del valore dell' immobile a segno che il proprietario, essendo proprietario corre egli i rischi del deprezzamento, e che il prestatore, essendo prestatore,

non ne corre alcuno. È fiducia codesta? è credito codesto?

Il prestito ipotecario è in realtà uno scambio di capitali a contante. È da mano a mano; l'uno versa il danaro, l'altro trasferisce l' immobile. Se allo spirare del termine, l' ipotecato non soddisfa l' impegno assunto di disfare lo scambio, di riprendere l' immobile, e di restituire il danaro, il prestatore avrà bensì qualche formalità da compiere, ma egli è pagato, e pagato fin dall'origine: perchè l'anima dell' immobile è già sua proprietà.

Ciò che è vero per le ipoteche, è vero egualmente per tutte le operazioni su pegno. I monti di pietà, i magazzeni generali, i compratori di fondi pubblici sono proprietari per anticipazione degli oggetti dati in pegno, e del prodotto delle imposte.

Il proprietario che affitta la sua casa non fa credito che di un trimestre: qualche volta gli si paga perfino l' affitto anticipatamente; e tutti i mobili che vengono portati nella casa sono sua proprietà, se non gli si paga l'affitto.

Gli operai, i funzionari che non sono pagati

che in capo alla settimana, od al mese, fanno credito, ma è un credito senza importanza. Sarebbe troppo incomodo il rendere quotidiano il pagamento degli onorari.

L'emissione d'azioni o d'altri titoli è dessa una operazione di credito? Niente affatto. Si comincia dal chiedere un versamento, che garantisce ampiamente dei versamenti complementari. Il sottoscrittore che, all'epoca voluta non fa questi versamenti complementari decade dai suoi diritti. Si fa il versamento per lui, e si vende il titolo per suo conto. Il credito entra così poco in queste emissioni che, assai spesso l'emittente non conosce neppure i sottoscrittori, i titoli essendo al portatore.

Si sa che i chèques, (mandati o giri) che la delegazione, che la compensazione sono dei pagamenti economici, e non atti di credito.

Si sa a che si riduce il credito in fatto di lettere di cambio, e di effetti all'ordine. Le stipulazioni sono così severe, che uno si considera già come pagato se ha potuto regolare in effetti all'ordine una rivendicazione qualunque. Il debitore

è allora trasformato in cassiere, e se la cassa è sguarnita il giorno della scadenza, il cassiere è messo al bando dal commercio. È fiducia codesta? È credito codesto?

Si fa veramente credito quando si vendono delle merci su fattura, ma è un credito di merci, sulle quali si ricavano, non degli interessi, ma dei grossi benefizi; o merci di scarto, di cui si vuole disfarsi, vendendole anche a credito.

Due scommettitori, che non depositano la somma scommessa, e che aspettano il futuro avvenimento, da cui dipende il guadagno o la perdita, fanno credito. Si fa questo credito, perchè è reciprocamente simultaneo, pei due scommettitori, e perchè si giuoca.

Qualche volta, nella speranza di salvare qualche capitale periclitante, si anticipa del danaro; si fa credito, ma è contro voglia; si sarebbe felici di poter sfuggire a questa trista necessità.

Insomma, il vero credito, il credito di fiducia, quello che consiste nello sborsare un capitale sonante per prestarlo ad interesse contro semplice garanzia personale, non ha luogo che eccezio-

nalmente, e non è un affare, è un atto di amicizia.

Il merito dei tempi moderni non è di aver diffuso il credito, ma di aver migliorato, accresciuto, perfezionato, moltiplicato le vie di comunicazione, i mezzi d'informazione, i punti d'incontro. Lo scambio dei beni e dei capitali è divenuto assai più facile, più semplice, più rapido. E per vendere, e per comperare, il mercato è migliore di quello che era. Ma in realtà, il credito non si è esteso, e non può estendersi. Il pericolo è troppo grande.

Degli uomini intraprendenti, di una capacità riconosciuta, fanno appello ai capitali individuali, li riuniscono in capital sociale, e fanno grandi cose. Ma questi capitali non sono dati loro in prestito. Restano proprietà degli azionisti, degli azionisti che fanno amministrare una parte dei loro beni dalle Società, come affidano la gestione di un'altra parte a ragionieri, a notaj, a procuratori qualunque.

Nel fatto di essere associato, nel fatto di commanditare non c'è ombra di credito. L'associazione è uno scambio di capitali. Si dà un capi-

tale individuale, e si riceve istantaneamente una porzione di capitale sociale.

V'ha di più: lo sviluppo delle intraprese per azioni è una circostanza che si aggiunge alle altre per sviare i capitalisti dal credito. Prestare un capitale sonante su garanzia personale, correre i rischi di mancato rimborso, e non avere alcuna parte degli utili in caso di successo! Vi si decide a gran fatica: è assai più preferibile di mettere il suo capitale in società, in accomandita: se si corrono dei rischi, vi sono pure delle probabilità di utili, e si resta proprietarj di una porzione del capital sociale.

Fra le Società per azioni, ve ne sono di quelle fondate espressamente per servire da intermediarie fra i capitali da scambiare: capitali fondiari, flottanti, od industriali, ripartiti essi stessi per azioni. Questi stabilimenti sono utili; ma, è a torto, che si chiamano Società di Credito. Gli antichi avrebbero dato loro un nome più pittoresco e più vero: Monti di Capitali.

Si ricerca l'organizzazione del credito, come altre volte si cercava la pietra filosofale. Che si

tenti dunque di reclutare il personale. Accorreranno quelli che vogliono avere a prestito, ma quelli che dovranno sborsare il danaro dove trovarli? I particolari e gli stabilimenti rifiuteranno sempre di prestare ai terzi su semplice garanzia personale; a meno di esservi eccezionalmente determinati dall'attaccamento o dalla beneficenza. Si può sperare, si può volere organizzare il credito su queste basi?

Quanto alla comunità politica, Stato, Provincia, o Comune, lungi dal distribuire prestiti, essi non possono che accattar mutui, vendendo i tributi pubblici sotto forma di cartelle di rendita.

Il credito non è una Terra Promessa. È bene convincersene, e condursi a seconda.

Non è il credito che migliora le fortune; è il lavoro, l'attività, la capacità, la previdenza, l'economia, l'energia, la costanza, a meno che non sia lo azzardo di un tesoro trovatizio, o di una eredità.

CAPITOLO XXXV

LE BANCHE D'EMISSIONE E L'ORO SUPPOSTO

L'insurrezione contro la moneta e contro l'oro avendo fallita, si gittarono nella opposta via. Dissero: l'oro è un bene: bisogna dunque averne molto. La natura fa l'oro, anche la mano dell'uomo ne farà.

L'antica cassa di deposito, istituita contro l'alterazione della moneta fu lo stromento di questa nuova esperienza.

L'antica cassa di deposito riceveva l'oro in custodia, e il depositante poteva o farsi aprire un conto personale di deposito o ritirare dei certificati al portatore d'oro deposto. Se aveva un conto, egli ne disponeva col mezzo di mandati e di giri. Se ritirava dei certificati, egli poteva uti-

lizzare il suo oro, sia coll'effettivo incasso, sia cedendo ad altri il certificato stesso. La cassa di deposito conosceva i depositanti, che avevano conti personali; essa non conosceva gli altri, i portatori di certificati, ma essa custodiva egualmente intatto l'oro degli uni, e l'oro degli altri.

Che diventa l'oro deposto, quando la cassa di deposito si trasforma in banca di sconto? I titolari dei conti correnti; cessano di essere depositanti; si fanno creditori dunque la Banca che paga loro degli interessi può disporre di quest'oro per fare degli sconti. Ma i portatori di certificati di deposito non sono in questo caso; non si paga loro interessi; essi sono più che creditori, sono depositanti, e l'oro deposto appartiene ad essi, è sacro.

Possono le Banche disporre dei titoli che vengono deposti nelle loro casse? No. Sta scritto in ogni codice che il depositario deve, non solo rendere, ma custodire la cosa che ha ricevuto in deposito. Malgrado ciò, si imprese a disporre dell'oro deposto dai portatori di certificati. Poi, dal momento che si lasciavano circolare i certificati,

dopo aver disposto del deposito, venne deciso di emettere dei certificati di deposito, dei biglietti di banca, senza aver ricevuto deposito di sorta. Non v'era in ciò nessuna differenza. Erano egualmente dei biglietti di banca a scoperto, era moneta fiduciaria.

L'abuso è diventato uso, l'uso è diventato legge, e spesso privilegio. Le Banche che battono la moneta fiduciaria si chiamano Banche di emissione. Per dar del peso a questa moneta si fa la promessa di rimborsarla in oro, ad ogni richiesta. Si promette con ciò quello che si sa con certezza di non poter mantenere.

Vi è tal banca privilegiata che ha gettato e che tiene in circolazione dei biglietti il di cui ammontar è forse eguale al quinto della moneta metallica che esiste nel paese. Che possiede questa Banca, per far fronte all'impegno preso di rimborsare a vista un debito così enorme, e sempre scaduto? Essa possiede degli immobili, dei fondi pubblici, e degli effetti a scadenza. Sono beni reali, e valori eccellenti, ma sono beni invenduti, e valori futuri: beni e valori coi quali nulla si può

pagare sul momento. Quanto all'oro che deve essere rimborsato ai portatori di biglietti non esiste in nessun luogo. La provvista ordinariamente limitata, che viene inscritta nel bilancio della Banca, non le appartiene, assai spesso, che per la minima parte; tutto il resto è proprietà dei titolari di deposito, vera proprietà; perchè la Banca di emissione non paga alcun interesse a suoi conti correnti: essa non è loro debitrice, ma semplicemente depositaria del loro oro, ed essi possono esigerlo ad ogni momento. Si ha bel dire che la convertibilità in oro dei biglietti è garantita dall'incasso. Verrà risposto che quest'incasso non appartiene al garante, che esso dunque nulla garantisce. Esso ha un proprietario, e questo proprietario non è la Banca, non è il portatore di biglietti; è il depositante nominativo, è il conto corrente senza interesse.

Favoreggiato dal pubblico potere, il biglietto di banca è nondimeno accettato. È accettato, perchè assai portabile, perchè comodissimo, e perchè rende, a questo riguardo, lo stesso servizio che veniva reso dal certificato d'oro deposto; è accettato, perchè,

malgrado l'esperienza, si fa assegnamento che non verranno mai richiesti alla Banca dei grossi rimborsi; è accettato, sopratutto, perchè gli viene attribuita un'azione benefica sulla circolazione, sul credito, sul tasso dello sconto, sull'aumento delle ricchezze. Lo si accetta, come accettasi l'oro. Il biglietto di banca possiede infatti delle qualità. Ei valuta, sceglie, sposta, paga, dà forma ai capitali, nulla rende, è sterile, è oro. Sì ma oro supposto.

CAPITOLO XXXVI

L'ORO SUPPOSTO E LA CIRCOLAZIONE

La moneta è il veicolo degli scambi: su lei riposa la circolazione di tutti i beni. Ma siccome essa è sterile, si è costantemente e unanimemente sforzati di farne, quanto possibile, a meno.

Ad un tratto si dimentica il programma, e si cade in una deplorevole contradizione. Si apprezzava l'oro, ma difendendosi contro la sua sterilità: ora si vorrebbe disprezzarlo, ma lo si contraffa, e si contraffa perfino la sua sterilità. Si ha lusinga con ciò di aumentare la circolazione.

In prima, la circolazione non è uno scopo. Non si fanno scambi, se non in quanto si credano utili, e non già per far circolare il materiale-monetario.

Poi, non è possibile di aumentare realmente questo materiale.

Si ponno scoprire fiumi, dove l'oro scorra come sabbia; si può emettere tutto l'oro supposto che si vorrà; l'effetto è identico, o per meglio dire, l'effetto è nullo in ogni caso. Si aumenta la massa monetaria, si fanno rialzare tutti i prezzi, ma la moneta, il materiale girante della circolazione vale ancora lo stesso tantesimo del capital generale.

L'oro pesava 5000 in un inventario generale valutato 500,000 pesi d'oro: che arrivino 1000 d'oro vero, scoperto di fresco; o che vengano emessi 1000 di oro supposto, la massa monetaria diventa 6000 e il capital generale si chiama 600,000. L'inventario è lo stesso di prima: anche il tantesimo monetario è lo stesso: uno per cento.

Non si può fare all'oro supposto onore più grande, che d'accettarlo per oro vero: ma, anche accettandolo, non è possibile dimenticare che l'aumento stesso della massa dell'oro vero non è di alcun vantaggio per la circolazione, e nulla aggiunge alle forze motrici dello scambio.

Pensando che l'oro naturale era insufficiente, si volle fare dell'oro umano in abbondanza, ma, nel fatto, non si ha nè maggior copia d'oro, nè maggior quantità di moneta. L'oro vero, e l'oro supposto, presi insieme, valgono ciò che valeva l'oro vero, preso isolatamente, cioè lo stesso tantesimo del capital generale: soltanto, invece di avere una moneta, interamente buona, si ha una moneta, in parte buona, in parte cattiva.

Invece di aumentare la circolazione, si guastò il materiale girante.

CAPITOLO XXXVII.

L'ORO SUPPOSTO E L'INTERESSE

L'oro supposto nulla costa alla banca che lo cede; essa deve dunque cederlo a buon mercato. Il meno ch' essa possa fare, si dice, è di scontare a tasso moderato.

Per questo lato, il sistema delle banche di emissione, dà, un po' da lungi, la mano alla teoria che sopprime l' interesse, e la dà, abbastanza davvicino, a quella che pretende di ridurlo.

Errore. Come ridurre il tasso dell'interesse coll'abbondanza della moneta, quando la moneta stessa non costituisce per nulla la ragion d'essere dell' interesse?

L' interesse, è l' utilità giornalmente prodotta dal bene, di cui si cede o si tiene il possesso.

La moneta, sia essa buona o cattiva, non produce alcuna utilità per sè stessa. Essa dorme. Non vi è interesse a detenerla; vi è tutto interesse a disfarsene: gl'interessi annuali sono pagati, non sulla moneta, ma sul capitale, sul bene, sulla utilità che si acquista colla moneta, e questa stessa moneta, passando da una mano all'altra, serve ad acquistar altri capitali, sui quali si pagheranno altri interessi, sempre a cagione della utilità ch'essi producono.

Si paga in un anno quantità d'interessi più grande che la quantità della moneta esistente e questa moneta, che basta a pagare tutti gli interessi, basta nello stesso tempo a pagare tutti i beni e tutti i capitali che si scambiano.

Gli scambi si rinnovano perpetuamente; si sborsano continuamente interessi; l'oro che esiste ha pagato e ripagato un numero infinito di volte tutto quanto l'inventario generale. Ma nulla vi ha aggiunto. Indistruttibile, ma improduttivo, tale è l'oro nel mezzo della distruzione e della produzione generale. Se l'interesse è un delitto, si cerchi altrove il colpevole, l'oro è innocente, e l'oro supposto quanto l'oro vero.

Se il capitale generale è 500,000 compreso 5000 di oro, è certo che questi 5000 non danno alcun prodotto, e che tutti gli interessi sono pagati dai restanti 495,000. Che l'oro raddoppi, o triplichi, o scompaia, che si muti la moneta o che venga soppressa, questo capitale di 495,000 verrà scritto con altre cifre, ma non sarà modificato, e la quantità degli interessi a pagare in bene-moneta o in qualunque bene sarà sempre la stessa.

Che si interroghino su di ciò i paesi sovracarichi di oro supposto, i paesi del corso forzoso. L'oro vero vi fa premio: bisogna dare centoventi, centoquaranta di oro supposto per aver cento d'oro vero. Tutti i conti tuttavia, si fanno in oro supposto, l'interesse vien calcolato e pagato in oro supposto, ma senza che il tasso ne sia menomamente alterato. Pagar 5 all'anno in oro vero su 100 di oro vero, è lo stesso che pagare 6 o 7 in oro supposto su 120 o 140 d'oro supposto.

È sempre lo stesso capitale, ed è sempre lo stesso interesse.

Oro vero, oro supposto al pari, oro supposto al disotto del pari, qualunque siano le qualità, e le

quantità della moneta: l'interesse (valore differenziale fra il capital presente e il capital futuro) nulla ha a vedere col regime monetario.

Per ciò che concerne il rialzo nello sconto delle lettere di cambio, rialzo che stabilisce l'equivalenza fra l'oro dei giorni di carestia, e l'oro dei giorni d'abbondanza, l'esperienza è là che nulla dissimula.

Si dà forse a buon mercato l'oro supposto, quando una scossa monetaria si manifesta? No.

Sarebbe possibile darlo? No, assolutamente no.

Esso deve condursi esattamente come l'oro vero, per la ragione decisiva che è convertibile a volontà in oro vero.

L'oro supposto può far concorrenza all'oro vero, e sotto certi aspetti diventare il suo eguale, ma deve mantenersi allo stesso livello. Se esso fosse dato con minor precauzione, esigendo minori guarentigie, od a prezzo più basso dell'oro vero, non sarebbe più dell'oro dato in iscambio, ma sì dell'oro dato per favore. Esso ruinerebbe ben presto il dispensatore, e comprometterebbe gravemente la situazione monetaria generale.

CAPITOLO XXXVIII

L'ORO SUPPOSTO E L'ORO ALTERATO

Se si dà gratüitamente, il donatario non sarà obbligato di restituire: se si presta, il mutuatario dovrà rendere più tardi: ma presentemente donatario e mutuatario hanno a ricevere; come pure donatore e mutuante hanno a dare. E per dare bisogna avere.

Le banche fondiarie, le banche di sconto, i notai prestano i capitali ch'essi hanno ricevuto dai loro clienti. Sempre ognuno si rivolge ai possessori di capitali per prendere a prestito. Sempre si è creduto che altrove non esistessero capitali. Tutto ciò non ha mai cessato di essere vero; ma tutto ciò ha cessato di sembrarlo, per l'opera delle banche di emissione. Il buon senso ha dovuto dubi-

tare di sè stesso: si è giunti al punto di credere che questi stabilimenti hanno veramente il potere di creare i capitali dal nulla.

Alcuni osservatori, che non sono in così grande ammirazione, dichiarano che le banche di emissione, le quali pretendono distribuire il credito, vivono esse stesse del credito, che loro accorda il pubblico. Ma questa spiegazione pecca dalla base, perchè colui che fa credito, ha degli interessi a riscuotere sul capitale anticipato. E, nella specie di fatto, lungi dall' essere creditore d' interessi verso le banche di emissione, il pubblico ne deve e ne paga a loro continuamente. Si vuol parlare del credito senza interesse, del credito che viene chiamato gratuito? Ma il credito senza interesse altro non è che una donazione di capitale, donazione che dura tanto quanto dura il credito, donazione che sarebbe in questo caso perpetua, poichè la circolazione dei biglietti di banca è essa stessa perpetua. Ora, nessuno non dà alle cose tale significato. Il pubblico non intende costituirsi donatore, le banche di emissione non si riconoscono donatarie.

Non è dunque, nè per mezzo del credito, nè colla donazione, che le banche di emissione si procurano i capitali che esse impiegano negli sconti; e siccome esse non hanno poi realmente la potenza di crearli dal nulla, (se essi la avessero, i capitali straripperebbero) bisogna cercare altrove la sorgente donde esse attingono i loro mezzi.

All' epoca in cui si alteravano le monete; si prendevano, per esempio 5000 pesi d' oro e si convertivano in 6000 coll' aggiunta di mille pesi di rame. Si battevano per tal modo sei pezzi di moneta coll' oro di cinque; ma ciascuno di questi sei pezzi conteneva un sesto d' oro meno che di diritto.

L'alterazione della moneta aveva costantemente per effetto di far rialzare tutti i prezzi: l'inventario generale, che sarebbe stato valutato 500,000 in pezzi di moneta giusta, s'innalzava a 600,000 dal momento che si valutava in pezzi di moneta alterata.

Le banche di emissione producono un risultato identico con un differente processo. Si lasciano

intatti i 5000 d' oro giusto, ma si battono, al suo fianco, 1000 d'oro supposto, che non ha alcun valore, totale 6000. Come al tempo dell'oro alterato, il rialzo di tutti i prezzi succede inevitabilmente. L' inventario generale che punto non cangia non è più valutato 500,000 ma 600,000.

Nulla è mutato, è vero, sulla faccia della terra: ma un grande spostamento si è operato nell' appropriazione dell' inventario generale.

Vi erano 500,000 di beni che appartenevano in diverse proporzioni ad un gran numero di persone: ma di questi 500,000 la banca nulla possedeva, all' infuori del suo capitale di fondazione.

Gli stessi beni hanno ora montato di prezzo, essi sono a 600,000, e la banca di emissione ne possiede 1000, che essa aggiunge al suo capitale di fondazione. Il capitale generale non è stato aumentato di un atomo, ma il suo riparto è cambiato. La banca di emissione si è appropriata un sesto della moneta, cioè un seicentesimo del capital generale.

E l'appropriazione è completa. È più che un acquisimento, è una conquista. L' oro supposto è

tanto sterile quanto l'oro vero. Non rende niente finchè lo si conserva. Per avere dei profitti, degli interessi, dei maggior-valori, bisogna disfarsene entrare in un altro bene. E, infatti, è così che si procede; si agisce coll'oro supposto come coll'oro vero, e la banca di emissione non fa altra cosa. Essa dà dei biglietti, della moneta che non le frutterebbe niente, e che niente le costa; e riceve, in compenso, delle lettere di cambio, dei biglietti all'ordine, che immediatamente le fruttano interessi, ch'essa trattiene. Ogni giorno essa riceve delle rendite, e delle rendite anticipate, su di un capitale che non le apparteneva, e che non si ebbe l'intenzione di cederle.

La legge agraria divideva i beni presi al nemico. Quelli che emettono l'oro alterato e l'oro supposto non dividono i beni ch'essi prendono, e che non prendono punto al nemico.

Bisognarono secoli perchè si cessasse di alterare la moneta: bisogneranno secoli, perchè si rinunci all'oro supposto? La riforma sarà più difficile, perchè non si credeva all'oro alterato, e si vuol credere all'oro supposto. È una religione.

CAPITOLO XXXIX

L'ORO SUPPOSTO E IL RIALZO DEI PREZZI

L'aumento della massa monetaria prodotto dall'oro vero nuovamente scoperto, dall' oro alterato o dall' oro supposto provoca il rialzo di tutti i prezzi.

In sè stesso, il rialzo dei prezzi non ha alcuna importanza. Tutto aumenta in proporzione, dunque nulla aumenta. Dopo un certo tempo non ci si bada più, si prende l'abitudine dei prezzi diversi, si prende l'abitudine della moneta deprezzata.

Sì, ma la evoluzione non si compie che poco a poco, specialmente per certi prezzi. Vi sono prezzi in cifre tonde, consacrati dall'abitudine, che assai difficilmente subiscono modificazioni. Il

prezzo del lavoro, sia a giornata, a settimana, a mese o ad anno è l'ultimo a rialzare. Si continua a ricevere la stessa quantità di moneta, ma questa moneta è debole, deprezzata, paga poco: ne occorre più, che prima non ne bisognava, per vivere. Si trova che tutto ha rincarato, e questa volta si ha ragione.

Giornalieri, funzionari, commessi, magistrati, tutti quelli che ricevono onorarj fissi hanno dunque interesse che non si scopra dell'oro nuovo, che non si alteri la moneta, e che si cessi di battere oro supposto.

CAPITOLO XL

CONCLUSIONE — ABBANDONO DELL'ORO SUPPOSTO

Bisogna finalmente riassumere i fatti osservati, e tirare una conclusione:

Non si arriva a possedere i beni di cui si ha bisogno che cogli scambi; ma, nello scambiare da tutt'e due le parti non si vuol dare più che non si riceva.

Si è per tal guisa condotti a confrontare l'utilità dei beni, a valutarli gli uni cogli altri.

L'operazione di valutare direttamente ciascun bene con ciascun bene è assai complicata, tanto più complicata che il valore di ciascun bene è mutevole.

La valutazione diventa facile se si adotta un termine di confronto comune e permanente, una

moneta. Un termine di confronto non può essere preso che fra le cose che si vogliono confrontare. Qui, si vuol confrontare i beni; bisogna prendere un bene.

Il bene che diventa moneta non cessa di essere un bene, nè, per conseguenza, di subire delle variazioni di valore. È un termine di confronto che oscilla esso stesso. Tuttavia, si ha cura di prendere un bene, il valore del quale non subisce che variazioni relativamente minime: l'oro.

Si confronta ciascun bene al bene moneta, e il numero che ne risulta esprime il valore di ciascun bene, e il valore della moneta stessa.

Bastevole per valutare i beni esistenti, l'oro non basta più quando si tratta di valutare nel presente i beni futuri, e nel futuro i beni presenti. Ciò che ancora non si possiede è meno utile di quello che già si possiede. Dunque il bene futuro vale attualmente meno del bene presente. La differenza di valore attuale fra il presente e il futuro si chiama interesse. Essa aumenta per progressione geometrica, quando si aumenta l'intervallo.

Aggiungendo il valore dell'interesse al bene presente, e deducendolo dal bene futuro, si eguaglia il valore dei due beni.

Si rende facile questa operazione valutando dapprima la progressione più o meno rapida dell'interesse stesso, e ciò per mezzo di una misura convenuta: il tasso annuale.

Le due monete, l'oro, moneta dei beni, e il tasso annuale, moneta del tempo, non valutano soltanto: esse intervengono negli scambj, e pagano al tempo stesso che esse valutano. Si valuta in oro ogni bene, e uno si sdebita consegnando l'oro: si valutano in tassa annuale tutte le progressioni d'interesse, e uno se ne libera pagando le annualità o i semestri.

L'oro raddoppia lo scambio di tutti i beni. Si compera coll'oro, e poscia si vende contro oro.

Di una operazione il tasso annuale ne forma due: si dà un bene attuale, contro un bene futuro; e invece di ricevere alla scadenza un bene maggiore del bene attuale, si riceve lo stesso bene o un bene di pari grandezza, ma, in compenso, prima di arrivare alla scadenza, si sono ricevuti dei fitti, degli interessi annuali.

Le due monete, decompongono così gli scambi, e questa decomposizione semplifica e precisa tutte le transazioni.

Fornito e garantito dalla natura l'oro è durevole, universale, commodissimo, di un uso assai poco costoso. Bisogna dare dei beni per averlo, ma si ricevono beni quando lo si dà, e, in definitiva, non si spende per l'oro che la somma insignificante degli interessi, ai quali si rinuncia durante il tempo che lo si conserva. È facile di non conservarne che una debole quantità, mercè i pagamenti economici, e il commercio dei capitali flottanti. Così, delle provviste monetarie, il valore delle quali è assai ridotto, in confronto del valore dell'inventario generale, bastano al movimento di tutti gli introiti, di tutte le spese, di tutti gli scambj.

Suggerito dalla natura, il tasso annuale si combina a meraviglia coi bisogni che le stagioni riconducono periodicamente.

L'inventario generale, valutato in oro, diventa capitale. L'intervento generale futuro sarà esso pure capitale; non sarà, in sostanza, che il capitale attuale migliorato dal lavoro.

Il capital presente, e il capital futuro sono entrambi divisibili in capitali, e, per l'intervento delle due monete valutanti e paganti, lo scambio dei capitali presenti contro i capitali futuri è possibile, facile, ben calcolato; l'equivalenza è esatta: si sa ciò che si fa; non si è più obbligati di barattare grossolanamente, all'azzardo, per via d'approssimazione, nè il presente contro il presente, nè il presente contro il futuro, nè il futuro contro un altro futuro più lontano.

La conclusione è:

Che studiato nelle sue leggi, nei suoi strumenti, nella sua applicazione, lo scambio è una scienza, scienza esatta come la meccanica.

Le leggi sono: la composizione del valore per mezzo di due elementi, i tantesimi e le masse; la variazione del valore, cagionata dalla variazione dei tantesimi e delle masse: la differenza di valore fra il bene presente e il bene lontano: la differenza progressiva fra il valore del bene presente, e il valore del bene futuro.

Gli strumenti sono: l'oro, e il tasso annuale.

L'applicazione è l'equivalenza che i contraenti stabiliscono fra i beni che scambiano.

Ogni scienza ha i suoi limiti: ciò che si dà vale altrettanto di ciò che si riceve; lo scambio non è un riparto.

Sfortunatamente, questi limiti non sono sempre rispettati. Fautori di leggi antiche, o promotori di leggi nuove, vi sono di quelli che vogliono trasformare lo scambio, atto libero e semplice, in una confusa e più o meno officiale operazione di riparto, che vogliono frammischiarsi coi contraenti, pesare nella bilancia, forzare il buon mercato, sopprimere o scemare la differenza di valore, fissare il prezzo dell'oro, dominare il tasso dell'interesse.

Funesto cammino, dove non si può fare un passo senza urtare contro l'impossibile, senza infrangersi contro l'assurdo.

Se viene prescritto di vendere con beneficio limitato, bisogna almeno garantire i venditori contro perdite illimitate. Bisogna verificare, controllare, chiudere i conti di tutti; inquisizione insopportabile, lavoro senza fine, materialmente impossibile.

Se, oltrepassando le previsioni della beneficenza, la communità vuole vendere essa stessa o pre-

stare a' prezzi continuamente inferiori ai prezzi naturali, nessun budget basterà più ai pubblici carichi, l'imposta ingrosserà all'infinito, si metterà capo a uno spostamento di ricchezze a delle mutazioni di catasto.

Si avrà lo stesso risultato, se si prescrive ai particolari di cedere i loro beni a prezzi ridotti, se loro si vieta di volerne il valore integrale. I venditori consegnando sempre più di quanto ricevano, e sempre meno i compratori, altro non si farà che invertire le parti. Quelli che possedevano cederanno il posto a nuovi possessori. Ma, subito dopo, bisognerà ricominciare.

Se si ordina di vendere a buon mercato, si farà rincarare l'oro: se si prescrive che l'oro sia a buon mercato, si faranno rincarare tutti gli altri beni. Sempre contradizione, impotenza.

Non si può fare che un bene valga meno di ciò che realmente vale, nè che il bene futuro valga fin da questo momento quanto il bene attuale, o che il bene lontano valga quanto il bene sul luogo.

Non si può decretare il valore, perchè non si

può decretare il confronto delle utilità. Il valore è indomabile.

Che i ricchi divengano poveri, o che i poveri si arricchiscano, lo scambio resterà sempre ciò che è. Ricchi o poveri, bisognerà sempre basare i contratti unicamente sulla equivalenza dei beni che si scambiano; e sempre tener conto di tutte le circostanze che compongono e modificano il valore: i tantesimi, le masse, la distanza dello spazio, la distanza di tempo. Quando si dà un bene per avere un altro bene, vuol dire che il bene che si riceve è più utile di quello che si dà. Ciascuna delle due parti giudica così. I due giudizi si fanno equilibrio; lo scambio è sempre giusto, poichè soddisfa due contradditori.

Quali siano i contratti, le vendite, le locazioni, i prestiti, gli onorarj, da ambo le parti si consegnano beni che hanno l'istesso valore. Nel fatto è sempre oro che si scambia contro oro: peso per peso: e gl'interessati tengono essi stessi la bilancia.

Lo scambio si difende da sè medesimo, senza che il pubblico potere abbia a intervenire. Le sole

leggi, la sola tutela che gli convengano sono le formole legali per convalidare le transazioni, e i giudici per appianare le contestazioni.

Rendere lo scambio sempre più agevole e più rapido, emanciparlo di più in più; ma riformarlo, no.

L'astronomia rivela le leggi del cielo: chi pensa a riformare queste leggi? Si ammirano, si studiano: istrutti da esse si misura il tempo, e si attraversa l'Oceano. Più si conoscono le cose che resistono al libero arbitrio, e più si può comandare a tutte le altre.

Le leggi naturali dello scambio sono giuste ed immutabili. Rivoltarsi contr'esse, è sprecare in tutta perdita delle forze, degli studi, che, diretti verso altri orizzonti, opererebbero delle riforme urgenti, risolverebbero dei veri problemi, e distruggerebbero dei pregiudizi, ai quali il mondo è ancora soggetto.

Ma lo scambio non sarà mai completamente emancipato, i suoi principj saranno sempre messi in questione: il legislatore non cesserà mai di andar tentoni e di contraddirsi: la luce sarà sempre intercetta, finchè la scienza non avrà vinto il suo nemico dichiarato: l'oro supposto.

È l'oro supposto che fa dire che l'oro vero non ha se non un valore immaginario; che si può, fare a meno di questa moneta, o fargli una utile concorrenza; e che si può, essendo emancipati gli altri prezzi, tener in freno il valore di un metallo.

È l'oro supposto che confonde tutte le idee, che oscura tutte le nozioni. Si pretende che sia legittimo e utile, perchè le lettere di cambio sono utili e legittime: quasi che vi fosse la minima similitudine, il minimo rapporto fra la lettera di cambio e il biglietto di banca che lascia intatto il tantesimo monetario e sterile; che entra in concorrenza coll'oro vero e lo deprezza, ad esclusivo benefizio della banca di emissione, e a gran detrimento del pubblico.

È l'oro supposto che fa credere che vi siano capitali all'infuori dell'inventario dei beni esistenti; che se ne possono creare, onde prestarli, che è conveniente avere una moneta di convenzione, una moneta nazionale, estra-nazionale, senza valore: che per mezzo di questa moneta, e con essa possono sorgere dei distributori di credito.

È l' oro supposto che fa considerare l' azione

del tempo, l'interesse, come un male che si può o sopprimere, o tariffare, o ridurre per mezzo di abili combinazioni.

È l'oro supposto, cioè la ricchezza a profusione e senza fine, sempre disponibile se il pubblico potere lo vuole o lo consente, che mantien viva l'abitudine di domandar tutto, e tutto attendere da questa potenza. Si fanno recriminazioni e postulati contro il rialzo dell'oro presente, contro il ribasso dell'oro futuro, contro lo sconto. Si faranno recriminazioni e postulati contro il cattivo raccolto, che fa rincarare il grano, e contro il buono che lo deprezza.

È l'oro supposto che autorizza e che provoca tutte le aberrazioni, che suscita la discordia fra ciò che vi ha di più inseparabile. Si parla di monetizzare il lavoro, di farne della carta fiduciaria; mentre non si può monetizzare che un bene reale, già esistente, e di più è necessario che questo bene sia adatto al servizio monetario. Si parla di associare le braccia all'infuori del capitale, quasi che fosse vantaggioso, quasi che fosse possibile, quasi che l'esempio che bisogna seguire non fosse

dato dai grandi capitali. I più piccoli risparmi riuniti in società per uno scopo determinato possono diventar potenti. Ma l'abdicazione della persona nel seno di una comunità di lavoro è un sagrificio troppo grande e troppo raramente rimunerato da successo. Le masse hanno per loro il numero e la disciplina. Il loro voto fa i legislatori, i codici, le imposte. Per mezzo della politica esse tengono tutto. Perchè preferire le chimere?

Nessun errore non fu mai altrettanto fortunato quanto quello della moneta fiduciaria, dell'oro supposto. Esso soddisfa i conservatori, seduce i novatori, piace ai ricchi, sorride ai poveri. L'incanto è generale, e tuttavia, vi è lotta ad oltranza, qua pel privilegio, là per la libertà.

Il privilegio diventa esoso, irritante; lo si rende responsabile di tutto, fin del male, ch' esso non fa, e del bene che non può fare. Si vuol rovesciarlo. Tuttavia la emissione libera ha cagionato dovunque dei disastri. Dovunque si è finito col decimare il diritto comune, sagrificio sempre doloroso, ma accettato qualche volta come un minor

male. Si direbbe che la esperienza è meno sfavorevole al monopolio, che all'anti-monopolio. Che importa? Il privilegio è odioso, la sua scomparsa promette un indicibile sollievo.

Fra i due sistemi, egualmente forti all'attacco, egualmente deboli alla difesa, la lotta è interminabile. Egli è che la illusione si trova da ambe le parti, e che la verità è altrove. Meglio varrebbe di un comune accordo rinunciare al vello d'oro, meglio sarebbe far parlare questa sfinge dell'oro supposto, farle dire il suo secreto: io non sono che un idolo; idolo col privilegio; idolo colla libertà.

In fatto di oro supposto non si sarà nel vero che il giorno in cui tutti essendo liberi di emetterne, più nessuno vorrà accettarlo.

Appartiene al pubblico potere di darne l'esempio. Talvolta il miglioramento delle cose umane non si fa che colle guerre, colle rivoluzioni, colle lotte territoriali. Spesso si ottiene con dei mezzi contrarj: gli accordi, i trattati, le convenzioni, i concordati, l'adozione simultanea di una misura riconosciuta reciprocamente salutare. Il giorno dunque verrà per i trattati monetarj.

Gli Stati si prometteranno reciprocamente di non avere alcuna relazione d'affari, alcun credito, alcun debito verso le Banche di emissione, qualunque esse siano.

Essi si prometteranno vicendevolmente che in capo a un certo tempo e per mezzo di successivi ritiri, tutto l'oro supposto, attualmente emesso dalle Banche privilegiate sarà annullato.

Essi si vincoleranno a non accordare più alcun privilegio per la emissione dell'oro supposto.

Essi si impegneranno a non ricevere più, a partire da una data epoca, alcun pagamento in oro supposto, e a non accettare più che dei certificati di deposito, accordanti, non un credito, ma la proprietà dell'oro vero realmente deposto. Questa disposizione basterà per arrestare, senza vietarla, qualunque emissione di oro supposto. Ripudiato e rifiutato dalle casse pubbliche, l'oro supposto sarà ben presto ripudiato e rifiutato dal pubblico. Il privilegio scomparirà, l'oro supposto scomparirà e nessuna libertà verrà lesa.

Si potrebbe obbiettare che dovunque gli Stati hanno dei debiti verso le Banche privilegiate. È

vero. Ma essi sono liberi di cambiare di creditori, è facile a loro di prendere a prestito dal pubblico, quello che presero dalle Banche privilegiate e rimborsarle.

Essi cesseranno così di avere una parte, anche indiretta, nei benefizi che le Banche realizzano, coll'appropriarsi una porzione del capital generale.

Si potrebbe obbiettare ancora che questa porzione del capital generale, che le Banche di emissione si appropriano emettendo l'oro supposto, almeno riceve una buona destinazione; ch'essa è continuamente impiegata negli sconti, e che se l'oro supposto venisse a mancare, gli effetti all'ordine non troverebbero più scontatori.

In diritto questo argomento non ha alcuna forza, l'espropriazione non potendo aver luogo che mediante indennità. Non è giusto di far sopportare un sì gran danno al pubblico tutto intero per la sola convenienza degli scontisti.

In fatto, nulla di più facile che il provvedere senza artificio a tutti gli sconti. Basta che lo Stato cessi di tenere degli Uffici aperti per il commercio dei capitali flottanti. Perchè tutte que-

ste emissioni, indefinitamente rinnovate di Buoni del Tesoro? Perchè in sue mani tutti questi fondi presi a prestito a corta scadenza? Ecco dei capitali flottanti che, diretti sulle Banche di sconto, basteranno amplamente a tutti i bisogni.

È conveniente che lo Stato si limiti al Debito perpetuo, il monopolio del quale gli appartiene naturalmente, debito che essa può diminuire per via di ricupero, quando le pubbliche entrate lo consentono. Sarebbe cosa per lui, assai saggia, lo sbarazzarsi degli aggravj mercantili di un passivo esigibile a breve scadenza.

Quanto ai privati, è bene che si famigliarizzino col conto corrente a interesse, e che prendano l'abitudine di avere la loro Banca, come hanno il loro notajo, il loro avvocato. Il vantaggio è doppio: evitano delle perdite di interessi, e cooperano alla diminuzione generale del tantesimo monetario e sterile.

La scomparsa dell'oro supposto è cosa tanto importante, tanto poco costosa, tanto razionale, tanto giusta, tanto utile, tanto riparatrice, che uno Stato dovrebbe volerla, quand'anche fosse

solo a volerla, e gli venisse meno il concorso degli altri Stati. Gli basta intendersi cogli azionisti della Banca privilegiata. Di che si tratta, dopo tutto? D'una indennità, da pagarsi ad essi per il ricupero del loro privilegio. Questa indennità può diventare assai leggera per lo Stato, ed anche ridursi a nulla, quando lo Stato dicesse alla Banca di Emissione:

Rinunciate al privilegio:

Ritirate gradualmente tutto l'oro supposto che circola:

Diventate semplice Banca di sconto:

Io smetto il commercio dei capitali flottanti, e vi cedo la mia clientela:

Io vi garantisco pel tempo che il privilegio doveva durare un dividendo annuo al dividendo attuale.

Io avrò diritto ad una porzione dei vostri utili, al di là del minimum garantito, ma soltanto fino al rimborso dei complementi di dividendo che io avrò pagati.

Questa convenzione aprirebbe un grande avvenire alla stessa Banca.

Finchè una Banca emette dell'oro supposto, essa non può fare appello ai capitali, bisognerebbe pagar loro degli interessi, e la Banca di emissione avrebbe gran torto di pagare interessi, essa che può fabbricare, nei suoi uffici, tanti capitali gratuiti quanti le possono occorrere. Ma dal giorno che la Banca di emissione si fosse trasformata in Banca di sconto, il suo primo atto sarà di aprire un conto corrente ad interesse.

Al suo appello si vedranno accorrere da tutte le parti, e su tutti i punti ch'essa indicherà i capitali in massa, quelli che avevano contratta la abitudine di affluire alla tesoreria dello Stato, ormai fuori di commercio, e quelli che restavano spesso senza impiego, in mancanza di un prenditore in piazza, che inspirasse bastevole fiducia. Chi non vorrà essere il cliente della gran Banca, che si è finalmente decisa a bonificare gli interessi? Essa sarà la più commoda, la migliore delle casse di risparmio: essa sarà la Banca preferita fra tutte. Non si vede che, già attualmente, le si versano delle somme considerevoli, quantunque essa non paghi alcun interesse?

Per rispondere a tutti i bisogni, la Banca emetterà dei biglietti a rendita, rimborsabili mediante preavviso, e dei buoni con interesse, pagabili a scadenza fissa, il tutto a scelta dei prenditori: essa moltiplicherà le succursali, avrà delle agenzie in un gran numero di località, e di corrispondenza financo coll'estero. L'oro viaggia: perchè la Banca non sarebbe presente su tutti i grandi mercati?

Non sono certo i capitali che faranno difetto alla Banca, ma piuttosto la materia scontabile. E allora lo Stato potrà rivolgersi a lei onde, in caso di bisogno, far scontare le sue accettazioni e ottenere delle anticipazioni in pegno. La Banca non emettendo più oro supposto, i suoi rapporti collo stato saranno perfettamente regolari.

Ciò che particolarmente eccita il malcontento generale, è, che tutte le volte che la Banca privilegiata alza lo sconto, essa aumenta d'altrettanto i suoi utili. Finchè la Banca prende 4 per cento, tutto va bene, non vi sono lagnanze; ma quando essa prende di più si grida alla iniquità. Fino al punto che, per dare un'apparenza di

soddisfazione, certe banche privilegiate hanno promesso al pubblico di non distribuire più ai loro azionisti gli utili prodotti dall'innalzamento dello sconto, al di là di un certo tasso. Questi utili sono portati alla riserva; ma non sono per questo, meno proprietà degli azionisti: le azioni dei quali acquistano un maggior valore proporzionale all'aumento della riserva. È illusorio; ma a tale lagnanza, pari soddisfazione.

Ciò che è positivo è che l'oro supposto non può essere ceduto a miglior prezzo dell'oro vero: che l'oro supposto è condannato a fare i benefizi che fanno detestare l'emettente: che lo scontista nulla ha a perdere per la scomparsa dell'oro supposto. Si ha l'oro vero allo stesso prezzo.

La trasformazione della Banca d'emissione in Banca di sconto ordinaria produrrà istantaneamente un gran bene morale.

Tutte le pretese in fatto di credito e di sconto, tutti gli errori in fatto di moneta cadranno da sè stessi.

La Banca non sarà più il punto di mira di tutte le accuse, nè il punto di partenza di tutte le false idee.

Quando l' oro diverrà raro, quando lo sconto s'innalzerà, la Banca accorderà un interesse più elevato ai conti correnti: quando l' oro abbonderà e che lo sconto ribasserà, essa sconterà a miglior mercato. Nessuno muoverà lagnanza.

L' equilibrio fra lo sconto da dedurre, da un lato, e l' interesse da bonificarsi, dall'altro lato, sarà mantenuto dagli stessi avvenimenti.

La Banca sarà disinteressata nelle oscillazioni del tasso dello sconto. Col tasso ribassato, o col tasso rialzato, il suo benefizio rimarrà lo stesso. Sarà sempre la stessa differenza fra l' interesse pagato, e quello ricevuto.

Avverrà pel commercio dell' oro e dello sconto come per tutti gli altri commerci. L' oscillazione favorirà ora gli uni, ora gli altri.

Libera e potente, camminando nella via della Giustizia e della verità, la Banca trasformata sarà il gran mercato dei capitali flottanti. I suoi affari prenderanno un incalcolabile sviluppo. In poco tempo i suoi utili uguaglieranno gli utili che essa faceva coll'oro supposto: in poco tempo essa pareggerà il suo conto di garanzia collo Stato.

La gran massa e la grande suddivisione degli effetti (effetti che rappresentano delle merci, realmente consegnate dallo Scontista) riducono infinitamente i rischi dello Sconto: così la Banca trasformata non avrà bisogno nè di grandi capitali, nè di grandi riserve in fondi pubblici. Quanto essa possiede, lo distribuirà in natura ai suoi azionisti. Gli azionisti riavranno così una porzione del capitale versato, salvo a riversarlo in caso di richiamo, secondo quanto si pratica in tutte le Società di Banca e di assicurazioni.

La riapparizione del certificato al portatore deve coincidere colla scomparsa dell'oro supposto. Ma il metallo prezioso, appartenente ai portatori dei Certificati di deposito non deve figurare nell'attivo della Banca, come i Certificati di deposito non devono figurare nel suo passivo. Bisogna fare qui, ciò che si fa, per i titoli depositati, i quali non entrano mai nei conti della Banca. I depositi di titoli richiedono dei Certificati nominativi: i depositi di metallo prezioso sono constatati da Certificati al portatore. Ecco la sola differenza fra il deposito di titoli e quello di metalli preziosi.

Ma questa differenza ha delle conseguenze importanti dal punto di vista del controllo dei depositi.

Il depositante di titoli è provvisto di un certificato indicante distintamente tutti i numeri dei titoli depositati.

Il depositante di oro ha nulla, e non può aver nulla di simile. Ha bensì in mano un Certificato al portatore, ma la somma deposta si mesce alle altre somme, nessun segnale la fa riconoscere.

Una garanzia è nondimeno necessaria: bisogna che i depositi di moneta metallica siano sottomessi a delle verifiche frequenti, pubbliche, solenni. Bisogna assolutamente sapere, in un modo autentico, se tutto l'oro deposto, tutto l'oro rappresentato dai certificati è al suo posto.

Sono in circolazione nel mondo tremila tonnellate d'oro supposto, moneta abusiva e fallace! I suoi benefizi sono nulli, e i suoi pericoli incontestabili. L'esperienza è là: essa è terribile. Non esiste una sola grande Banca di emissione, la quale non abbia sospeso i pagamenti. Tutte son venute meno ai loro impegni, tutte hanno questo cattivo precedente, il Corso Forzoso. Bisogna dunque premunirsi, perchè il disastro può rinnovarsi.

Il corso fòrzoso è un abisso da cui si può uscire, ma non si è mai sicuri di uscirne senza profonde ferite. Il pericolo è specialmente a temersi, se la fabbricazione dell'oro supposto è concentrata in un solo stabilimento, e se questo stabilimento ha il potere di emetterne a volontà.

Quand'anche fosse vero che l'oro supposto sviluppi gli affari, quand'anche fosse falso che l'oro supposto imponga gravi perdite al pubblico, sarebbe ancora cosa saggia rinunciare ad un espediente che fa correre sì gravi pericoli.

Qualunque sia l'ammirazioue che si professi all'oro supposto, non si è mai in realta, senza gravi inquietudini. E allora si discute sul limite che la emissione non dovrebbe sorpassare. È questo un omaggio involontariamente reso alla verita.

Come sostenere che questo palladio della attività sociale, che questa moneta tanto salutare, divenga ad un tratto così pericolosa, solo perchè la dose fu aumentata di un quinto o di un sesto, di una somma eguale appena al prodotto mensile dell'imposta? E se si teme d'aumentarla, anche così debolmente, come sostenere che questa moneta è opportuna, che è utile, che è potente?

Non è meno per la qualità che per la quantità che l'oro supposto è un male. Per difendersi; non vi è che una misura radicale: il disprezzo e l'abbandono.

Si capisce che una città assediata, circondata da ogni parte, esausta di risorse, facendo di ogni sasso un'arma, emetta una moneta d'assedio, moneta obsidionale, moneta di necessità, oro supposto che scomparirà appena sarà levato l'assedio.

Ma in tempi normali, quando tutte le barriere sono tolte, tutte le porte spalancate, continuare e aumentare l'emissione della moneta obsidionale, dell'oro supposto, è fare, senza necessità e senza scusa, del regime estremo e momentaneo dello stato d'assedio, un regime ordinario e permanente.

FINE.

CORREZIONI

Pagina	linea	ERRATA	CORRIGE
13	3	ch'esso è eguale	ch'esso totale è eguale
18	15	di massa il	di massa; il
19	15	ereditario è	ereditario, è
32	ultima	presenta	stacca
34	9	puro non si poteva ritirare che biglietti	puro si poteva altresì ritirare biglietti
42	20	le differenze	la differenza
42	22	E come	È come
43	17	che si dà	che le si dà
48	31	pagare	pagarle
54	ultima	*Inter-esset*	*Inter-esse*
86	6	rara	cara
98	23	dei capitalisti	dai capitalisti
102	17	riscontro	risconto
118	12	acquisita	acquisito
128	3	i capitali	ai capitali
130	21 e 22	dell'oro	della moneta